

COMMISSION DES FINANCES



Séance du Lundi 2 août 1926

La Séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. MILLIES LACROIX, président.

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.

MARRAUD. SCHRAMECK. DOUMER. BILLIET.

DAUSSET. RIO. RENE RENOULT. HERVEY.

LEBRUN. CLEMENTEL. CHASTENET.

CHARLES DUMONT. BOUCTOT. GUILLIER.

SERRE. R.G.LEVY. MILAN. BLAIGNAN.

FERNAND FAURE. JEANNENEY. BLAIGNAN.

FRANCOIS SAINTMAUR. RAIBERTI.

PASQUET. REYNALD. GENERAL STUHL.

FRANCOIS MARSAL. BIENVENU MARTIN.

+++++

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une lettre par laquelle il demande à être entendu par la Commission à 15 heures.

Je lui ai répondu que la Commission l'entendrait très volontiers (Approbation).

Avant d'aborder l'ordre du jour, je dois, selon l'usage vous donner connaissance des renseignements qui me sont parvenus depuis notre dernière réunion sur l'état des émissions de Bons de la Défense et sur la situation du compte courant du Trésor à la Banque de France.

Le Trésor possède encore une marge de 672 millions.

L'excédent des remboursements de bons de la Défense

sur les émissions nouvelles a été de 560 millions dans la 1^{re} quinzaine de juillet. Il sera d'environ 1 milliard dans la seconde quinzaine. Soit un total de 1.500 millions que le Trésor a dû rembourser au cours du mois de juillet.

Nous passons maintenant à notre ordre du jour qui appelle : L'examen au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1926, quatre centimes additionnels au principal des trois contributions directes pour en affecter spécialement le produit à l'exécution de travaux de défense contre les inondations.

M. PIERRE MARRAUD, Rapporteur, donne lecture de son rapport. Il conclut à l'adoption du projet.

M. HENRY CHERON, Rapporteur Général, - Ce projet ne vise que 4 centimes additionnels mais comme nous avons à statuer ensuite sur deux autres projets demandant le vote de 4 centimes additionnels d'une part et de 72 centimes de l'autre, c'est donc au total une charge nouvelle de 80 centimes qui va brutalement grever les contribuables du département de la Seine. Cette charge ne sera-t-elle pas trop lourde, surtout étant donné qu'elle va s'ajouter à celles que le projet de nouvelles ressources fiscales déjà voté par la Chambre va faire peser sur tous les Français ? Je considère que nous serions bien inspirés en demandant à l'administration du département de la Seine d'échelonner ses programmes de travaux de manière à faire porter sur plusieurs exercices l'imposition de nouveaux centimes additionnels.

M. LE RAPPORTEUR.- En ce qui concerne les 4 centimes demandés par le projet actuel c'est un minimum indispensable car il est impossible de suspendre les travaux

de protection contre les inondations.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans ces conditions, je n'insiste pas, me réservant de reprendre mes observations à propos du projet instituant 72 centimes.

M. HERVEY.- Ou en est-on de la construction des barrages réservoirs ?

M. DAUSSET.- Dans le programme de travaux qui est en cours d'exécution, il est prévu la construction de 2 barrages réservoirs.

M. HERVEY.- Il a toujours été dit qu'il y avait deux systèmes susceptibles d'empêcher les inondations, ou bien la construction de barrages réservoirs, ou bien l'exécution de travaux dans le lit du fleuve et sur ses berges. Ce que je ne peux pas comprendre c'est que l'on fasse concurremment des barrages réservoirs et des travaux.

M. DAUSSET.- Les barrages réservoirs atténueront les dangers de grosses crues mais ils n'empêcheront pas les inondations d'une façon absolue et certaine. Il est donc indispensable en même temps qu'on construit les premiers de ces réservoirs, d'exécuter des travaux de protection locale, surtout dans la banlieue.

M. PAUL DOUMER.- Pourquoi a-t-on renoncé à la dérivation de la Marne ?

M. DAUSSET.- Après de longues discussions et des polémiques nombreuses les ingénieurs se sont enfin mis d'accord sur un plan d'ensemble, c'est ce plan qui s'exécute petit à petit.

Les conclusions du rapport de M. MARRAUD sont adoptées.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant trois ans, à partir de 1926, soixante douze centimes ordinaires additionnels au principal des trois contributions directes, pour en affecter le produit aux besoins généraux des services départementaux. (N° 389, An. 1926)

M. PIERRE MARRAUD. donne lecture de son rapport, il conclut à l'adoption du projet qu'il considère comme indispensable pour équilibrer le budget du département de la Seine.

Au surplus ajoute-t-il, le département de la Seine est loin d'être le département le plus imposé. Il ne vient que le 33° dans le tableau d'ensemble des départements classés par importance de l'imposition.

M. SCHRAMECK.- Il ne faut pas oublier que pour les habitants du département de la Seine les charges communales sont plus lourdes que partout ailleurs. On ne peut donc pas augmenter indéfiniment les centimes départementaux.

M. JEANNENEY.- En outre, il n'est pas possible de comparer le département de la Seine avec les autres départements. La valeur du centime y est infiniment plus élevée que partout ailleurs.

M. LE RAPPORTEUR.- En tous cas le budget départemental ne peut être équilibré que si nous autorisons les 72 centimes demandés. Il y a un très gros déficit, qui provient en grande partie de l'exploitation déficitaire des transports en commun de la région parisienne.

M. SERRE.- Est-ce que l'augmentation des tarifs n'a pas permis dans une certaine mesure de réduire ce déficit ?

M. LE RAPPORTEUR.- L'augmentation des tarifs n'a pas donné tout ce que l'on pouvait en attendre, car elle a déterminé une diminution du trafic. En outre, les charges de toutes natures se sont accrues considérablement au cours de l'année qui vient de s'écouler.

M. SCHRAMECK.- Bien des réformes pourraient être réalisées dans l'exploitation des transports en commun. Trop souvent les directeurs de la T.C.R.P. font passer les intérêts des fournisseurs avant les intérêts généraux.

M. LE RAPPORTEUR.- Que voulez-vous dire ?

M. SCHRAMECK.- Je pose nettement une question : Le directeur de la T.C.R.P. a-t-il oui ou non des intérêts dans les usines de caoutchouc avec lesquelles la T.C.R.P. a des marchés ?

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne sais pas à quoi vous faites allusion. Mais, comme vous l'estime que le contrôle parlementaire doit s'exercer sur les finances du département de la Seine d'une façon très effective. Dans ce but je propose à la Commission de n'autoriser que pour un an les 72 centimes qui nous sont demandés, au lieu de les autoriser pour 3 ans comme il était stipulé dans le projet. Nous pourrions ainsi obtenir pour l'année prochaine des justifications sur la nécessité de maintenir l'imposition.

M. LOUIS DAUSSET.- J'ai le devoir de répondre à la question posée tout à l'heure par M. SCHRAMECK, Contrairement à ce qu'il paraît croire, la C^e des T.C.R.P. est contrôlée très minutieusement. Tous ses achats sont soumis aux règles de l'adjudication. Le contrôle est même trop strict. En ce qui concerne les achats de caout-

chouc, ils ont été fait chez Michelin et chez Bergougnan ce qui exclut tout soupçon de collusion et toute idée que le directeur, M. MARIAGE, pouvait être intéressé à ces achats de caoutchouc. Je le répète les accusations de M. SCHRAMECK ne reposent sur rien de précis.

Ceci dit, je dois vous indiquer quelle est la situation financière du réseau des T.C.R.P. Cette situation est lamentable. Des causes nombreuses empêchent ce réseau, qui est le plus grand réseau urbain du monde, d'équilibrer ses recettes et ses dépenses. Ses dépenses augmentent tous les jours par suite du coût des salaires des machines, de l'essence, etc.... tandis que ses recettes ne peuvent pas suivre la même progression pour diverses raisons dont voici les principales :

1° les tarifs ne peuvent pas dépasser un certain plafond sans cela le trafic diminuerait (et l'expérience prouve que ce plafond est atteint);

2° il est indispensable de maintenir des tarifs réduits pour les ouvriers;

3° enfin la nécessité d'assurer un service public oblige à faire marcher autobus ou tramways même pendant les heures creuses, au moment où le trafic réduit ne paye même pas les frais de transport.

M. SCHRAMECK.- Ajoutez à cela la fraude qui est nombreuse.

M. DAUSSET.- C'est vrai, on estime qu'il y a 8 % de fraude ce qui est énorme mais inévitable avec le recrutement défectueux et du reste très difficile des receveurs.

M. SERRE.- Ne pourrait-on pas supprimer les lignes déficitaires ?

Pour ma part, je me rallie à la suggestion de M. le Rapporteur qui est très sage. N'accordons les 72 centimes que pour un an afin d'équilibrer le budget du département de la Seine. D'ici au budget de l'année prochaine nous aurons le temps d'étudier dans son ensemble le problème de l'amélioration du fonctionnement des T.C.R.P. qui est lié avec la question de l'urbanisme et de l'extension de Paris. C'est un ensemble de problèmes dont le Parlement doit se préoccuper. On a dit qu'une ceinture rouge entourait Paris. Cela est vrai et cela est la faute du législateur qui a laissé autour de Paris se constituer des agglomérations mal desservies, mal organisées. La "zone rouge" est peuplée de tous les "mal lotis". A nous de transformer cela en réorganisant toute la banlieue de Paris selon les règles d'hygiène et de salubrité et en faisant pénétrer partout les moyens de transport et de communication.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je reprends ma proposition. Ne pourrait-on pas limiter à 36 centimes l'autorisation qui nous est demandée pour 72 ? Craignons en laissant s'accroître démesurément les impositions locales au moment où nous allons augmenter les impôts d'état, d'écraser les contribuables sous un poids trop lourd.

M. LE RAPPORTEUR.- Si la proposition de M. le Rapporteur général était acceptée, que se passerait-il ?

Comme le budget du Département de la Seine serait en déficit, il faudrait, de toute évidence, faire face à ce déficit au moyen de bons à court terme. Ces bons ne pourraient eux mêmes être remboursés qu'au moyen d'une imposition exceptionnelle de centimes additionnels.

Ainsi, ce que M. le Rapporteur Général aurait voulu empêcher, se trouverait réalisé. Cette considération suffit pour justifier l'adoption du projet dans les conditions que je vous propose.

M. JEANNENEY.- Je souscris à la proposition de M. le Rapporteur, mais je le prie d'insister dans son rapport pour que le nombre des cartes gratuites délivrées par les T.C.R.P. soit réduit.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne manquerai pas de faire cette observation si justifiée dans mon rapport.

Les conclusions du rapport de M. MARRAUD tendant à l'adoption du projet (sous réserve que l'imposition de 72 centimes ne sera autorisée que pour un an) sont adoptées.

(A ce moment M. BIENVENU MARTIN, qui avait été retenu depuis quelques mois loin de la Commission par suite d'un accident, fait son entrée. M.M. les membres de la Commission se lèvent et lui font une ovation)

M. LE PRESIDENT.- Je suis heureux de m'associer à cette manifestation de sympathie qui montre à notre éminent collègue combien la Commission toute entière se réjouit de le voir rétabli.

M. BIENVENU MARTIN.- Je suis très touché de cette marque de sympathie dont je remercie mes collègues du fond du coeur.

M. LE PRESIDENT.- M. le Président du Conseil est là. Je pense que la Commission voudra l'entendre sans plus tarder (Assentiment)

M. RAYMOND POINCARÉ, PRESIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES FINANCES, est introduit. Il est accompagné de M. FOURNIER, Directeur du Budget.

AUDITION DE M. RAYMOND POINCARE, PRESIDENT
DU CONSEIL, MINISTRE DES FINANCES, SUR
LE PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE
CREDITS SUPPLEMENTAIRES AU TITRE DU
BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1926 ET
CREATION DE NOUVELLES RESSOURCES FIS-
CALES POUR LA COUVERTURE DE CES DEPENSES
ET LA DOTATION D'UNE CAISSE D'AMORTISSE-
MENT.

(A 15 Heures, M. le Président du Conseil est in-
troduit dans la salle des délibérations de la Commis-
sion des Finances)

M. le PRESIDENT.- Monsieur le Président du
Conseil, vous avez bien voulu demander à la Commis-
sion des Finances de vous entendre, préalablement à
la délibération qu'elle doit prendre sur le projet
de loi adopté samedi par la Chambre des Députés.

La Commission est tout heureuse de vous entendre
et de vous prêter son concours pour la question si gra-
ve qui nous préoccupe tous.

Monsieur le Président du Conseil, vous avez la
parole.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Monsieur le Président, messieurs, je vous remercie de l'accueil que vous voulez bien me faire. J'y suis accoutumé depuis longtemps à la commission des finances, et je ne doute pas que dans les circonstances présentes la commission des finances ne soit prête à offrir son concours au gouvernement.

Je connais un peu les délibérations qu'elle a prises depuis quelques semaines, bien que je n'aie point l'honneur, hélas! d'en faire partie, mais j'ai été tenu au courant soit par vous, Monsieur le Président, soit par M. le Rapporteur Général, et je sais combien depuis longtemps déjà la Commission des finances était préoccupée de la situation du budget et de la trésorerie. J'ai eu notamment connaissance du dernier exposé de mon ami M. le Rapporteur général, le 20 juillet dernier, dans lequel M. Chéron faisait part de ses inquiétudes et vous annonçait qu'il était probable qu'on serait forcé de recourir à des expédients, notamment en ce qui concerne le fonds Morgan. Il faut bien reconnaître, en effet, qu'il s'agissait d'expédients, et si ces expédients indiqués par M. Chéron ont eu pour effet d'améliorer tout de même la situation, d'une façon tout à fait provisoire, je peux dire devant mon ami M. Doumer qu'il y a un mois, lorsque lui et moi nous avons été appelés à prendre le ministère des finances par M. Briand, nous nous étions déjà trouvés en face d'une situation très grave, et nous avons estimé l'un et l'autre, sans même nous être concertés - c'était du reste, l'avis des experts, - que la première opération nécessaire, tant au point de vue du budget que de la trésorerie, était de trouver 5 milliards d'impôts pour une année au moins, et par conséquent, ~~pour~~ pour les mois qui restaient à courir, un peu plus de 2500 millions. .

Depuis lors, il va sans dire que la situation n'a fait que s'aggraver; les jours, les semaines ont passé; un mois entier s'est écoulé sans qu'un centime d'impôt soit voté. Le jour où nous avons pris le pouvoir, nous nous sommes donc trouvés en présence d'une situation beaucoup plus grave que celle révélée par les experts et nous avons dû rechercher des ressources plus considérables encore.

Quelles pouvaient être ces ressources ? Comme je l'ai dit à la Chambre, qui l'a compris, du reste, et à l'activité de laquelle je tiens à rendre hommage devant le Sénat, il ne pouvait pas s'agir de demander, pour l'année courante, pour les derniers mois de 1926, des impôts directs. Ces impôts sont établis; je ne pouvais pas recommencer l'expérience faite par M. LOUCHEUR d'ajouter de nouveaux impôts directs à ceux existants avec un caractère plus ou moins rétrospectif. Je n'aurais pas, du reste, pu les encaisser immédiatement. Le seul impôt que je puisse encaisser immédiatement c'est l'impôt indirect, dont la nécessité s'impose absolument dans les circonstances présentes à quelque Gouvernement que ce soit. M. DOUMER et quelques uns d'entre nous, M. CHERON et moi-même nous aurions certainement préféré demander une somme plus massive à un seul de ces impôts directs : la taxe sur le chiffre d'affaires, qui est facilement recouvrable.....

M. LE PRESIDENT.- Vous pouvez dire non seulement M. CHERON, M. DOUMER, mais aussi la plus grande partie des membres de la Commission des Finances.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- J'ajoute et moi-même; seulement, sur ce point, j'ai rencontré tout de suite une résistance invincible à la Chambre des Députés; il y avait eu déjà des tentatives qui n'avaient pas été victorieuses, mais cette fois, c'était encore plus difficile. Comme c'était une

question de vie ou de mort - je n'exagère pas, pour l'Etat français, j'ai dû chercher d'autres combinaisons.

Chercher des taxes nouvelles et des impôts nouveaux, je m'en serais bien gardé, car sans aucun doute je me serais heurté à la commission des finances du Sénat à qui j'aurais apporté des taxes nouvelles qu'elle n'aurait pas pu étudier.

M. PAUL DOUMER. - Sans compter les services qu'il aurait fallu créer !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Parfaitement !

J'ai donc préféré, pour cette année, m'en rapporter dans les circonstances actuelles, aux travaux de mes prédécesseurs et du comité des experts. En effet, je me suis trouvé en présence d'une commission des finances de la chambre qui avait déjà étudié toutes ces questions et en moins d'une nuit a voté toutes les propositions que je faisais, en les modifiant sur des points insignifiants, mais en ne supprimant aucune des recettes proposées. Je crois donc que la manière dont nous avons procédé était la meilleure. Je dirai un mot, tout à l'heure de ces différentes taxes, si vous le désirez, bien entendu, mais pour le moment je vais d'abord indiquer les idées générales auxquelles nous avons obéi.

Forcé de demander ainsi une masse de contributions indirectes accrues, même par rapport au chiffre des experts à cause du temps écoulé, j'ai compris que, politiquement, devant la chambre à laquelle j'avais le devoir de m'adresser, je ne devais pas demander ces sacrifices sans frapper en même temps et immédiatement les contributions directes. C'était une question d'équilibre à établir ; je ne pouvais pas me faire d'illusions sur le rendement des contributions directes pour l'année courante, mais j'ai pensé que je pouvais profiter

de cette occasion pour mettre ces impôts dans le premier paquet, dans le premier train, puisque c'est l'expression consacrée aujourd'hui.

Donc, première conception, avoir des recettes nécessaires pour la Trésorerie et pour le superéquilibre de 1926; seconde nécessité: avoir dès maintenant des recettes suffisantes pour équilibrer également le budget de 1927. Du moment où je m'adressais à ce qu'on est convenu d'appeler la fortune acquise par voie de contributions directes j'ai pensé qu'on pouvait demander dès maintenant à certaines de ces contributions directes les ressources nécessaires pour l'amortissement non seulement des bons de la défense nationale, mais d'un petit nombre d'obligations du trésor. Nous avons, en effet 3 milliards de ces obligations qui, s'ajoutant aux 46 milliards de bons de la défense nationale nous mettent en présence d'une dette flottante des plus dangereuses à la quelle il faudrait apporter le plus rapidement possible un allègement.

J'ai donc demandé des ressources aux contributions directes, notamment à trois d'entre elles: tout d'abord à l'impôt foncier, et comme la revision, vous le savez, ne peut pas être terminée avant 1931, - c'est un peu loin, sans doute - j'ai demandé une augmentation forfaitaire reposant sur les bases antérieures. C'est une première augmentation. D'autre part, nous avons pensé qu'il fallait demander aux successions une augmentation qui peut se traduire d'après nos évaluations actuelles, par des sommes fort importantes; enfin nous avons, suivant une idée qui avait été suggérée par les gouvernements précédents, pensé qu'on pouvait demander à une taxe exceptionnelle à la première mutation, un prélèvement dont nous pourrions tirer cette année 200 millions, qui nous rapporterait, pour l'année prochaine, pour la caisse d'amortissement, une somme bien supérieure.

Nous avons donc pensé que nous pourrions mettre

dans la caisse d'amortissement la totalité des droits de succession et la taxe exceptionnelle à la première mutation.

Ce ne seraient plus des ressources budgétaires, mais des recettes destinées à l'amortissement des bons de la Défense nationale. Donc, première idée : équilibre budgétaire, - 2e idée, amortissement des bons de la Défense nationale par des impôts directs. J'ajoute tout de suite, pour préciser que, dans le projet actuel nous visons ces ressources là parce que nous avons l'occasion de voter des impôts, mais qu'elles ne suffiront pas pour doter la caisse d'amortissement et nous déposerons à la Chambre des députés, dès demain le projet de loi pour la constitution même de la caisse, ce projet devant suivre celui-ci et être soumis à la commission des finances du Sénat dès qu'il sera voté par la chambre.

Troisième idée: nous avons pensé que l'occasion était également favorable pour réaliser un certain nombre de remaniements dont la nécessité a été reconnue d'abord par les experts, ensuite par les gouvernements précédents, notamment dans l'exposé des motifs de M. Caillaux de l'impôt sur le revenu. M. Caillaux et les experts avaient fait remarquer qu'il y avait une exagération dans l'impôt général et qu'on pouvait réduire celui-ci en augmentant le taux de certains impôts cédulaires. C'est en effet, une idée très juste. Comme on l'a dit très souvent, l'impôt général est la "coiffe" des impôts cédulaires: c'est une sorte de chapiteau au-dessus des colonnes que sont les impôts cédulaires; il ne faut pas les écraser comme il le fait dans l'état actuel.

En ce qui concerne l'impôt sur les successions, la même remarque doit être faite. Il est certain que nous sommes aujourd'hui en face de taux tout à fait exorbitants, qui, pour certaines fortunes, arrivent à une véritable spoliation; le maximum est 80 %, et un certain nombre de collègues ont cité des exemples d'événements de l'impôt tenant à cette charge énorme

écrasante qui pèse sur les successions.

Nous avons donc pensé qu'il était bon de descendre ce taux, de façon qu'il n'ait plus ce caractère vraiment spoliateur.

Nous avons en suite estimé, puisque nous atténuions le caractère excessif de certains impôts que nous étions dans l'obligation de remanier des tarifs, tout en conservant un rendement égal, sinon même supérieur, et nous l'avons fait dans la pensée d'améliorer les tarifs et de ramener les capitaux. Il est certain que des mesures doivent être prises contre la fraude, et je ne suis pas, certes, l'ennemi de ces mesures, mais les capitaux sont, depuis quelques années, en France, tout à fait effarouchés; ils fuient de tous côtés; nous en avons tous des exemples et je sais des industries qui se sont établies dans le Nord de l'Italie pour échapper à l'impôt en France; d'autres se sont réfugiées en Suisse, etc. Il est certain que si nous ne faisons pas quelque chose pour ramener les capitaux en France, ils continueront à fuir et que dans l'état actuel des choses nous faisons dire aux Etrangers que ce sont les Français qui n'ont pas confiance dans l'avenir du franc. Il paraît donc indispensable que, dans ce premier projet de loi, nous votions un certain nombre de mesures de ~~mesures~~ destinées à faire revenir les capitaux français. Parmi ces ~~mesures~~, je vous propose également de revenir sur la décision prise en ce qui concerne le carnet de coupons, car nous avons à l'administration des finances la conviction que, étant donné les complications infinies que nécessite l'établissement des carnets, ils ne donneront pas les résultats que nous en attendions.

Je pense, de plus, que le contrôle devrait être amélioré et renforcé par une opération que M. Marraud connaît bien, car je vois qu'il m'approuve d'un signe de tête et qui consisterait à fondre ensemble les deux administrations de l'enregistrement et des contributions directes. J'avais examiné

déjà la question, il y a trente-deux ans, et il y a vingt ans encore, quand j'étais revenu au ministère des finances; à ce moment, elle n'avait qu'un intérêt de simplification administrative, ce qui est quelque chose, mais n'est pas de première importance; aujourd'hui, avec l'impôt général sur le revenu, il est paradoxal que l'administration des contributions directes vive d'une façon et que l'administration de l'enregistrement vive d'une autre façon. Or, il en sera ainsi tant qu'il n'y aura pas un seul directeur général pour les deux services. C'est presque inévitable; je serai forcé, par conséquent, sans toucher aux intérêts des personnes, parce qu'il y a à la tête de ces services, des hommes à qui je suis heureux de rendre hommage, de fondre ces deux administrations. Je vois avec plaisir que M. Fernand Faure qui connaît également bien la question est du même avis.

Tout cela dit, le projet de loi que je vous propose ne contient pas de nouveautés; je m'en rends compte et vous trouverez, soit dans l'exposé des motifs de M. Caillaux, soit dans le rapport des experts la justification de toutes les mesures proposées sans exception. Mais ce projet n'est, évidemment, - je l'ai dit devant la Chambre, qu'une préface. Je n'entends pas du tout dire par là et j'insiste pour qu'il n'y ait pas la moindre méprise qu'il faudra voter d'autres impôts ensuite. Au contraire, je crois que ces impôts, qui d'ailleurs ne sont pas tous d'ordre fiscal, suffiront et qu'il serait fâcheux, funeste, mortel que nous augmentions encore les charges des contribuables, comme on l'a déjà fait à deux ou trois reprises, sans prendre immédiatement les autres mesures qui sont proposées. Ces autres mesures, ce sont d'abord l'amortissement, comme je l'indiquais tout à l'heure, - et par là j'entends surtout - je regrette de n'avoir pas pu en conférer avec M. Milan, mais je sais qu'il en a conféré avec mes services et qu'il est d'accord avec eux, - j'entends surtout dis-

l'amortissement des bons de la Défense nationale et des bons du trésor à court terme. On a créé une caisse d'amortissement que préside l'honorable M. Milan ; j'espère qu'il voudra bien présider celle que nous allons faire et qui sera d'un intérêt plus considérable. L'amortissement budgétaire qui résulte des plus-values est illusoire en ce moment en ce sens que c'est un amortissement à longue échéance, sur un grand nombre d'années, tandis que la maladie dont nous sommes obligés de nous débarrasser est une ^{qui peut être} maladie/chronique, et tout à coup devenir mortelle; avec une dette flottante comme celle que nous avons, la moindre alerte, le moindre phénomène psychologique, la moindre panique peut renverser l'édifice. Nous avons vécu ainsi de très longues années, cela aurait pu durer longtemps encore, mais la lézarde est dans la maison; il n'y a pas à se le dissimuler. Nous avons, depuis quelques jours amélioré la situation; c'est un fait: la France et l'étranger ont vu un certain nombre d'hommes politiques qui se sont longtemps combattus, réunis pour une oeuvre commune; cela a produit incontestablement en France et à l'extérieur un grand effet, mais si nous n'en profitons pas immédiatement pour en tirer parti au point de vue de l'amortissement et au point de vue monétaire, nous n'aurons rien fait du tout.

M. PAUL DOUMER. - C'est un crédit à court terme qu'on vous a donné.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - A très court terme, je suis le premier à le proclamer; il n'a pas été cependant sans intérêt, car dans le rapport de M. Chéron il était indiqué l'autre jour que, dans le courant du mois d'août, la Trésorerie avait un certain nombre d'échéances à envisager, non seulement à l'intérieur, mais à l'extérieur. Il citait les chiffres. Pour les échéances extérieures nous aurions été fort embarrassés pour y faire face si la baisse de la livre ne nous

avait pas permis, à deux reprises, de nous alimenter en devises, et si aujourd'hui même nous n'avions pas pu, - et c'est pourquoi les cours se sont relevés légèrement en fin de bourse, - nous procurer de nouvelles devises pour faire face à ces deux échéances. Par conséquent, à cet égard, il y a une amélioration très sensible. Mais je le répète, cela ne suffit pas; il faut voter le projet sur la caisse d'amortissement, avec les conditions d'amortissement que nous vous proposons. Aujourd'hui nous faisons un projet purement monétaire pour reconstituer une masse de manoeuvre avec la Banque de France: c'est une nécessité absolue. La stabilisation ne peut se faire aujourd'hui en France; c'est une oeuvre de longue haleine, mais il faut le moyen de la faire. C'est donc trois étapes que nous avons à parcourir, je ne parle que de la première parce que la Chambre va être saisie des autres projets et que je ne puis vous les apporter avant qu'ils soient votés par elle, mais pour ce projet-ci j'ai pleine confiance en votre patriotisme, et je suis persuadé que le Sénat fera ce qu'a fait la Chambre, c'est-à-dire votera le projet le plus rapidement possible sans modification, sans qu'il soit besoin de retourner à la Chambre, parce que le Gouvernement croit qu'il peut être accepté intégralement. Il va sans dire, du reste, que les Chambres conservent, pour le budget de 1927, le droit de modifier certaines des dispositions qui seront votées aujourd'hui à condition que le volume des impôts ne soit pas diminué et que les ressources qui vous sont demandées aujourd'hui soient non seulement votées aujourd'hui mais maintenues dans le budget de 1927.

Je suis maintenant à la disposition de la Commission pour répondre aux questions qui me seront posées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - La dernière déclaration de M. le Président du Conseil répond par avance à la seule question que je voulais poser, laquelle, dans mon esprit, du moins, a une très grande importance.

Nous sommes saisis, dans ce projet d'un caractère purement fiscal, d'une demande de deux sortes d'impôts: impôts indirects à rendement immédiat, dont le caractère, pour la plupart d'entre eux, du moins, de taxes ad valorem, est de nature à répondre à une préoccupation souvent exprimée devant la commission des finances, à savoir que ces impôts constituent une sorte d'assurance, de contre-partie contre la hausse des changes; et puis, nous sommes saisis d'une demande d'impôts directs, - et tandis que les impôts indirects vont être mis immédiatement en application, les impôts directs, au contraire, ne joueront qu'à partir de 1927.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Sauf la taxe sur les mutations.

M. MILAN. - Et les successions.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Non! Pour six mois.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Je n'ai pas à modifier la formule dont je me suis servi tout à l'heure. Je pose de nouveau la question suivante qui, pour moi, a une grosse importance dans le débat qui s'ouvre aujourd'hui: il est bien entendu que, dans la préparation de la loi de finances de 1927 nous aurons la possibilité d'envisager des modifications, des remaniements que nous jugerons nécessaires et que l'expérience aura révélées, d'autant plus qu'il s'agit de taxes improvisées.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Par moi, mais ^{pas} par l'administration qui les avait préparées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Est-il entendu que, dès lors que nous ne modifierons pas le volume général des impôts sollicités par le gouvernement nous aurons la possibilité, dans la préparation de la loi de finances, de faire, d'accord avec lui, ces remaniements ? J'insiste sur cette question qui est de la plus grande importance.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Pour qu'il n'y ait pas de malentendu/ vous avez dit "volume général"; cela ne suffirait pas; je précise que, pour les successions, par exemple, il faudrait dire "volume spécial" aux successions, car les successions vont servir à l'amortissement des bons de la défense nationale.

M. JEANNENEY. - Il s'agit, bien entendu, du volume général de chaque catégorie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est cela .

Comme il y a des impôts qui vont à la caisse d'amortissement, c'est une question plus importante que pour le budget. Vous savez ce qui se passe en Belgique: aujourd'hui on fait la conversion forcée.

M. PAUL DOUMER. - ~~Nous~~^N ne prenons pas exemple sur la Belgique; elle a commis assez de fautes !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est précisément ce que je veux dire: il faut que cela nous serve et que les conversions que nous ferons soient facultatives et non forcées sans quoi nous allons à d'autres aventures. Or, en Belgique, on fait la conversion forcée. Si vous diminuez la dotation que nous proposons pour la caisse d'amortissement nous risquons d'avoir des difficultés de cette sorte. Je demande donc que dans chaque impôt nous retrouvions le même chiffre; à l'intérieur de l'impôt on fera ce qu'on voudra.

M. PAUL DOUMER.- Vous avez fait vous-même, permettez-moi de le dire, Monsieur le Président du Conseil, une assez vive critique du projet que vous présentez. Ce projet comporte bien des dispositions qui se ressentent de la hâte avec laquelle il a été préparé.

Ce que je ne comprends pas, surtout, c'est qu'ayant à demander un sacrifice au pays, un très gros sacrifice, - et nous étions bien d'accord au mois de décembre sur la somme nécessaire, que j'estimais moi-même à 5 milliards, - vous réduisiez certains impôts. Nous avons besoin du maximum de ressources et quand vous imposez aux uns de nouvelles charges, il ne faudrait pas dégrever les autres. Je dois avouer que malgré mon désir de vous aider, je ne puis approuver la proposition que vous nous faites pour les successions : vous allez accorder les dégrèvements au delà du 3^e degré, pour surcharger les héritiers à un degré plus proche. Pour les héritiers en ligne directe, le tarif le moins élevé va être porté de 1 à 21/2.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Il n'y a rien de modifié au-dessous de 25.000 Frs par personne. M. DELIGNE est à votre disposition pour vous donner tous les renseignements à cet égard.

M. PAUL DOUMER.- C'est une erreur, je crois.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Non !

M. PAUL DOUMER.- En tout cas, toute la ligne directe est augmentée.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Toutes les lignes sont augmentées.

M. PAUL DOUMER.- Pas les dernières lignes.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Toutes les lignes

sont augmentées, mais au lieu d'avoir les plafonds actuels qui sont exorbitants, nous avons pour la ligne directe et les successions entre époux, un plafond maximum de 25; pour la ligne collatérale jusqu'au 4^e degré un plafond maximum de 35, et pour les successions au-delà du 4^e degré ou entre étrangers un maximum de 40 au lieu d'un plafond de 80.

M. PAUL DOUMER.- Je ne veux pas entrer dans la discussion des détails, mais je dis simplement que vous ne pouvez dégrever certaines successions, sans augmenter la charge des autres, puisque vous escomptez un milliard de ressources supplémentaires de votre réforme.

J'en arrive à une autre disposition critiquable: c'est la réduction de 60 % à 30 %, du taux de l'impôt général sur le revenu, qui fonctionne bien maintenant. Vous diminuez cet impôt de moitié. Un contribuable qui payait 500.000 Frs, par exemple, ne payera plus que 250.000 Frs, bénéficiant ainsi d'un cadeau de 250.000 Frs!

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Et l'impôt cédulaire que nous augmentons ?

M. PAUL DOUMER.- J'entends bien. Mais ce dernier impôt n'est pas progressif, seul l'impôt général l'est. Nous avons discuté cette question dans notre jeunesse, tous les deux à la Commission des Finances et ailleurs, et le Parlement a été appelé à corriger l'inégalité existant dans la répartition des impôts par cette pièce essentielle - c'est le mot employé par un de nos adversaires d' alors, - de la fiscalité, de tous les Etats aux finances bien organisées. N'est-il pas choquant à l'heure où vous demandez des sacrifices à l'ensemble des contribuables, vous dégrevez de 50 % les plus fortunés et diminuez de moitié le rendement de

l'impôt général sur le revenu ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je n'ai pas besoin de dire que la question de confiance sera posée sur tous les articles du projet; c'est notre droit, comme c'est le vôtre de voter contre la confiance; mais la question sera posée comme elle l'a été à la Chambre. J'ajoute que mon ami M. DOUMER me paraît envisager la question sous un aspect purement budgétaire; or il ne s'agit pas d'équilibre budgétaire, mais de rétablir l'équilibre monétaire; c'est une question monétaire au premier chef; le budget n'est qu'un accessoire dans l'ensemble. Si je vous demande des impôts aujourd'hui, ce n'est pas pour recommencer ce qu'on a fait depuis six ans; il faut rappeler les capitaux évadés; il ne faut pas les effrayer et pour cela ne pas faire apparaître des taux exorbitants comme celui de 60 % pour l'impôt général.

M. PAUL DOUMER.- C'est vous qui les avez portés à 60 %, c'est le résultat du double-décime.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est entendu, c'est le double décime; mais à ce moment, c'était une mesure provisoire et j'avais l'intention de modifier mes projets si j'étais resté au ministère. Toutefois, je n'ai nullement l'idée de

récriminer contre qui que ce soit; cela me serait trop facile aujourd'hui, et je veux simplement me placer en face d'une crise monétaire, économique, internationale. Il ne faut pas laisser nos capitaux à l'étranger; or, ils filent de tous les côtés. C'est un fait; tous les ministres, et vous l'étiez il n'y a pas longtemps l'ont constaté. Depuis que je suis au ministère j'ai des preuves ou tout au moins de fortes présomptions de fuite de tous les côtés. C'est ce qui fausse la balance commerciale et c'est pourquoi notre franc dégringole. Si nous continuons cette politique nous sommes perdus, et je défendrai cette idée au besoin à la tribune, bien que je préfère ne pas y insister publiquement, car c'est un mal qui est très grave mais qu'il vaut mieux ne pas étaler en public. Toutefois, il est tellement sérieux que si nous nous obstinons à vouloir trancher simplement la question fiscale sans nous préoccuper de cet autre aspect du problème, qui est le plus important nous n'aurons rien fait. Je le répète nous devons voir plus loin.

M. PAUL DOUMER.- Notre franc dégringole parce que nous augmentons chaque année le nombre des billets qui circulent, parce que nous ne faisons pas les recouvrements indispensables. Ce sont là les motifs principaux de la chute de notre monnaie. Le premier remède de tous, c'est l'équilibre du budget; c'est la création de toutes les ressources nécessaires pour supprimer un déficit chronique qui mène fatalement à l'inflation. Je ne comprends pas dans ces conditions, je le répète, que vous dégreviez certains contribuables. C'est, me dites vous, pour faire impression sur les capitaux, pour qu'ils ne filent pas à l'étranger. Mais croyez-vous que cet argument soit vraiment péremptoire, et qu'il sorte vraiment de France tant de capitaux ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Des milliards, des dizaines de milliards, mon cher ami.

M. PAUL DOUMER.- Vous parlez d'industries françaises en Suisse; Y a-t-il beaucoup d'industriels qui soient allés s'établir dans ce pays ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Voulez-vous demander un exemple à M. MICHEL ? Il pourra vous parler d'une industrie qui, il y a un mois, vient de s'établir en Italie.

M. PAUL DOUMER.- En Italie, c'est différent. Il est même heureux que nos industries aillent en Italie et avant la guerre il en était déjà ainsi. Quant à l'évasion du franc, croyez-vous que vous y portiez remède en réduisant le taux de l'impôt général sur le revenu ?

M. PAUL DOUMER.- J'ai entendu des personnes assujetties à cet impôt protester contre ce dégrèvement; elles veulent participer au sacrifice commun.

Vous déclarez que vous poserez la question de confiance. Je le regrette, mais vous savez bien que le Sénat, aujourd'hui moins que jamais, voudra provoquer une crise ministérielle, et personnellement je ne voudrais pas non plus m'associer à une telle manoeuvre.

M. CLEMENTEL. - J'ai deux questions à poser à M. le Président du conseil: 1° j'ai saisi votre prédécesseur d'un fait extraordinaire: quand nous avons voté la revision du foncier bâti, nous avons écrit que le montant des charges serait évalué en bloc à un chiffre déterminé au minimum au taux ancien auquel était frappé le contribuable. J'ai chez moi un exemple ^{effroyable} ~~extraordinaire~~: le casino de Chatel-Guyon, qui était frappé sur un loyer de 32.000 frs, ayant vu ce loyer diminué et porté à 30.000 frs ne paye plus rien, de sorte que ce sont les petits contribuables, les paysans qui vont payer pour lui. Il y a vraiment une question d'urgence à inscrire dans la loi que, dans tous les cas, le dégrèvement ne pourra excéder un chiffre à déterminer. On a fait une revision pour faire une péréquation sur la valeur or; il n'est pas possible que cela se traduise par un dégrèvement total pour certains et une surcharge du double pour les autres.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - J'en prends note pour le budget de 1927.

M. CLEMENTEL. - Je vous remercie.

Voici ma seconde observation. J'ai été de ceux qui se sont passionnés pour le développement intense des titres ~~en~~ nominatifs. Nous estimons que l'Angleterre a un impôt sur le revenu idéal parce qu'il joue en même temps avec un grand nombre de valeurs nominatives ou semi-nominatives. Or, les taxes que vous voulez établir ont pour conséquence d'avantager les grosses valeurs au porteur, surcapitalisées au détriment des valeurs nominatives; il y aurait lieu d'étudier un aménagement nouveau de ces taxes. Il y a souvent, en effet, avantage pour une société à s'établir au nominatif, et par votre texte ce sont les grosses valeurs, surcapitalisées qui ont profiter de la loi nouvelle et les petites seront surchargées.

Je prends l'exemple d'un petit porteur d'obligations de chemins de fer; il lui restait 15.92 par coupon; il va lui rester maintenant 13.40, tandis que les grosses valeurs surcapitalisées vont être dégreverées. Je vous demande donc d'étudier la question.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je n'y manquerai pas, mais la différence que nous avons faite pour les valeurs au porteur part du même principe: il faut rappeler les capitaux et pour cela ne pas les effrayer. Il n'y a pas à sortir de là.

M. PAUL DOUMER. - C'est ^{au vu de} sur ~~notre~~ situation financière ~~re qu'on juge et~~ que les changes s'établissent.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Momentanément. Nous reprendrons cette question à la tribune; elle est d'un intérêt de premier ordre.

M. CHARLES DUMONT. - Je m'excuse de reprendre le dernier point dont a parlé M. Clémentel. Je sais que notre situation est difficile. Vous poserez avez-vous dit, la question de confiance sur tous les articles. Par conséquent ceux qui, comme moi, pensent qu'un rejet de ce projet amènerait de plus grands maux n'hésiteront pas à le voter.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Ce n'est pas seulement un rejet, c'est un retard que je ne puis accepter.

M. CHARLES DUMONT. - Voulez-vous me permettre de vous poser une question? Vous avez aboli le carnet de coupons; vous avez été mêlé à la discussion devant la commission des finances autrefois; nous étions quelques uns aussi adversaires tant du carnet que du bordereau; on a établi une doctrine qui remonte même jusqu'à vous et qui marque une grande différence entre les titres nominatifs et les titres au porteur.

Cette différence, nous l'avons aggravée au cours des dernières années. Dans la discussion du double-décime j'avais donné à la chambre des chiffres frappants; pour 80.000 frs de titres de chemins de fer, il y avait intérêt à tout déclarer en titres nominatifs plutôt qu'à posséder tout en titres au porteur. Les conséquences de cette méthode fiscale commencent à porter leurs fruits: il est certain qu'on reprend des valeurs nominatives, et il y en aurait davantage si l'on avait pu obtenir des agents de change qu'ils missent plus de bonne volonté à les placer.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il y a peu de valeurs au porteur en France; elles sont toutes à l'étranger.

M. CHARLES DUMONT. - Il était important que les valeurs restassent au nominatif, que les obligations de chemins de fer, du crédit foncier, etc. fussent nominatives. Or, vous avez supprimé le carnet de coupons; le bordereau nous n'en parlons pas. Nous avons donc, comme moyen unique de favoriser le titre nominatif, cette différence assez notable entre le droit de transmission au porteur et au nominatif, - 0 fr 84 ; elle va être abolie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Le droit de transmission n'est pas aboli; il est porté à 0.50 au lieu de 0.84

M. CHARLES DUMONT. - Le comité des experts a déclaré qu'il fallait abaisser le taux sur les valeurs mobilières; il est porté de 12 à 18 %. Croyez-vous que ce soit le moyen de faire revenir des valeurs aujourd'hui défavorisées? On est effrayé en Bourse du mouvement qui se produit. Il y a évidemment bien des choses à faire pour ramener les capitaux, dans la mesure où ceux qui se sont évadés sont toutefois sensibles aux intérêts français. A l'heure actuelle je ne sais pas si par les moyens proposés nous ferons revenir tous ceux qui ont cherché à l'étranger des lieux d'asile.

Il y a une différence considérable au point de vue fiscal entre les titres nominatifs et les titres au porteur. Croyez-vous qu'il soit bon de favoriser aujourd'hui les grandes valeurs internationales, comme le Suez, le Rio-Tinto, qui se surcapitalisent et ne donnent pas de revenu ou du moins un revenu insignifiant ? Toutefois, payaient-elles encore un droit important de transmission comme titres au porteur; elles vont pouvoir, maintenant changer de mains indéfiniment n'ayant plus le frein de cet impôt de transmission sur les titres au porteur. J'ai dit d'avance que je voterais le projet, mais je tenais à faire cette réserve, parce que la fiscalité, c'est à la fois un art et l'application de principes de justice. Or, il faut que nous défendions notre oeuvre, que nous attachions à cette oeuvre des hommes qui ont voté contre vous. Si vous pouviez dire, sans renoncer à rien....

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je m'en garderai bien !

M. CHARLES DUMONT.-... que vous serez attentif, sur ce point, à l'expérience, que vous veillerez à ce que la diminution du droit de transmission ne crée par un danger, qu'il sera tenu compte des enseignements de l'expérience qui va être tentée pour la prochaine loi de finances, cela déciderait un grand nombre d'opposants et faciliterait la tâche à beaucoup d'entre nous qui ont entrepris de défendre cette oeuvre et d'amener à elle une opinion publique plus unanime.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je vous remercie de l'esprit qui anime vos observations, mais ces textes ne sont pas seulement les miens, ils sont ceux du Gouvernement tout entier.

Ils ont été approuvés par l'unanimité du conseil des ministres, après une longue délibération. Si nos amis ne nous ont pas tous suivis, c'est qu'ils n'ont pas vu toutes les faces du problème. Nous nous sommes dit, nous qui avons voulu envisager le problème nonétaire dans son ensemble, que ce texte avait des chances de ramener les capitaux, de les rapatrier, et c'est dans cet état d'esprit que nous l'avons fait. Nous nous sommes peut-être trompés; on verra dans quatre mois. Si nous déclarions maintenant que ce texte doit être modifié, nous nous mettrions dans une situation fausse et les capitaux que nous espérons ~~dans xxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ rapatrier se garderaient peut-être de rentrer.

M. BOUCTOT.- Je demanderai quelques précisions sur les projets monétaires. Si j'ai bien compris, toutes les mesures sont prises pour éviter les surprises du change. Entre-t-il dans les intentions du Gouvernement de créer une seconde caisse, un second fonds de soutien. En ce qui concerne la caisse d'amortissement, y aura-t-il deux caisses ou une seule ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- J'ai l'intention de déposer deux projets, mais je suis un peu embarrassé pour en parler vis-à-vis de la Chambre, car elle n'est saisie ni de l'un ni de l'autre . Si vous voulez que j'en parle confidentiellement, je suis tout prêt à le faire, comme je connais la commission des finances du Sénat, mais ce sera à titre officieux.

PLUSIEURS MEMBRES.- Il n'y a qu'à attendre.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Toutefois je puis vous dire que le premier projet, sur la caisse d'amortissement a été approuvé ce matin dans les mêmes conditions que le projet actuel, c'est-à-dire

par tous les membres du conseil sans exception; je le communiquerai officieusement cet après-midi à la commission des finances de la chambre, et il sera déposé à la prochaine séance de l'autre assemblée. Quant au projet sur le redressement financier, d'abord et sur la stabilisation monétaire ensuite, il sera déposé incessamment à la Chambre des députés et il est également approuvé par le gouvernement tout entier.

M. LOUIS DAUSSET. - Y aura-t-il une communication aux journaux avant demain matin sur le premier projet ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Non! il y aura un communiqué pour dire que le gouvernement en a délibéré et a accepté le projet, mais nous avons estimé qu'il n'était pas convenable de renseigner les journaux avant de saisir la chambre. Je ne puis donc en parler qu'à titre officieux.

M. BOUCTOT. - Ne croyez-vous pas utile de profiter de la baisse des changes pour acheter des devises ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Pour le moment, nous achetons simplement des devises, quand l'occasion est favorable pour faire face aux échéances extérieures que nous avons. Or, ~~en~~ fait, quand nous achetons des devises nous faisons fatalement remonter la livre, mais nous ne l'avons pas fait pour cela (rires) Oh! si nous l'avions fait pour cela, je le dirais franchement!

M. LE PRESIDENT. - La livre est en ce moment à 184.50

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Bien entendu, elle a remonté momentanément au moment de nos achats, mais il y avait une tendance marquée à la baisse: nous en avons profité pour acheter. Cela a remonté momentanément, mais nous sommes couverts.

M. GUILLAUME CHASTENET. - Au sujet de l'article 18, il est dit au premier alinéa :

publication de la
"A partir de la présente loi, toute mutation de propriété à titre onéreux d'immeubles ou de droits immobiliers de fonds de commerce ou de clientèle, ainsi que les échanges et les partages avec soulte des mêmes biens, donnent lieu, au moment de l'enregistrement des actes ou des déclarations, à la perception d'une taxe complémentaire exceptionnelle de 7 %."

"Partages avec soulte", dites-vous; alors les partages qui ne sont pas avec soulte ne donnent pas lieu à l'impôt.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Non! il n'y a pas de mutation dans le cas de partage; il n'y a que la soulte qui constitue une mutation.

M. RAIBERTI. - Très bien! c'est cela.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Nous avons repris, du reste, les dispositions de la loi elle-même.

M. GUILLAUME CHASTENET. - Comment, alors, expliquez-vous le paragraphe suivant :

"Toutefois, cette taxe n'est pas applicable aux marchandises neuves garnissant les fonds de commerce ou de clientèle ni aux ventes ou licitations de biens de mineurs, d'absents ou d'interdits."

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - S'agissant de biens de mineurs, il ne peut être question que de ventes forcées et nous parlons de ventes volontaires.

M. GUILLAUME CHASTENET. - Il y a une mutation.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est entendu! mais c'est une licitation forcée. La loi exige qu'avec les mineurs on licite, mais nous n'allons pas prélever sur la licitation elle-même; toutefois si le bien licité passé du mineur entre des mains étrangères il sera frappé.

M. MILAN.- Il faut le dire dans le rapport, parce qu'une mutation, c'est un changement de propriétaire.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Le texte a été rédigé avec soin et après une étude approfondie.

M. PAUL DOUMER.- C'est un projet que le directeur général a présenté à tous les ministres des finances qui se sont succédé.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je regrette que vous ne l'ayez pas pris plus tôt, mon cher ami, nous n'en serions pas où nous en sommes.

M. RENE RENOULT.- M. le Président du Conseil nous a dit qu'il était ennemi de la fraude fiscale et de l'évasion des capitaux. Cette évasion, en effet, nous occasionne des difficultés graves, et il a sur cette constatation ainsi faite, édifié un plan dont nous avons aujourd'hui une idée, plan qui a pour but de faire rentrer les capitaux en France par des moyens que M. le Président du Conseil nous a indiqués et qui se ramènent en somme à ceci : ne pas effaroucher ! M. le Président du Conseil a estimé que ce devait être le moyen le plus efficace. Pour ma part, je suis désireux qu'il ait raison et je le souhaite dans l'intérêt du pays; je suis donc d'accord avec vous sur la nécessité du rapatriement des capitaux qui est une condition essentielle de notre relèvement financier; mais il reste à savoir si les moyens que M. le Président du Conseil a envisagés avec le Gouvernement tout entier, pour faire revenir les capitaux évadés auront de l'efficacité, et toute l'efficacité que nous souhaitons avec le Gouvernement. Je n'en suis pas, quant à moi, absolument certain. Les moyens qu'on nous a indiqués tout à l'heure résident dans la suppression du carnet de coupons, l'institution d'un pla-

fond dans les tarifs exorbitants, a dit M. le Président du conseil, de la taxe successorale, la diminution des taux, également excessifs de l'impôt général sur le revenu. Ces mesures cumulées présentent évidemment l'aspect d'un sourire à l'adresse des détenteurs de capitaux enfuis à l'étranger. Sans employer de mot péjoratif - bien que je sois assez tenté de le faire vis-à-vis de ceux qui ont ainsi fait évader leurs capitaux, ces moyens produiront-ils l'effet recherché ? J'ai quelque doute !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Ce ne sont pas les seuls. Nous aurons d'autres projets; je puis vous en parler confidentiellement; je veux constituer une masse de manœuvre; cela est indispensable; elle sera faite par la Banque de France; quand on lui demandera des billets, au lieu de faire de l'inflation, comme on en a trop fait depuis quelques mois elle dira aux industriels et aux commerçants ///...

M. SERRE. - Donnez-nous des devises étrangères !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Bien entendu ! donnez-moi des devises étrangères et ce n'est qu'à cette condition que je vous donnerai des billets. Ce sera donc un moyen de coercition, -et je suis d'accord, je le dis tout de suite, avec M. le Gouverneur de la Banque de France sur ce point. Tout cela fait partie d'un ensemble.

M. RENE RENOULT. - Je suis très heureux de vous avoir donné l'occasion de fournir à la commission cette indication précieuse; mais cela ne fait pas disparaître les autres moyens que j'énumérais tout à l'heure et que vous avez caractérisés en disant justement que l'heure est venue de ne plus effaroucher les capitaux.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je dis que nous souffrons

exclusivement d'un mal monétaire. A mon avis, l'erreur de M. Doumer, que je considère comme une erreur doctrinale, est de croire que si l'on avait mis le budget complètement en équilibre plus tôt nous serions sortis d'affaire.

M. PAUL DOUMER. - Non! je ne dis pas cela; je dis que c'est cela la première chose à faire, et que la confiance on l'obtient par de bonnes finances.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Cela ne suffit plus du tout. J'ai étudié depuis bien longtemps, et ces jours-ci encore la manière dont on a procédé en Autriche, en Serbie et en Tchéco-Slovaquie, - je ne parle pas de la Belgique, puisque M. Doumer ne vut pas en entendre parler, - mais tout de même il y a eu des expériences successives en Belgique et il est bon de savoir comment on a procédé partout. Or, on a commis presque partout depuis la guerre l'erreur de croire qu'il suffisait de relever le budget pour que soit assainie la situation monétaire. Cela est une erreur absolue, parce que la monnaie dépend d'autre chose que du budget, et quand vous augmentez vos impôts ⁱⁿ directs, ^{presque} fatalement et tout de suite après il se produit une augmentation de la vie qui correspond à une variation des changes, et ainsi de suite; tout se tient! par conséquent, dans l'état actuel des choses, il ne suffit pas d'équilibrer des budgets, il faut prendre en même temps des dispositions monétaires.

M. RENE RENOULT. - Je n'ai plus que quelques mots à dire. Je vous remercie de vos explications complémentaires dont l'intérêt n'a pas besoin d'être souligné; elles achèvent votre exposé général; mais il reste pour moi un doute; malgré vos moyens que j'ai énumérés tout à l'heure, et même avec le rôle que vous avez indiqué pour la Banque de France, je ne suis pas absolument sûr, - et personne ne peut l'être - que ces mesures produiront les résultats attendus, - c'est-à-dire la

rentrée des capitaux évadés, qui atteignent un chiffre énorme, vous avez bien fait de le dire tout à l'heure. Il y a quelque temps je lisais une évaluation de M. S..... directeur d'une banque américaine, d'où il résulte que c'est 80 à 90 milliards qui étaient allés à l'étranger.

M. PAUL DOUMER. - Cet Américain est un Gascon (ap-
probation)

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est tout à fait excessif.

M. RENE RENOULT. - Nous pouvons mettre à la place de ce chiffre d'autres qui nous plaisent davantage, mais il n'en est pas moins vrai, et il n'y a pas de protestation sur ce point, qu'il s'agit de sommes extrêmement importantes; il est déplorable qu'elles échappent à la réglementation que le gouvernement se dispose à employer pour défendre notre franc, il est malheureux, - et je réponds là à une des observations de M. Doumer, - que ces sommes échappent à la plus grande partie de l'emprise des projets que nous sommes obligés d'imposer à nos capitaux et aux nationaux qui ont fait leur devoir de bons Français. Je suis donc d'accord avec M. le Président du Conseil pour m'associer à toutes les mesures qui pourront permettre d'obtenir les résultats que nous cherchons, mais si les moyens employés ne donnent pas les résultats attendus je pose alors à M. le Président du conseil la question: peut-on envisager la suite de l'effort qu'il faudrait poursuivre, car nous ne pourrions pas nous incliner, passer condamnation, ce n'est pas possible. Ceci soulèverait un sentiment d'irritation profonde à la base duquel il y aurait un sentiment de justice inné dans le tempérament français. Déjà, à côté des moyens lénitifs qui consistent à ne pas effaroucher que vous avez envisagés, Monsieur le Président du conseil, vous avez indiqué le rôle de coercition qui serait dévolu à la banque de France;

^{ne}
Il/serait permis à des nationaux français de se procurer des devises étrangères que d'une certaine manière....

PLUSIEURS MEMBRES. - Mais non! c'est le contraire !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je n'ai rien dit de pareil! C'est exactement l'inverse: j'ai dit que quand les industriels se présenteraient à la banque de France pour demander des billets, celle-ci leur répondrait : "je n'en ai pas je suis à mon plafond ou à peu près et je ne puis vous donner des billets que si vous me permettez d'augmenter mon encaisse en m'apportant des devises." C'est, vous le voyez, exactement l'inverse.

M. RENE RENOULT. - Alors, il n'y a pas de moyen coercitif, mais simplement un moyen lénitif qui consiste à ne pas effaroucher et je crains qu'il ne soit pas suffisant.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Nous n'en sommes pas là !

M. RENE RENOULT. - Je crois qu'il faudrait envisager des mesures de contrainte: elles sont déjà à votre disposition et je voudrais savoir, précisément, quels résultats ont donnés les lois que nous avons votées, tant les lois de 1918 et 1924 sur l'évasion des capitaux que la loi du 13 juillet 1925 qui fait une obligation de déclarer, avec promesse d'amnistie pour toutes les infractions antérieures, son avoir à l'étranger, dans un délai assez court, depuis longtemps expiré. Ces lois ont-elles été suffisantes pour produire des effets ? Si je suis bien renseigné, non !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est parce qu'on était dans une voie qui conduisait à une impasse.

M. RENE RENOULT. - C'est tout le système : faire revenir la confiance par des procédés qui n'effarouchent pas.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je ne vous demande pas de faire un mea culpa; je l'ai fait quant à moi; j'ai proposé successivement le bordereau et le ~~Carnet~~ de coupons; je constate que le bordereau n'a rien donné; pour le carnet tout le monde est d'accord pour déclarer...

M. PAUL DOUMER. - Ils n'ont été mis en application ni l'un ni l'autre.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je suis profondément convaincu qu'à l'heure actuelle les abus de fiscalité sont le contraire de ce qu'il faut faire; je le dis nettement comme je l'ai dit à la chambre, et sur ce point, je n'ai rencontré d'objections que de la part de M. Blum qui ~~il~~ a ajouté qu'il ne trouvait pas mauvais qu'on vôtât tout de même.

M. RENE RENOULT. - Puisque c'est du côté lénitif que vous entendez remédier à l'évasion des capitaux, je continue à souhaiter que vous obteniez un résultat et je serai le premier à y applaudir, mais si d'aventure, il en était autrement, je crois qu'il y aurait lieu de reprendre sur d'autres bases la conversation d'aujourd'hui.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Bien entendu ! mais je répète ce que je disais tout à l'heure à M. Charles Dumont; il va sans dire que si la méthode lénitive, pour employer votre expression ne réussissait pas, on emploierait la méthode préventive ou répressive, mais jusqu'ici la méthode préventive n'a rien empêché et la méthode répressive n'a rien donné.

M. RENE RENOULT. - C'est une question d'application.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je n'étais pas au ministère, je ne sais pas comment on a appliqué; mais dans tous les pays à change déprécié où l'on a employé successivement

la méthode que je propose - et aujourd'hui nous sommes en retard par rapport à tous ces pays - cela a produit d'heureux résultats, notamment en Italie, c'est un fait.

M^r SERRE. - Je crois que nous allons être d'accord : il y a des capitaux qui ne sont pas allés à l'étranger pour frauder le fisc, mais qui étaient là comme moyens d'achat.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Bien entendu !

M. SERRE. - Dans ces conditions le dessein n'apparaît pas comme répréhensible, au contraire et à ce propos permettez moi de vous indiquer qu'un de nos collègues ayant un chèque de 3000 frs suisses n'a pu obtenir de la Banque de France d'être réglé parti e en francs français, partie en francs suisses, alors qu'il avait besoin de 2000 frs suisses; dans ces conditions il a préféré garder le chèque. Il faudrait donc que la Banque de France devînt par la force des choses une chambre de compensation pour l'achat des devises étrangères. Vous diminuerez ainsi la spéculation et nous aurions la quantité suffisante de livres pour faire face aux besoins.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est pourquoi j'ai l'intention de déposer le projet de loi dont j'ai parlé.

M. PAUL DOUMER. - Vous avez dit que si l'on avait voté certains projets qui ont été présentés^{Il en} autrefois, ~~cela~~^{aurait résulté une augmentation du} ~~aurait augmenté~~ le coût de la vie; on ne les a pas votés et la vie qui ne devait augmenter que de 4 % a augmenté depuis de 28 %.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je n'ai rien dit de pareil; j'ai dit que chacun de nos projets pouvait avoir comme conséquence une augmentation du prix de la vie; il en sera peut-être ainsi si votant certaines contributions indirectes on se borne à vouloir assurer ainsi l'équilibre budgétaire

sans prendre d'autres mesures. J'ai dit qu'à mon avis c'était une conception fausse que de vouloir équilibrer le budget simplement par des mesures fiscales en période d'instabilité monétaire et je vous ai proposé des ressources susceptibles de venir à nous par la confiance - momentanée, je le sais vous me l'avez dit vous-même tout à l'heure et je ne me fais pas d'illusions, je sais qu'elle est tout à fait momentanée. Il n'en est pas moins vrai que cette confiance a eu d'heureux effets puisque la livre a baissé de 232 à 184.

M. MARRAUD. - Je demande la permission de faire une remarque en ce qui concerne la réduction des taxes de transmission; je suis absolument d'avis que l'opération est utile; en dehors même des considérations invoquées, il vaut mieux demander à l'impôt sur le revenu qu'à la taxe de transmission, mais j'insiste sur l'utilité qu'il y a, quand cela sera possible de faire le nécessaire pour ramener la préférence vers le titre nominatif. Je vous demande simplement de remarquer quelle est actuellement la différence entre le droit de mutation des titres nominatifs et la taxe annuelle de transmission; antérieurement les deux droits étaient très équivalents puisque la taxe annuelle de transmission était de 84 centimes et le droit pour la mutation des titres au porteur de 1.08. Par conséquent, ma seule observation est celle-ci: c'est que le moment venu, il y aurait intérêt, à réduire le droit de transmission sur les titres nominatifs, qui comme je l'ai dit, reste de 1.08. Il y aurait là une mesure utile à prendre.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - J'aimerais beaucoup mieux la prendre si j'avais les ressources nécessaires que de relever la taxe sur la transmission.

M. FRANCOIS SAINT MAUR. - Je ne parlerai pas de la question des taxes successorales, sur laquelle j'aurai des

réserve à faire pour le budget de 1927, je veux simplement attirer l'attention sur la fin de l'article 21: il ne va pas y avoir de transition entre l'état de choses actuel et l'état de choses futur; la cédula des bénéfices agricoles va se trouver surchargée par l'application du forfait, et j'ai recueilli l'émotion d'un certain nombre de membres de la commission de l'agriculture qui estiment que le forfait va avoir des conséquences graves pour certains cultivateurs qui seront obligés d'apporter des justifications lorsqu'ils se croiront imposés pour un revenu supérieur à leur bénéfice réel.

M. LE RAPporteur GENERAL. - Cela existe déjà.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Nous n'avons rien voulu changer.

M. FRANCOIS SAINT MAUR. - Vous demandez "les justifications nécessaires par tous les modes de preuves du droit commun" On a dit que l'administration des contributions directes interprétait cette formule en demandant la justification d'une comptabilité régulière avec factures acquittées, acquits, reçus donnés en matière de salaires, etc.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Non !

M. FRANCOIS SAINT MAUR. - Votre réponse me suffit; du moment qu'il s'agira d'une interprétation large, nous avons satisfaction.

M. HERVEY. - C'est contraire à l'état actuel; les contrôleurs refusent en ce moment-ci autre chose que des factures.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est l'agriculture elle-même qui a insisté pour le maintien du forfait; il ne faut pas que ce forfait se traduise par une impossibilité de justification.

M. FRANCOIS SAINT MAUR. - Si vous exigez la production d'un reçu en matière de salaires, de la part d'un ouvrier agricole, vous ne l'obtiendrez jamais; il ne faut pas prendre la comptabilité agricole pour autre chose que ce qu'elle est, c'est-à-dire une comptabilité rudimentaire si on la compare à la comptabilité industrielle et commerciale.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est une question d'instructions à donner.

M. FRANCOIS SAINT MAUR. - Parfaitement et comme à la commission de l'agriculture la question a été soulevée je vous la signale.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL -Je vous remercie.

M. LOUIS DAUSSET. - Deux mots seulement : je suis, monsieur le Président du conseil, tout à fait de votre avis que les impôts doivent être votés tout de suite; c'est une question de rentrée d'argent; mais étant donné que le Sénat va vous suivre sur ce terrain, quel inconvénient verriez-vous à dire dès maintenant que, pour le détail de ces impôts tous les remaniements seront possibles dès 1927 dans la loi de finances? Vous libéreriez ainsi beaucoup de consciences. Un grand nombre de ces impôts sont de vieilles connaissances pour nous; nous les avons repoussés déjà, nous les connaissons; il y en a quelques uns qui ne se justifient pas.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Lesquels ?

M. LOUIS DAUSSET. - On vous a parlé des successions, mais il y a certains impôts indirects : la taxe sur les boissons hygiéniques...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Elle ne joue que jusqu'au premier janvier.

M. LOUIS DAUSSET. - Sans doute; mais quel inconvé-

nient verriez-vous à laisser déclarer que des remaniements seront possibles dans la loi de finances de 1927 ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Voici très franchement la raison qui me fait m'y opposer : nous sommes en retard de six mois pour l'établissement des rôles et leur délivrance aux intéressés. Je ne dissimule pas que j'avais pensé, en faisant voter les impôts directs sous cette forme, dès maintenant, à faire préparer ainsi les rôles de 1927, avant même le vote de la loi de finances qui ne sera pas votée tout de suite, sur la base des impôts tels qu'ils viennent d'être établis. Cela me donnait une avance considérable. Nous ne pouvons pas rester dans la situation où nous sommes. Je sais bien que j'ai demandé à l'administration des contributions directes, de recevoir, - de réclamer même, le montant de l'impôt minimum sur la base des déclarations, avant que le contrôle ait été complètement exercé, sauf à l'administration à pouvoir contrôler a posteriori, même après le paiement, et quitte à réclamer le ~~payement~~ supplément s'il y a lieu; mais ce sont des expédients et il y aurait évidemment avantage à ce que les impôts directs de 1927 fussent connus le plus tôt possible. Quant aux impôts indirects dont vous avez parlé, ce serait tout à fait fâcheux; d'abord, je ne sais pas auxquels vous pouvez faire allusion, en dehors des boissons hygiéniques qui, je le répète, ne comportent pas d'augmentation à partir du 1er janvier.

M. LOUIS DAUSSET. - Les transports !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Non! parce que je ne veux pas faire remanier tous les jours les tarifs, et j'ajoute que l'impôt tel que nous le prévoyons est aussi une taxe ~~advalorem~~ spécifique: nous payons actuellement 50 % de moins que dans les pays qui payent le moins en Europe.

M. JEANNENEY. - Et vous ne changez pas seulement

le taux, vous changez la base de perception.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est pourquoi cela devient tout à fait un droit ad valorem. Evidemment tout cela changera le jour où le mouvement des prix se modifiera, mais jusque là je n'ai pas d'avantages à faire aux compagnies, qui ont accepté, d'ailleurs, sans protester.

M. LOUIS DAUSSET. - Je n'insiste pas, nous ne discutons pas les détails, ce n'est pas le lieu.

Je voudrais simplement dire un mot maintenant du rapatriement des capitaux. On oublie trop qu'il y a un rapport Mac Kenna plein d'indications définitives. Lorsque l'Allemagne a exporté ses capitaux on a cité des chiffres astronomiques: les experts commis à l'effet de rechercher les capitaux expatriés les ont estimés à 8 milliards de marks or.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Les mêmes experts seraient aujourd'hui plus sévères je crois, dans leurs prévisions.

M. LOUIS DAUSSET. - Les mesures que l'Allemagne a actuellement édictées sont tellement draconiennes qu'il n'y a aucun rapport entre elles et celles que nous allons voter; mais elles n'ont eu aucun effet; ce n'est que du jour où l'Allemagne a rétabli son mark et donné des intérêts aux capitaux qu'ils sont rentrés, et M. Mac Kenna conclut: " le seul moyen de faire rentrer des capitaux est de supprimer la raison qui les a fait sortir".

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est absolument vrai !

M. MILAN. - Je voudrais dire un mot de la hausse de la livre. Il y a quinze jours on a créé une certaine panique et beaucoup de commerçants se sont empressés, craignant de ne pouvoir remplacer leurs matériaux, de faire la hausse des prix. La livre baisse, mais les commerçants ne se pressent pas

de faire baisser leurs prix qu'ils avaient augmentés dans les 48 heures. A cette hausse que nous pouvons sentir déjà et qui s'est produite il y a quinze jours, va s'ajouter celle des impôts nouveaux que les commerçants vont, naturellement, incorporer dans leurs p rix. Il est donc certain que dans un mois ou deux nous allons avoir une hausse plus considérable encore qui sera faite de la hausse momentanée et de la hausse accidentelle de l'autre jour. Je vous demande, Monsieur le Président du conseil, si vous n'avez pas envisagé au point de vue social, dès maintenant, certaines mesures pour empêcher les commerçants de pratiquer une hausse exagérée.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. - C'est une de nos préoccupations quotidiennes et tout cela jouera avec l'opération monétaire.

M. LE PRÉSIDENT. - Personne n'a plus de questions à poser à M. le Président du conseil ?...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. - Puis-je à mon tour demander à la commission quand elle pense pouvoir être en mesure de discuter ?...

M. LE PRÉSIDENT. - Nous allons examiner le projet de loi avec toute la diligence et la rapidité nécessaires; et j'espère que nous en aurons terminé ce soir même; si nous pouvons y parvenir, comme je le pense, M. le Rapporteur général sera en mesure, - il l'est déjà - de déposer son rapport et de le faire distribuer dès le dépôt du projet au Sénat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL - Sans ~~rien~~ rectifier en rien M. le Président, je suis obligé de dire que j'ai pris en e ffect toutes les mesures nécessaires, mais à la condition que le débat en commission ne se termine pas trop tard.

M. LE PRÉSIDENT. - Dans ces conditions, le projet

de loi étant déposé sur le Bureau du Sénat et le rapport ayant été déposé également, je demanderai au Sénat, dès demain, s'il n'y voit pas d'inconvénient, à suspendre alors sa séance afin de permettre aux membres de la haute assemblée de prendre connaissance du rapport de M. Chéron, après quoi la discussion pourrait s'ouvrir, vers 17 heures, et il appartiendrait au Sénat de décider. Voilà ce que j'ai l'intention de faire.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Je vous remercie beaucoup de vos intentions, et je remercie, par avance, la commission de ses décisions. Je connais ses dispositions et je sais que dans des circonstances comme celles-ci elle n'aurait pas besoin de l'exemple de la chambre; elle l'aurait donné s'il n'avait pas été donné par l'autre assemblée.

M. LOUIS DAUSSET. - Au Sénat, c'est l'extrême urgence volontaire.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL - Tout de même le fait que la Chambre se soit imposé cette discipline est une nouveauté remarquable et il n'est pas possible de ne pas en être reconnaissant à l'autre assemblée.

M. RAIBERTI. - Et au gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. - Si la livre a baissé comme elle l'a fait depuis 24 heures, c'est, on doit le dire, en partie au geste de la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. - Nous espérons que la Bourse, après un geste semblable du Sénat maintiendra ses heureuses dispositions.

Monsieur le Président du Conseil nous vous remercions et vous rendons votre liberté.

(M. le Président du Conseil se retire)

La Séance est suspendue. Elle est reprise à 17 heures 15.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1926 et création de nouvelles ressources fiscales pour la couverture de ces dépenses et la dotation d'une caisse d'amortissement.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport, il expose quels seront les besoins du Trésor jusqu'à la fin de l'année, puis en 1927. Il montre ensuite quelle est l'économie du projet et quelles sont les ressources que l'on peut en attendre. Il conclut ainsi :

"Le Gouvernement nous demande un effort massif. Il lui prête une vertu technique et il en attend un effet moral. Cet effort, nous le lui accordons. Mais nous faisons une distinction profonde entre certains impôts indirects, qui vont jouer immédiatement et certains impôts directs qui n'entreront nécessairement en recouvrement qu'en 1927. D'ici là, nous aurons à discuter la loi de finances. M. le Président du Conseil nous a déclaré qu'il ne se refuserait pas à accueillir les suggestions qui, sans modifier le caractère essentiel de la loi et sans toucher, pour chaque catégorie d'impôts, au volume des produits qu'on en attend, seraient de nature à apporter aux textes qui vont être votés les correctifs nécessaires.

Certes la méthode est imparfaite. On l'a déjà pourtant pratiquée pour certaines dispositions et des taxes des lois du 4 décembre 1925 et du 4 avril 1926. Dans les heures que nous traversons, si le législateur est contraint de prendre des mesures immédiates, il est de toute justice qu'il se réserve la possibilité, en temps utile, de les rectifier et de les mettre au point.

C'est sous le bénéfice de ces observations que votre Commission des finances, désireuse d'affirmer la collaboration étroite du Gouvernement et du Parlement dans l'oeuvre de redressement financier et la volonté formelle de notre pays de sortir à tout prix des difficultés de l'heure actuelle, vous propose l'adoption pure et simple du projet de loi issu des délibérations de la Chambre des Députés".

M. DAUSSET.- Je voudrais que M. le Rapporteur Général fit remarquer dans son rapport que la Commission des Finances n'a même pas le droit d'amendement

puisque la question de confiance est posée sur chaque article.

Dans ces conditions nous ne pouvons qu'accepter le projet où le rejeter mais dans cette dernière hypothèse nous provoquerions une crise politique que personne au Sénat ne désire. Donc nous voterons le projet.

Mais pour ma part, je le voterai avec regret car je l'estime mauvais sur bien des points. Puisqu'il fallait trouver des ressources, pourquoi, au lieu de renforcer la fiscalité dont ce pays meurt, n'a-t-on pas fait voter un projet très simple, d'une productivité assurée et ayant simplement pour objet de porter à 3 le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires ?

Un article consacré à cela; un second destiné à apporter certaines réformes indispensables dans notre système d'impôts directs : Voilà le projet que j'aurais voulu pouvoir proposer à la Commission pour remplacer le projet touffu, compliqué que le Gouvernement nous met aujourd'hui en demeure de voter.

Comme l'a très justement fait remarquer M. le Rapporteur général il sera nécessaire, dans la prochaine loi de finances, d'améliorer la plupart des dispositions de ce projet.

M. R.G.LEVY.- Je ne suis pas hostile à certaines retouches mais il serait dangereux de dire au public que ce que nous faisons n'est que provisoire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je crois l'avoir fait dans mon rapport avec toutes la réserve nécessaire et en faisant état de la déclaration que vient de faire tout à l'heure M. le Président du Conseil en réponse à une question précise que je lui avais adressée.

M. JEANNENEY.- Nous n'avons pas besoin de dire au public que cette loi est provisoire. Il s'en apercevra bien tout seul (sourires).

M. PAUL DOUMER.- Nous sommes obligés de voter le projet puisque les circonstances l'exigent. Mais du moins nous reste-t-il le droit d'intervenir dans la discussion pour souligner combien sont injustes et maladroites certaines dispositions. Pour ma part, je ne peux pas admettre que l'on fasse passer de 60 à 30 le taux de l'impôt général sur le revenu. Il est monstrueux d'accabler d'impôts nouveaux l'ensemble de la nation et de dégrever concurremment les plus gros contribuables. Rien ne peut justifier une pareille mesure et les raisons quel'on en donne sont mauvaises : il n'y a pas tant de capitaux français à l'étranger que paraît le croire le Gouvernement !

M. SERRE.- Si, il y a une quantité énorme de capitaux français à l'étranger.

M. PAUL DOUMER.- Je ne peux pas admettre non plus que l'on augmente les droits de succession en ligne directe pour les diminuer entre étrangers et que l'on surcharge les titres nominatifs au dépens des titres au porteur.

Il semble que le Gouvernement ait pris à tâche de détruire tous les progrès que nous avons réalisé depuis vingt ans dans l'ordre de la justice fiscale.

M. RENE RENOULT.- On ne vise pas à faire une oeuvre juste ! Le mot d'ordre c'est de ne pas effaroucher les capitaux.

M. PAUL DOUMER.- Je demande que sur ces trois mesures surtout, le rapport de M. le Rapporteur Général

contienne les plus expresses réserves.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne suis que l'interprète fidèle des sentiments de la Commission, et je ferai toutes les réserves qu'elle m'autorisera à présenter.

M. HERVEY.- Dans l'exposé de ces réserves, il faudra veiller à ne rien faire qui puisse empêcher le mouvement de confiance que le Gouvernement attend du projet de loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Faites moi confiance pour cela, mais il faut que nous dégagions notre responsabilité.

La discussion générale est close.

DISCUSSION DES ARTICLES

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 3 (Relèvement des droits sur les boissons hygiéniques et les eaux minérales).

Il est procédé au vote par division sur chacun des droits relevés par cet article.

M. LE PRESIDENT met en discussion tout d'abord le relèvement à 21 francs par hectolitre du droit de circulation sur les vins.

M. BIENVENU MARTIN.- Je fais toutes réserves sur cette disposition . En 1914 le droit de circulation était de 1,50. On le porte à 21. C'est excessif et nous sommes loin de la disposition de l'article 2 qui donne au Gouvernement le droit de ~~ajuster~~ ajuster les tarifs à la valeur de la monnaie "sans pouvoir dépasser en aucun cas les tarifs existants au 1^{er} Juillet 1914⁷.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La loi du 25 juin 1920 avait porté le droit de circulation à 19 francs. L'aug-

mentation est donc minime. Elle ne dépassera pas 0,10 par litre et elle cessera au 1^{er} Janvier. Il me semble donc que nous pouvons l'accepter.

M. SERRE.- Les vitivulteurs ne font pas d'opposition de ce relèvement de droit jusqu'au 1^{er} janvier 1927.

Le relèvement est accepté ainsi que les dispositions suivantes concernant les piquettes, cidres, bière et raisins secs.

M. LE PRESIDENT met en discussion la fin de l'article 3 qui est ainsi conçue :

"Le droit de consommation sur les eaux minérales naturelles ou artificielles, les eaux de table les eaux de laboratoires filtrées, pasteurisées ou stérilisées, les limonades et eaux gazéifiées est fixé à 0 Fr.10 par bouteille, lorsque le prix de vente à la sortie de l'établissement est égal ou inférieur à 0 Fr.40 par bouteille; il est fixé à 0 Fr.20 par bouteille, lorsque le prix est supérieur à 0 Fr.40 deux demi-bouteilles ou quatre quarts de bouteille seront comptés comme une bouteille entière.

L'impôt sur l'acide carbonique liquide est fixé à 15 francs par kilogramme".

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La disposition concernant les eaux minérales nous paraît prêter aux plus sérieuses critiques. En effet, si, avec ce texte, le tarif actuel, en ce qui concerne les eaux minérales, est doublé quand le prix de vente à la sortie de l'établissement producteur est égal ou inférieur à 0,30 ou supérieur à 0,40, il n'est pas modifié quand ce prix est supérieur à 0,30 tout en restant inférieur à 0,40. Or, d'après les renseignements fournis par l'administration des contributions indirectes, la plupart des eaux minérales vendues rentrent dans cette dernière catégorie. Le texte n'est donc qu'un trompe l'oeil.

M. SERRE.- Ne pourrait-on pas renvoyer ce texte à la Chambre ?

M. DAUSSET.- Il est vraiment scandaleux de voir que le même texte qui par un artifice arrive à laisser intact le régime fiscal des eaux minérales, accable véritablement d'une surtaxe formidable lessiphons d'eau de Seltz et les limonades qui sont des boissons populaires par excellence.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ferai toutes réserves sur ce texte qui du reste n'est applicable que jusqu'au 12 janvier 1927. Quand il s'agira de fixer définitivement le régime fiscal applicable aux eaux minérales et à l'acide carbonique liquide nous veillerons au redressement des droits actuellement prévus.

L'article est adopté par 10 voix contre 5.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 4 (Impôt sur les transports).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de la partie de son rapport consacrée au commentaire de cet article. Il indique les répercussions des majorations nouvelles et montre que même si les augmentations de tarifs étudiées à l'heure actuelle par le Conseil supérieur des chemins de fer entrent en application, le prix total du transport, impôts compris, n'atteindra, ni pour les voyageurs, ni pour les marchandises, le quadruple du prix d'avant guerre.

M. SCHRAMECK.- Ne pourrions nous pas saisir cette occasion pour protester contre l'abus des permis gratuits à tarif réduit ?

M. JEANNENEY.- Je m'associe à cette suggestion d'autant plus volontiers que je suis en train, en ce moment,

de faire une enquête pour déterminer le nombre de permis gratuits actuellement délivrés par les réseaux. J'ai pu découvrir notamment que la Compagnie du Nord avait délivré l'année dernière 37.000 permis gratuit. Il y a là un abus qu'il importe de faire cesser.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vais introduire une observation à ce sujet dans mon rapport.

M. CHARLES DUMONT.- Est-ce que la majoration d'impôt s'appliquera aux billets de famille ?

M. JEANNENEY.- Non, le texte est très net sur ce point. J'avais du reste posé la question au Ministère des Finances.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 6 (voies navigables)

M. PAUL DOUMER.- Le tarif proposé est calculé sur le prix du frêt ? Que faut-il entendre par là ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le prix du frêt est en proportion de la longueur du parcours et de la valeur de la marchandise.

M. PAUL DOUMER.- Je constate en passant que c'est la première fois, en France, qu'un impôt frappe les voies navigables. Jusqu'ici elles étaient considérées comme des routes.

L'article 6 est adopté ainsi que les articles 7 à 12

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 12
(taxe à l'exportation)

M. PAUL DOUMER.- C'est la première fois que la taxe de luxe est appliquée aux marchandises exportées. Je ne crois pas que cela soit une mesure heureuse.

M. SERRE.- La disposition proposée va ruiner le commerce des soieries et beaucoup d'autres commerces d'exportation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il ne faut pas oublier que le texte permet au Gouvernement : 1° en ce qui concerne la taxe de 1,30 %, de suspendre par décret l'application de la taxe si la situation monétaire faisait apparaître la nécessité de cette mesure ; 2° en ce qui concerne la taxe de 12 %, d'appliquer par décret le taux de 1,30 aux objets classés comme étant de luxe et qui ne pourraient supporter la taxe de 12 %.

Les mesures proposées ne paraissent donc pas de nature à apporter, à l'heure actuelle, une gêne sérieuse au commerce d'exportation.

L'article 12 est adopté.

L'article 13 (Droits de Douane) est adopté après des réserves concernant sa rédaction, formulées par M. PAUL DOUMER.

Les articles 14 et 15 sont adoptés.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 16 (Taxe sur le revenu des valeurs mobilières).

M. SERRE.- Je proteste contre cet article qui va atteindre tous les petits porteurs de rente et leur imposer une charge très lourde.

M. PAUL DOUMER.- Ce qui est monstrueux c'est que ces majorations frappant les petits rentiers sont la contre partie de la réduction de 50 % proposée sur l'impôt général sur le revenu au bénéfice des contribuables les plus

fortunés.

M. CHARLES DUMONT.- Il importe de faire toutes réserves dans le rapport.

M. DAUSSET.- La Commission doit dégager sa responsabilité dans l'adoption d'une mesure aussi antidémocratique.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ferai ces réserves et j'indiquerai qu'il sera nécessaire de rectifier de telles dispositions dans la prochaine loi de finances.

L'article 16 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 17 (taxe de transmission).

M. JEANNENEY.- L'article 17 fait un régime de faveur aux titres au porteur. C'est ainsi : par exemple que pour une obligation de 4 %, de la Compagnie de l'Est, rapportant 20 francs, la majoration sera de 0,52 si elle est au porteur, et de 1,20 si elle est nominative. La différence est considérable.

M. PAUL DOUMER.- Tout ceci est très critiquable. Il conviendrait d'insister là dessus dans le rapport et aussi de montrer que le Gouvernement pour montrer que l'impôt arrivait à s'élever à 84 % dans certains cas, a basé ses calculs sur des valeurs exceptionnelles à revenu très bas. Il s'agit là d'un cas très rare.

M. SERRE.- Tout ce que dit M. DOUMER est exact, mais peut être vaut-il mieux ne pas le dire trop haut. Ne troublons pas le Gouvernement dans l'oeuvre de rétablissement de la confiance qu'il vient d'entreprendre. (Assentiment).

L'article 17 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 18 (Taxe com

plémentaire exceptionnelle sur la première mutation).

M. MILAN.- Qui supportera cette taxe ? L'acheteur ou le vendeur ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En principe, ce sera l'acheteur.

L'article 18 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 19 (Droits de mutation par décès).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si vous voulez bien m'y autoriser je ferai à propos de cet article les réserves suivantes :

"Votre Commission, pour les raisons d'ordre général plus haut indiquées, ne croit pas devoir vous proposer de modifications au texte voté par la Chambre, mais elle estime nécessaire de vous présenter un certain nombre d'observations; en premier lieu elle trouve regrettable qu'on ait cherché à éviter une perte de recettes en compensant les réductions apportées aux tarifs qui frappent les tranches les plus élevées par une augmentation des tarifs qui atteignent les tranches inférieures; en second lieu, elle se demande si l'écart de 15 % qui est prévu entre la maximum des droits perçus sur les successions en ligne directe et le maximum des droits recouverts sur les successions entre étrangers est suffisant. Il aurait peut-être été préférable de décharger un peu plus les successions de la première catégorie et de réclamer un léger effort supplémentaire aux successions entre étrangers".

M. LOUIS DAUSSET.- Cet article est un monument d'iniquité. Il m'est impossible de l'accepter.

M. MARRAUD.- C'est le renversement des règles admises jusqu'ici en matière de droits de succession et qui, toutes

tendaient en matière de droits de succession et qui, toutes, tendaient à dégrever les successions en ligne directe et à surcharger d'autant les successions entre étrangers.

M. PAUL DOUMER.- Je fais bien entendu, toutes réserves sur ce texte.

L'article est adopté sous les réserves indiquées par M. le Rapporteur Général.

Les articles 20 et 20 bis sont adoptés.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 21 (Majoration des impôts cédulaires sur le revenu et de la redevance proportionnelle des mines).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'estime nécessaire de faire les plus expresses réserves sur la disposition nouvelle concernant l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

Cette disposition reproduit un texte que le Sénat a déjà repoussé. Je renouvelerai à ce propos dans mon rapport les observations que j'ai déjà présentées.

M. HERVEY.- Je demande que M. le Rapporteur Général insiste sur la nécessité de reprendre sans retard l'évaluation de la propriété foncière non bâtie, arrêtée depuis deux ans. Seule cette évaluation pourra fournir une base solide à l'imposition sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je tiendrai compte de cette observation en même temps que de celle présentée par M. FRANCOIS SAINT MAUR à M. LE PRESIDENT DU CONSEIL au sujet des justifications demandées par l'administration à l'appui des demandes en réduction présentées par les contribuables qui se jugent trop imposés.

M. SERRE.- N'y a-t-il pas quelque contradiction à réclamer la reprise des opérations d'évaluation alors que tout le monde a été unanime pour les abandonner il y a deux ans ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On a commis une erreur en les abandonnant.

M. CLEMENTEL.- Il y avait unanimité à la Chambre pour cela. L'administration avait commis quelques erreurs et l'opinion publique commençait à s'en émouvoir. On ne pouvait pas à ce moment là continuer les évaluations entreprises.

L'article 21 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 22 (Réduction du taux de la taxe des biens de main morte).

M. MILAN.- Cette réduction n'est justifiée par rien.

M. SCHRAMECK.- Elle va bénéficier d'une manière scandaleuse aux grandes Compagnies d'assurances.

M. CLEMENTEL.- La disposition nouvelle va-t-elle être applicable aux biens appartenant aux sociétés civiles de gérance d'immeuble ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne le crois pas, mais je vais demander des renseignements à ce sujet au ministère des Finances. J'ajoute que je me ferai l'écho dans mon rapport des critiques qui viennent de s'élever au sein de la Commission contre la réduction ainsi apportée aux charges qui pèsent très justement sur la main morte.

M. DOUMER.- Il faudra abroger cet article dans la loi de finances.

L'article 22 est adopté.

L'article 23 est adopté (Diminution du taux de l'impôt général sur le revenu)

L'article 24 est adopté.

L'article 25 est adopté (Suppression du bordereau de coupons), après une observation de M. PAUL DOUMER qui tient à faire remarquer que ni le bordereau, ni le carnet de coupons n'ont été véritablement expérimentés.

L'article 26 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 27 (Relèvement des traitements et des soldes).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cet article comporte tout d'abord une ouverture de crédit de 660.000.000 destinée à donner aux fonctionnaires une majoration provisoire de 12 %. Sur l'opportunité de cette majoration, je crois que la Commission est unanime.

Elle l'est aussi sur le 2^e crédit ouvert par le même article s'élevant à 9 millions et destiné au relèvement des indemnités pour travaux supplémentaires.

Mais à propos de ce second crédit, je crois qu'il serait nécessaire d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de répartir équitablement les 9 millions attribués entre les fonctionnaires des services départementaux et ceux de l'administration centrale. Il ne faut pas que ces derniers absorbent la presque totalité du crédit comme il semble qu'il a été procédé pour le précédent crédit de 30 millions. Les fonctionnaires des Services départementaux sont très irrités contre les administrations centrales.

M. CLEMENTEL.- Prenez garde ! Vous abordez une question très délicate. Il ne faut pas enlever aux fonctionnaires des administrations centrales les quelques maigres avantages qu'ils possèdent, sous peine de voir partir les meilleurs. Augmentons le crédit s'il le faut mais ne mécontentons pas pour quelques indemnités le personnel d'é-

lite de nos ministères.

M. LOUIS DAUSSET.- Les indemnités dont il s'agit avaient été instituées à titre de primes de rendement. Malheureusement elles ont dès le début perdu ce caractère et elles sont devenues un supplément de traitement. C'est tout à fait regrettable.

M. PIERRE MARRAUD.- Avec M. le Rapporteur Général j'estime que les fonctionnaires des services actifs doivent recevoir des primes aussi bien que les fonctionnaires des administrations centrales.

L'article 27 est adopté.

L'article 27 bis est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 27 ter (Relèvement de l'indemnité parlementaire). Il ajoute, avant de mettre l'article en discussion, qu'il a reçu une lettre de M. BIENVENU MARTIN, qui, obligé de quitter la séance, a tenu à faire connaître qu'il était hostile au relèvement de l'indemnité parlementaire et voterait contre l'article 27 tersil donnait lieu à un scrutin.

Il faut s'expliquer très franchement sur cette question délicate.

On peut concevoir deux régimes. Dans le premier, le régime censitaire, seuls les privilégiés de la fortune ont accès dans les Assemblées. Là, il n'y a pas lieu à indemnité.

Dans le second, le régime démocratique au contraire, l'électeur doit pouvoir porter son choix sur le plus pauvre et le plus modeste de ses concitoyens, s'il le juge digne de le représenter, là, il y a lieu à indemnité.

Si la question du principe est ainsi réglée, il n'y a plus qu'une question de fait.

Au moment où la Chambre a porté au coefficient 3 les traitements des hauts fonctionnaires, elle a fait la même chose pour les parlementaires. Qu'y a-t-il à dire contre une pareille façon de procéder ?

Ce qu'il y a de dangereux, ce n'est pas le parlementaire qui touche loyalement son indemnité et ne s'occupe que de la chose publique, ce serait celui qui se laisserait entraîner dans les affaires et qui n'aurait plus l'indépendance nécessaire pour défendre l'intérêt général.

Je ne suis pas dupe pour ma part de la campagne que l'on a menée autour de cette question du relèvement de l'indemnité parlementaire. C'est une campagne contre l'institution même du Parlement ! C'est une campagne contre la République.

Je vous demande de voter l'article 27 ter tel qu'il a été voté par la Chambre.

M. LE GENERAL STUHL.- L'heure est mal choisie pour ce relèvement ~~raisonnable~~ au moment où nous imposons au pays de nouvelles charges qui seront très lourdes. En outre si un relèvement raisonnable était justifié par la hausse du prix de la vie, une augmentation de 18.000 francs me paraît tout à fait excessive.

Je voterai contre l'article 27 ter.

M. JEANNENEY.- Je suis de ceux qui avaient éprouvé un véritablement sentiment de soulagement lorsque la Chambre, au mois de juin dernier avait repoussé l'augmentation de l'indemnité parlementaire. J'estime en effet, que le mandat dont nous sommes investi, nous donne le devoir de donner l'exemple au moment où nous prêchons au pays le sacrifice et la pénitence.

Je sais bien que la vie est chère et qu'un représentant sans fortune éprouve des difficultés à vivre avec

27.000 francs. Soit ! Mais alors si le relèvement est justifié pourquoi dissimuler dans un projet où il n'a rien à faire, pourquoi le voter en silence et en ayant l'air d'être contraint et forcé ? Si le relèvement est justifié, il faut que le pays le sache. Il faut le dire bien haut et le prouver. Ce que le pays a reproché au Parlement lors des derniers relèvements en 1906 et 1920, c'est bien moins le principe même du relèvement, que la façon subreptice et si peu courageuse avec laquelle il fut procédé. Il en sera de même cette fois.

La tâche de combattre une pareille mesure est ingrate ; ma conscience m'y oblige cependant. S'il y a un scrutin, je voterai contre le relèvement.

M. LOUIS DAUSSET.- Nous n'avons même pas la possibilité d'amender ou de rejeter le texte, car je pense que la question de confiance est posée sur l'article 27 ter comme sur tous les autres.

M. LE PRESIDENT.- La question de confiance s'applique en effet à toutes les dispositions du projet. Du reste, M. LE GARDE DES SCEAUX a défendu l'article 27 bis à la Chambre, au nom du Gouvernement.

M. HERVEY.- Le moment est mal choisi pour le relèvement de l'indemnité. En outre, comme l'a dit justement M. LE GENERAL STUHL, l'augmentation est excessive. Il aurait mieux valu adopter un chiffre beaucoup plus bas et instituer des indemnités pour charges de famille.

En tous cas, le seul moyen de faire accepter ce relèvement par le pays, c'est de le lier à une réduction d'un tiers du nombre des représentants.

M. CLEMENTEL.- M. JEANNENEY se plaint que la question n'a pas été discutée, il oublie qu'elle l'a été d'une façon très complète au mois de juin.

En réalité le relèvement de l'indemnité parlementaire est justifié et nous ne pouvons pas refuser de voter le texte qui nous vient de la Chambre.

M. PAUL DOUMER.- Il vaut mieux ne pas discuter cet article. Le supprimer serait risquer de compromettre le projet tout entier, qui tout exécrable qu'il soit, est indispensable en ce moment. Considérons que c'est une pilule amère : avalons là, mais en gardant le silence.

M. LOUIS DAUSSET.- Si nous avions la possibilité d'amender le projet, il serait désirable de remplacer le relèvement de l'indemnité parlementaire par l'institution d'une Caisse d'avances qui serait utilisée par les Parlementaires sans fortune. Malheureusement nous n'avons pas le droit d'amendement.

M. FERNAND FAURE.- Je demande à M. le Rapporteur Général de dire dans son rapport que de nombreux membres de la Commission trouvent le moment inopportun pour augmenter l'indemnité parlementaire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis aux ordres de la Commission, mais je crois qu'il serait maladroit de fournir des arguments à la campagne menée dans une certaine presse contre le Parlement et, par là même contre l'institution républicaine... Il vaut mieux garder le silence.

M. FERNAND FAURE.- Ne pourrait-on pas au moins suggérer à notre Commission de comptabilité de réaliser quelques économies notamment sur les dépenses d'impression pour compenser un peu l'augmentation de dépense que va entraîner le relèvement de l'indemnité ?

M. LE PRESIDENT.- Il est difficile de réaliser des économies. Les impressions ont été réduites au Minimum.

L'article 27 ter est adopté par 8 voix contre 7 (6 votants et le suffrage de M. BIENVENU MARTIN exprimé par let-

tre)

Les articles 28 et 29 sont adoptés.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 29 bis
(Payement par virement des dépenses de l'Etat, des départements et des communes)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je crains que cette mesure ne fasse croire au public que l'Etat n'a plus d'argent et que c'est pour cela qu'il paye par chèque.

M. CLEMENTEL.- J'insiste pour l'adoption de cette mesure qui est de nature à développer l'usage du chèque.

L'article 29 bis est adopté.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des votants.

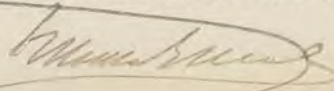
La Commission adopte : 1° Le rapport de M. MARRAUD sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant dix ans, à partir de 1926, quatre centimes extraordinaires additionnels au principal des trois contributions directes en vue d'en affecter le produit à des subventions et avances aux communes pour travaux nécessités par des lotissements (N° 388, an. 1926)

2° L'avis présenté par M. FRANCOIS SAINT MAUR, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires prenant part aux opérations de guerre du Maroc et du Levant.

3° L'avis présenté par M. ALBERT LE BRUN sur le projet de loi, relatif au chemin de fer de Brazzaville à l'Océan.

La Séance est levée à 19 h. 50 minutes.

La Président de la Commission des Finances :



COMMISSION DES FINANCES

Séance du 4 Août 1926.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. MILLIES LACROIX, Président.

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.

PAUL DOUMER. RENE RENOULT. JEANNENEY.

VICTOR PEYTRAL. R.G.LEVY. MILAN.

BLAIGNAN. HERVEY. GENERAL STUHL.

GENERAL STUHL. DAUSSET. FERNAND FAURE

REYNALD. ALBERT LEBRUN. RAIBERTI.

CLEMENTEL. SERRE. SCHRAMECK. LUCIEN

HUBERT. PIERRE MARRAUD.

++++++

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. PAUL DOUMER qui a une observation à présenter à propos du rapport de M. LE RAPPORTEUR GENERAL, sur le projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales.

M. PAUL DOUMER.- J'ai un léger reproche à adresser à M. le Rapporteur Général. Je trouve qu'il n'a pas indiqué avec assez de netteté les réserves qui avaient été exprimées au sein de la Commission sur un certain nombre de dispositions du projet et notamment sur celle qui a pour objet de réduire le taux de l'impôt général sur le revenu. J'estime qu'il n'a pas suffisamment montré que cette mesure contraire à la justice la plus élémentaire creusera dans le budget de 1927 un trou de 1.500 millions au minimum.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne croyais pas mériter un pareil reproche, car je n'ai oublié aucune des critiques qui avaient été formulées par certains membres de la Commission des Finances. Pour s'en convaincre,

du reste, il suffit de lire mon rapport (M. le Rapporteur Général donne lecture de divers passages de son rapport).

M. PAUL DOUMER.- Je n'insiste pas. Ce n'est qu'une très légère critique à laquelle j'ajoute les éloges que vous méritez bien car votre rapport est très complet et il fait honneur à la Commission des Finances et au Sénat. (Approbation).

L'incident est clos.

M. LE PRESIDENT.- Conformément à l'usage, j'indique à la Commission qu'à la date d'hier le Trésor possédait à la Banque une marge de 511 millions.

En ce qui concerne le mouvement des Bons de la Défense Nationale le Ministère des Finances m'a signalé que la situation s'améliore de jour en jour.

Je dois vous faire connaître aussi que j'ai cru devoir adresser à M. le Président du Conseil, une note lui indiquant les modifications qu'il me paraissait nécessaire, après une première lecture, d'apporter au projet de loi ayant pour objet la Caisse de gestion des Bons de la Défense Nationale et d'amortissement de la dette publique qui sera déposé aujourd'hui à la Chambre.

M. MILAN.- Allons nous dès aujourd'hui discuter le texte du projet ?

M. LE PRESIDENT.- Il est bien entendu que nous ne pouvons pas ouvrir une discussion sur un texte qui est soumis à la Chambre. Mais j'ai cru de mon devoir de vous mettre au courant de l'initiative que j'ai prise.

M. DAUSSET.- J'admets que nous ne puissions pas discuter le texte du projet tant que la Chambre n'a pas statué, mais rien ne nous empêche d'engager une discussion sur le principe même qui inspire ce projet. Il pourrait sortir d'un pareil débat des suggestions utiles que le bu-

reau de notre Commission communiquerait au Gouvernement.

M. PAUL DOUMER.- Il n'est pas possible de procéder ainsi. Une discussion ne peut être utile que si elle est engagée sur un texte précis et étudié.

M. DAUSSET.- Soit, je n'insiste pas.

Je tiens toutefois dès aujourd'hui à regretter que le Gouvernement s'engage à l'aveuglette dans une voie dangereuse.

Je regrette que l'on abandonne l'amortissement de la dette, perpétuelle, pour ne plus voir que l'amortissement de la dette flottante. Autant la procédure solennelle de la consécration constitutionnelle était souhaitable s'il s'était agi d'une caisse d'amortissement de la rente autant elle me paraît dangereuse lorsqu'il ne s'agit plus que de l'amortissement des Bons. Qui nous dit qu'il n'y aura pas un jour une panique qui rendra nécessaire la consolidation des Bons, comme en Belgique ? Comment ferait-on ce jour là ?

M. JEANNENEY.- On reviendra à Versailles, tout simplement.

M. DAUSSET.- Ce n'est pas tout. On va nous demander de consacrer par un texte constitutionnel la création d'un Office des tabacs dont les recettes seront consacrées à la Caisse d'amortissement, mais l'organisation de cet office est laissée à un règlement d'administration publique. Prenons garde, si ce règlement d'administration publique est pris en vertu d'une délégation de l'Assemblée Nationale, l'Assemblée Nationale, seule pourra le modifier.

M. FERNAND FAURE.- Cela n'est pas possible. Le règlement ne sera pas constitutionnel.

M. DAUSSET.- C'est une question délicate de droit

constitutionnel que je demande à M. le Rapporteur Général de vouloir bien élucider.

M. JEANNENEY.- Au fond il n'y a pas lieu de s'effrayer outre mesure même si ce que dit M. DAUSSET est exact. Car il est aussi facile de déconstitutionnaliser un texte qu'il est facile de le constitutionnaliser !

M. LOUIS DAUSSET.- C'est facile en effet ! Mais il faut que la procédure de révision de la constitution demeure exceptionnelle. Sinon le régime serait bientôt en péril.

M. PAUL DOUMER.- C'est exact. On ne doit pas aller à Versailles à la légère et sans avoir pris des précautions. En ce qui concerne le problème de droit constitutionnel posé par M. DAUSSET, j'estime qu'il doit être résolu dans le sens que M. DAUSSET indiquait tout à l'heure.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vais étudier toutes ces questions et me tenir prêt à faire mon rapport dès que la Chambre aura statué.

M. MILAN.- Je crois qu'il faut arrêter cette discussion. Nous perdons notre temps tant que nous n'avons pas un texte précis à étudier.

M. LE PRESIDENT.- La discussion est close.

Nous allons procéder à l'examen pour avis financier des conclusions du Rapport de M. JOSSOT sur la proposition de résolution de M. André HONNORAT et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à assurer, malgré la baisse du franc, la participation de la France aux opérations mondiales de déterminations de longitudes. (N° 439, an. 1926)

M. FERNAND FAURE.- Je dois tout d'abord rendre hommage à la pensée qui a inspiré les auteurs de cette proposition de résolution . Ils veulent que la France participe à une opération scientifique extrêmement importante. Nous souscrivons volontiers à ce vœu.

Mais il faut bien reconnaître que la proposition de résolution 1^{re} n'est pas recevable, 2^o n'est pas justifiée.

Elle n'est pas recevable, car nous ne pouvons provoquer une dépense nouvelle. Nous sortirions de notre rôle.

Elle n'est pas justifiée, car la participation demandée par nos collègues existe déjà.

Ce n'est pas le Congrès de Cambridge de 1925 qui a pris l'initiative de décider qu'il serait procédé à des opérations de détermination des longitudes, comme le dit par erreur l'exposé des motifs de la proposition de résolution, cette décision a été ^{prise} / depuis 1920 sur la demande de la France.

Le budget de l'entreprise a été fixé à 192.000 francs. Les travaux sont en cours d'exécution et un crédit figure au budget du ministère de l'instruction publique.

Dans ces conditions, peut-être pourrions nous faire l'économie d'un rapport et laisser la proposition de résolution tomber dans l'oubli.

M. LE PRESIDENT.- Il vaudrait mieux présenter un avis défavorable pour ne laisser aucun doute sur le sentiment de la Commission des Finances.

M. RAIBERTI.- M. le Rapporteur nous a dit qu'il y avait un crédit au Budget du ministère de l'Instruction Publique destiné à faire face aux dépenses entraînées par la participation de la France aux travaux de détermination de longitude. C'est exact, mais il est insuffisant. Un sa-

vant est parti dernièrement de Marseille pour Singapour avec 40.000 francs. Son voyage lui coûtera 36.000 francs et il doit y rester plus de trente jours. Il faut tout de même lui donner une somme suffisante.

M. FERNAND FAURE.- Ne pourrait-on pas demander au Ministre de l'Instruction Publique de consacrer à cela une partie de l'excédent du produit de la taxe d'apprentissage ?

M. PAUL DOUMER.- Cela n'est pas possible. Ce produit a une affectation spéciale.

M. LEBRUN.- Evidemment. Nos industriels se désintéressent complètement de la détermination des longitudes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il n'est pas douteux que la proposition n'est pas recevable. Il suffit de faire un avis pour le dire.

M. PAUL DOUMER.- On pourrait ajouter que la Commission attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité de prendre toutes mesures utiles en vue d'allouer à nos savants un crédit suffisant.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous ne pouvons pas discuter le fond de la proposition puisqu'elle est irrecevable.

La Commission donne mandat à M. FERNAND FAURE de déposer un avis déclarant la proposition de résolution irrecevable.

M. BLAIGNAN donne lecture d'un rapport sur le projet de loi tendant à assurer dans de meilleures conditions le ravitaillement en blé, en farine et en pain.

Ce rapport conclut à l'adoption du projet de loi qui tend à proroger jusqu'au 20 août le régime exceptionnel institué par la loi du 3 Juillet.

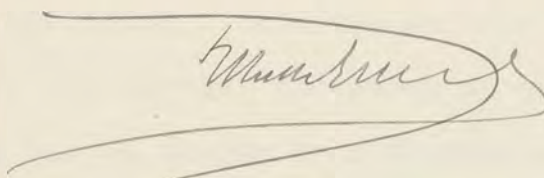
Les conclusions du rapport sont adoptées.

Après un échange d'observations entre M. le Général STUHL, M. le Rapporteur Général, et M. le Président, la Commission ajourne l'examen au fond de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, modifiant ou complétant les articles 49 et 50 de la loi du 31 mars 1919 et étendant l'application intégrale de la dite loi et des lois subséquentes aux anciens militaires et marins invalides et réformés N° 1 d'avant-guerre.

Cet examen sera repris lorsque le Ministère des Finances aura fait connaître quelle sera la dépense pouvant résulter de l'adoption de cette proposition.

La Séance est levée à 16 heures 20 minutes.

Le Président
de la Commission des Finances :



+++++

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Jeudi 5 août 1926.

La Séance est ouverte à -18 heures, sous la présidence de M. MILLIES LACROIX, Président.

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.

HERVEY. CLEMENTEL. DOUMER. SERRE.

FRANCOIS MARSAL. SCHRAMECK. BILLET.

HUBERT. R.G. LEVY. LEBRUN. DAUSSET.

PASQUET. BOUCTOT. FERNAND FAURE.

CHASTENET. BIENVENU MARTIN.

ELEVATION DU MAXIMUM DES EMISSIONS

DE LA BANQUE DE L'ALGERIE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant élévation du maximum du montant des billets que la Banque de l'Algérie est autorisée à émettre.

M. HERVEY RAPPORTEUR SPECIAL fait connaître qu'il s'agit de porter de 1.700 millions à 2.100 millions le montant des billets que la banque d'Algérie est autorisée à émettre. Pour le surplus, il déclare qu'en raison de la rapidité avec laquelle le Gouvernement a fait voter ce projet à la Chambre, il n'a pas eu le temps de recueillir tous les renseignements qui eussent été nécessaires pour qu'il pût se faire une opinion, en toute connaissance de cause.

Il se borne donc à donner lecture du rapport de

M. DE CHAPPEDELAINE.....

M. DE CHAPPEDELAINE au nom de la Commission des Finances de la Chambre.

M. DOUMER.- M. le Rapporteur peut il nous dire à combien s'élève le portefeuille de la Banque de l'Algérie ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- A 1.470 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On nous affirme que le relèvement du plafond d'émission n'a d'autre objet que de permettre à la Banque d'Algérie de faire face aux besoins du commerce et des organismes de crédit agricole. Si cela est exact, nous aurions mauvaise grâce à nous opposer au vote du projet; mais il importe que nous soyons renseignés avant de nous prononcer. Car il serait inadmissible que les billets émis servissent, même indirectement, ~~à faire face aux besoins~~ à faire face aux besoins du Trésor. Je propose donc que nous entendions M. le Gouverneur de la Banque.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Ne pensant pas que le Gouvernement nous demanderait de nous prononcer, dès aujourd'hui, sur cette question j'ai, ce matin, pris rendez-vous pour demain avec M. le Gouverneur général de l'Algérie et avec M. le Gouverneur de la Banque.

Mon inquiétude vient de ce que, sur les 1.470 millions d'effets composant le portefeuille de la Banque, il y a pour 700 millions de Bons de la Défense nationale.

M. FRANCOIS MARSAL.- Toute la question est de savoir si ces bons ont été souscrits directement par la Banque ou s'ils ont été présentés à l'escompte par des négociants. Dans ce cas, l'inconvénient serait moindre, car la Banque aurait, comme garantie, la signature de ces négociants.

M. DAUSSET.....

M. DAUSSET.- Il apparaît bien que ce projet constitue une inflation déguisée. Mais, y a-t-il un moyen d'interdire à une banque d'inventer ses disponibilités ou ses réserves en bons de la Défense nationale ?

M. FRANCOIS MARSAL.- Il est évident qu'une banque peut investir son capital et ses réserves en bons de la Défense nationale, aussi bien qu'en immeubles. Mais j'estime qu'elle n'a pas le droit d'employer les billets qu'elle est autorisée à émettre pour les besoins de l'es compte à des souscriptions directes de bons de la Défense nationale.

Il faut que nous ayons des renseignements sur l'emploi que la Banque compte faire des 400 millions de billets qu'elle demande l'autorisation d'émettre.

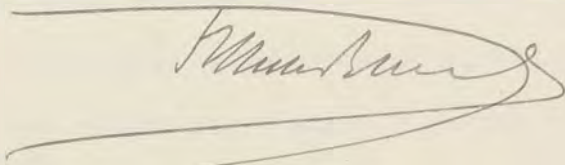
M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- J'aurai ces renseignements demain.

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose, en conséquence de surseoir, à toute décision, jusqu'à demain (Assentiment).

La Séance est levée à 16 heures 40.

Le Président

de la Commission des Finances :



+++++

COMMISSION DES FINANCES

1ère SEANCE DU VENDREDI 6 AOUT 1926

La séance est ouverte à dix heures, sous la présidence de M. MILLIES-LACROIX, Président.

PRESENTS: MM. MILLIES-LACROIX. PAUL DOUMER. CHASTENET.
RENOULT. HERVEY. MILAN. PEYTRAL. FERNAND
FAURE. R.G. LEVY. BOUCTOT. SERRE. CLEMENTEL.
FRANCOIS-MARSAL. PIERRE MARRAUD. PHILIP.
LUCIEN HUBERT. SCHRAMECK. DAUSSET. BILLIET.
BLAIGNAN.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, qui demande à être entendu par la Commission aujourd'hui à 14 heures 30.

La Commission se réunira donc à cette heure pour déférer au désir de M. le Président du Conseil.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du nouveau texte préparé par M. Pierre Marraud, rapporteur, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles les conseils municipaux peuvent créer les taxes directes et indirectes énumérées par la loi du 29 décembre 1897 ou autorisées par des lois spéciales, modifier les tarifs locaux des octrois et établir la taxe de balayage prévue par la loi du 5 avril 1884.

M. PIERRE MARRAUD, Rapporteur.- Le texte que je vais vous soumettre a été établi d'accord avec M. Sari, rapporteur de la Commission de l'administration générale, en tenant compte des suggestions présentées par les divers orateurs qui ont pris part à la première délibération sur le projet de loi devant le Sénat.

Nous avons supprimé au 1er alinéa de l'article 1er, les mots "à titre de ressources extraordinaires", qui auraient pu obliger les municipalités à n'employer le produit des taxes qu'à des travaux extraordinaires. Nous avons supprimé les mots "proportionnels ou progressifs".

Les taxes communales ne pourront pas dépasser les taux des taxes d'Etat, c'est à dire, pour les paragraphes 5° et 6° (Revenu des propriétés bâties et non bâties) 5%. Au 8° (Taxe d'après la valeur locative) nous supprimons les mots "ou suivant l'impôt personnel mobilier" qui n'offraient pas un sens très utile, afin de mettre ce paragraphe en harmonie avec le suivant.

Nous supprimons le 12° (Taxe sur les chevaux et voitures de luxe) qui faisait double emploi avec le 2° (Taxe sur les chevaux, mules, mulets et voitures). Au 13° qui devient le 12°, nous donnons une nouvelle rédaction qui satisfera les auteurs des réclamations élevées ici contre une taxe limitée aux seuls vélocipèdes à moteur, nous y substituons les automobiles, cycles-cars et motocyclettes dans les conditions de la loi du 3 août 1926.

Je passe sur les autres taxes qui ne soulèvent aucune difficulté : taxes sur les instruments de musique (13°), sur les domestiques (14°), sur le chauffage et l'éclairage par le gaz et l'électricité (15°), sur le déversement à l'égout (16°), sur l'exploitation ou la location des

terrains de plaisance (17°)?

Je suis d'avis, d'accord avec M. Sari, de supprimer la taxe sur les garages automobiles; nous estimons en effet qu'il n'y a pas lieu de frapper d'une charge supplémentaire un commerce qui supporte déjà l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

En ce qui concerne la taxe sur les coffres-forts, je serais heureux de connaître l'avis de la Commission. Devons nous la maintenir ou la supprimer ?

M FRANCOIS MARSAL.- L'Etat a tout intérêt au point de vue fiscal à ce que l'usage du coffre-fort en banque se généralise le plus possible. J'estime donc qu'il est maladroit de frapper d'une taxe la location d'un coffre-fort. En outre, il est à remarquer que souvent les locataires de coffres-forts n'habiteront pas la ville au profit de laquelle sera perçue la taxe. Enfin, à un autre point de vue il est dangereux de permettre à certaines municipalités de connaître les noms des locataires de coffres-forts. Je propose donc la suppression de cette taxe.

M. LE RAPPORTEUR.- Je suis moi-même partisan de la suppression de cette taxe qui ne peut-être que d'un rendement très faible et qui soulève des difficultés très sérieuses.

La taxe sur les coffres-forts est supprimée.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous arrivons maintenant à la taxe sur les entrées payantes aux champs de course.

M. SERRE.- Cette taxe soulève de grosses difficultés. Le plus souvent elle sera perçue au dépens d'une société de courses qui n'aura pas son siège dans la commune au profit de laquelle se fera la perception. On assistera donc à

cette injustice qu'une commune dans laquelle se trouve une société de courses n'aura le droit de percevoir aucune taxe sur cette société. Mais celle-ci enrichira une autre commune sous le seul prétexte que le champ de course sera sur son territoire.

M. VICTOR PEYTRAL.- N'y a-t-il pas moyen de partager la taxe entre les deux communes ?

M. LE RAPPORTEUR.- Vous allez soulever un conflit entre deux conseils municipaux !

M. VICTOR PEYTRAL.- Mais non ! Si la commune dans laquelle se trouve un hippodrome décide de fixer une taxe sur les entrées, elle n'aura droit qu'à la moitié du produit de cette taxe, l'autre moitié étant acquise d'office à la commune dans laquelle la société propriétaire de l'hippodrome aura son siège social.

Le principe de l'amendement de M. Victor Peytral est adopté, M. le Rapporteur est chargé de trouver une rédaction à cette disposition nouvelle d'accord avec M. Peytral.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous maintenons les taxes sur les établissements de nuit (18°); sur la publicité à l'aide de panneaux réclames (en y ajoutant les enseignes lumineuses) (20°). En ce qui concerne la taxe sur les chasses louées ou gardées (21°), je vous demande également de la maintenir.

M. MILAN.- Les chasses gardées supportent déjà une taxe au profit de l'Etat. A combien s'élèvera la taxe communale ?

M. LE RAPPORTEUR.- C'est le Conseil d'Etat qui fixera les maxima.

M. MILAN.- cette disposition me paraît extrêmement dangereuse. Il ne faut pas que par une taxe mal établie et laissée à l'arbitraire des conseils municipaux on puisse tuer en France la chasse qui est le sport démocratique par excellence.

Qu'advierait-il par exemple, de nos sociétés de chasse qui louent des montagnes entières, si on leur imposait une taxe à l'hectare !

Craignez de donner des armes aux haines de village. Je propose la suppression de la taxe.

M. LE RAPPORTEUR.- La taxe municipale, comme la taxe d'Etat, ne sera qu'une taxe sur les "gardes chasses".

M. CHASTENET.- Il est bien entendu que la taxe ne peut s'appliquer aux chasses simplement "interdites" ?

M. LE RAPPORTEUR.- Le texte ne vise que les chasses louées ou gardées.

Le texte proposé par M. le Rapporteur pour le 21^o est adopté par 7 voix contre 4.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous avons maintenu la taxe sur les distributeurs économiques et orchestrions (22^o) enfin, sur le colportage (23^o).

Nous avons supprimé les taxes sur les maisons de plaisance et sur les locaux non mis en location, tenant compte ainsi des observations qui avaient été présentées au cours de la première délibération.

En ce qui concerne la progressivité, je vous propose d'introduire une disposition nouvelle, soumettant à l'approbation du Conseil d'Etat les délibérations des Conseils municipaux instituant des taxes progressives. Ainsi seraient

conciliés les désirs des adversaires et des partisans de la progressivité.

M. LOUIS DAUSSET.- En réalité, il n'y a que très peu de taxes qui puissent être progressives, mais pour celles là il faut laisser aux Conseils municipaux le droit d'adopter la progression, avec la garantie supplémentaire résultant de l'approbation du Conseil d'Etat.

M. FRANCOIS MARSAL.- Même avec l'amélioration sensible que M. le Rapporteur y a apporté, le texte est dangereux. Ne laissons pas les Conseils municipaux user de ce mécanisme si délicat de la progressivité qui, d'ailleurs, se conçoit mal appliqué à des taxes comme celles instituées par l'article 1er. Je demande que l'on supprime la disposition proposée par M. le Rapporteur.

Le texte proposé par M. le Rapporteur est repoussé par 8 voix contre 6 conformément à la proposition de M. François Marsal.

M. LE RAPPORTEUR donne lecture des articles suivants du projet.

L'ensemble du projet de loi est adopté.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant élévation du chiffre maximum des émissions de la Banque de l'Algérie.

M. HERVEY, rapporteur donne lecture de son rapport. Il conclut à l'adoption du projet.

M. SCHRAMMECK.- Est-ce que le Gouverneur de l'Algérie n'a pas essayé de profiter de cette autorisation pour obtenir de la Banque de l'Algérie, certains avantages,

notamment une augmentation des sommes mises à la disposition du crédit agricole ?

M. LE RAPPORTEUR.- Des pourparlers sont engagés à ce sujet entre la Banque et le Gouverneur de l'Algérie. Ce dernier m'a demandé de supprimer dans mon rapport toute allusion à ce sujet.

M. SCHRAMECK.- Il me semble qu'il vaut mieux en parler au contraire. Des engagements ont été pris par le Gouvernement à la Chambre des Députés. Il faut que nous insistions pour qu'ils soient tenus.

M. LE RAPPORTEUR donne lecture du passage de son rapport relatif à la question soulevée par M. SCHRAMECK et dont M. VIOLETTE, Gouverneur Général de l'Algérie, lui avait demandé la suppression.

Le maintien de ce texte dans le rapport est décidé par la Commission.

M. FRANCOIS MARSAL.- Nous sommes au point de vue monétaire dans une situation équivoque avec l'Algérie. Nous y avons créé une monnaie différente de la notre et pourtant nous avons supprimé le change variable par suite de l'artifice du compte courant au Trésor.

Je demande à M. le Rapporteur d'insister sur la nécessité d'établir un système monétaire plus cohérent. A mon sens, il faudrait introduire notre monnaie en Algérie. C'est la seule solution.

M. PAUL DOUMER.- Vous avez infiniment raison. C'est ce que l'on devrait faire.

M. LE RAPPORTEUR.- J'insisterai sur ce point dans mon rapport.

Les conclusions du rapport de M. HERVEY sont adoptées

M. LE PRESIDENT .- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales de l'exercice 1927).

donne lecture de son rapport
M. MARRAUD, /concluant à l'adoption.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer dans de meilleures conditions le ravitaillement en blé, en farine et ne pain.

M. BLAIGNAN, RAPPORTEUR donne lecture de son rapport
Il conclut à l'adoption.

M. BILLIET.- Je remarque que ce projet ouvre un crédit de 800.000 francs pour payer les frais de contrôle chez les meuniers. Il va donc être créé de nouveaux fonctionnaires. Ce sera sans doute son seul résultat.

M. R.G.LEVY.- Je voterai contre ce projet qui s'oppose à la libre circulation des grains.

M. PIERRE MARRAUD.- Le projet donne au Gouvernement le droit de suspendre par décret les droits de douane sur les grains. C'est une mesure extrêmement grave. Ne pourrait-on pas au moins soumettre de pareils décrets à la ratification du Parlement ?

M. SERRE.- En pareille matière, il faut que le Gouvernement puisse aller vite. J'approuve donc la mesure qui donne au Gouvernement le droit d'agir par simple décret. Ce décret doit-il être ratifié ? Je crois que c'est là une formalité illusoire et inutile.

M. BILLIET.- Les mesures proposées auront elles une efficacité quelconque ?

M. LE RAPPORTEUR.- Il est permis d'en douter, mais le projet apparaît à mes yeux comme une manifestation. Le Gouvernement a voulu donner au pays, ému par la hausse du blé et du pain, l'impression que les pouvoirs publics s'efforçaient d'enrayer cette hausse. C'est un geste de plus pour rétablir la confiance.

M. FERNAND FAURE.- Ce projet institue une réglementation de l'importation des céréales étrangères qui me paraît très dangereuse. Il faudrait demander des précisions au Gouvernement.

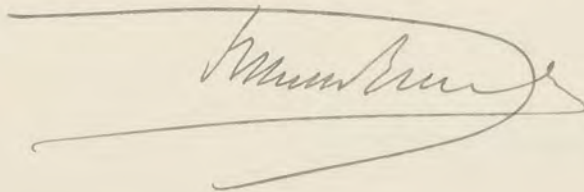
M. SERRE.- C'est en effet indispensable.

M. PAUL DOUMER.- Le projet est inutile et il va mécontenter à la fois les producteurs, les commerçants et les consommateurs.

La Commission se prononce pour le rejet du projet par 6 voix contre 2.

La Séance est levée à 12 heures 5 minutes.

Le Président
de la Commission des Finances :



COMMISSION DES FINANCES

2° Séance du Vendredi 6 août 1926.

La Séance est ouverte à 14 heures 30 , sous la
présidence de M. MILLIES LACROIX, président,

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.

CLEMENTEL. BILLIET. DAUSSET.

PHILIP. CHASTENET. PEYTRAL. DOUMER.

BLAIGNAN. SCHRAMECK. GUILLIER.

BOUCTOT. MARRAUD. R.G.LEVY. SERRE.

FERNAND FAURE. RENE RENOULT. REY-

NALD. BIENVENU MARTIN. MILAN. RAIBER

TI. HERVEY. LEBRUN. FRANCOIS MARSAL.

xxxxxxxxxxxxxxxxx

AUDITION DE M. LE PRESIDENT DU CONSEIL

La Commission entend M. RAYMOND POINCARE, Président
du Conseil Ministre des Finances sur les projets
financiers qui viennent d'être votés par la Chambre
des Députés.

.....

AUDITION DE M. RAYMOND POINCARE
PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES FINANCES

M. LE PRÉSIDENT.- Monsieur le Président du Conseil, vous avez demandé à la Commission des Finances de vous entendre. Il est de tradition, à la Commission des Finances, de ne procéder à l'audition du Gouvernement qu'après qu'elle a délibéré. Mais nous ne pouvions pas répondre à votre demande par un refus et nous avons d'ailleurs dérogé volontiers à l'usage, heureux que vous vouliez bien apporter quelques renseignements sur les deux projets de loi dont il s'agit, qui éclaireront nos débats.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Je me permettrai d'abord de vous dire que la Chambre des Députés actuelle dont nous avons d'ici une vue un peu sombre peut être a fait preuve, dans les débats qui se sont déroulés depuis quelques jours d'une sagesse extraordinaire. Non seulement, elle a voté les projets que je lui ai soumis avec une rapidité et une complaisance tout à fait inattendues, mais les débats se sont déroulés dans une atmosphère de calme et de confiance à laquelle les députés eux-mêmes déclarent qu'ils n'étaient nullement accoutumés. Même les communistes se sont assagis. Certes, ils ont continué à contredire et

.....

à attaquer, mais ils ont cessé complètement leurs injures. Tous les partis ont collaboré avec une bonne foi et un empressement dont je ne peux pas ne pas leur être reconnaissant. Les socialistes qu'on pouvait supposer devoir être un peu hostiles à ce cabinet, nous ont donné l'impression d'une collaboration véritable, à la condition, naturellement, de sauvegarder la question de principe. Mais, même à cet égard, M. Bedouce a fait hier un grand pas dans notre direction, lorsqu'il a affirmé qu'il ne fallait à aucun prix manquer aux engagements de l'Etat.

Je vous remercie, messieurs, d'avoir bien voulu déroger à vos usages en acceptant de m'entendre avant d'avoir examiné les deux projets qui vous sont soumis. Aussi, n'est-il pas mauvais que je rappelle les idées directrices de l'un et de l'autre de ces projets. Je dis que je veux vous les rappeler parce qu'en définitive, dans la discussion du projet précédent - le premier - j'ai été amené à m'expliquer par anticipation sur les deux projets d'aujourd'hui. Il y a même plus. Dans le premier projet, vous avez déjà voté un certain nombre de dispositions qui s'appliquent à celui que vous avez sous les yeux en ce moment. Nous avons en effet détaché du budget, dans le premier projet, les droits de succession, c'est à dire 2.600 millions environ, et l'impôt sur la première mutation, soit une somme de 800 millions. La caisse d'amortissement se trouve ainsi dotée, dès maintenant, d'une somme de 3.500 millions environ pour le premier exercice.

Je vous avais dit, lors de l'examen du premier projet que cette dotation ne me paraissait pas suffisant-

te et que je vous demanderais d'affecter en outre à la caisse d'amortissement que nous venons de créer les ressources provenant des tabacs. C'est l'objet principal du projet dont vous êtes saisis en même temps qu'il constitue la caisse d'amortissement telle que je vous l'ai annoncé l'autre jour.

Cette caisse d'amortissement, on m'a reproché à la Chambre, du côté socialiste notamment, de l'avoir faite un peu étroite. On aurait voulu qu'elle s'appliquât à l'ensemble de la dette flottante. Mais nous avons 46 milliards de bons de la défense, 3 milliards de bons du trésor aux mêmes échéances que celles des bons de la défense. Cela représente une somme globale de 49 milliards de dette flottante, plus mobile et plus dangereuse que le reste. Quelles que soient les ressources que nous puissions trouver pour les affecter à l'amortissement, il était certain que nous ne pouvions englober avec certitude dans une caisse d'amortissement, une somme égale ou supérieure à ces 49 milliards.

Je suis donc allé au plus pressé et j'ai pensé qu'il fallait constituer la caisse d'amortissement surtout en vue de l'amortissement ou de la conversion, facultative bien entendu, des bons de la défense et des bons du trésor assimilables aux bons de la défense. Pour les autres bons du trésor à plus longues échéances, je pourrais être amené, et je serai même certainement amené à prendre rapidement d'autres mesures de conversion facultative et de liquidation, puisque nous avons des échéances assez importantes au commencement de 1927 et qu'il nous faudra parer à ces difficultés.

D'après les renseignements que j'ai recueillis il semble que si la situation morale se maintenait pendant un certain temps, il ne serait pas impossible d'émettre un emprunt de conversion et de liquidation dans un délai assez rapproché. Je vous l'avais déjà indiqué l'autre jour. C'est une hypothèse qui est prévue dans le projet lui-même.

En ce qui concerne les bons du trésor, il y a l'amortissement et la conversion facultative. L'amortissement sera gagé par les ressources dont je viens de parler. Il se prolongera plus ou moins selon les circonstances. Mais j'envisage qu'il pourrait être utile et même nécessaire d'échanger les bons à très court terme contre des obligations d'un type différent et à plus longue échéance, offrant les mêmes garanties.

Ainsi que vous pouvez le voir, c'est la même idée qui a inspiré le projet belge qui vient d'être mis en application. Mais je ne voudrais pas qu'on supposât bien que je n'y mette aucune espèce d'amour propre que nous cherchons à plagier le système belge. Nous en sommes très loin du reste. Mais en réalité, la pensée que nous réalisons aujourd'hui, je l'avais eue et elle était née autour de moi au ministère depuis déjà longtemps.

D'ailleurs le texte belge laisse beaucoup à désirer à mes yeux, parce qu'au fond, sous la couverture d'une conversion facultative, il établit une véritable conversion obligatoire. Il contient un moyen de coercition vis à vis des porteurs qui équivaut presque à l'obligation. Aussi, le résultat a-t-il été déplorable: sur le marché belge tous les titres belges ont été

dépréciés lorsqu'on a connu le texte véritable.

Par ailleurs, la combinaison belge diffère de la nôtre sur un autre point. Elle consiste essentiellement à créer pour l'amortissement et pour la liquidation des bons une société nationale des chemins de fer avec actions privilégiées. C'est une idée que je n'aurais pas exclue pour le monopole des tabacs lui-même. C'est une idée du reste qui a été mise en pratique pour les mines de potasse d'Alsace. On comprend très bien que sans aliéner en aucune façon un monopole on puisse créer une société d'état avec actions et obligations. Mais c'est un régime extrêmement difficile et compliqué à mettre sur pied.

Je n'ai pas voulu préjuger de l'avenir en ce qui concerne le régime des tabacs. Je l'ai dit à la Chambre et je tiens à le répéter ici. Je ne veux pas alourdir mon projet d'une discussion pour ou contre les monopoles. Je laisse donc cette question tout à fait entière. J'ai du reste là-dessus, personnellement - je ne dis pas au sein du Gouvernement, car nous n'en avons même pas délibéré au conseil des ministres - une position que j'ai souvent indiquée aux Chambres, et que j'ai exposée la première fois que je suis passé au ministère des finances. Cette thèse que je n'ai jamais cessé de défendre c'est qu'il n'y a pas de question doctrinale en pareille matière: un monopole est bon ou mauvais suivant qu'il rapporte ou qu'il ne rapporte pas. C'est d'ailleurs l'opinion, je crois, de M. Doumer. Tout le reste c'est de la philosophie. Il peut y avoir des monopoles bons et mauvais. Le

monopole des tabacs n'est pas un de ceux dont on se plaint.

M. DAUSSET. C'est le meilleur.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. J'ouvre cependant une petite parenthèse. A la Chambre on m'a demandé pourquoi je ne visais pas dans ce projet le monopole des allumettes. Pour dire toute la vérité, l'administration des tabacs aimerait assez remorquer dans sa caisse l'administration des allumettes, pour cette raison très simple c'est que les deux administrations sont voisines et qu'il y a même interpénétration de l'une et de l'autre; il y a des services communs. Par conséquent, il pourrait y avoir avantage un jour où l'autre à faire rentrer les allumettes dans l'office des tabacs. Ce serait une perte pour le budget, mais, en réalité, il n'y aurait là qu'un jeu d'écritures puisque la dotation budgétaire serait diminuée d'autant.

En résumé, c'est une question que je réserve pour l'avenir et que je vous demande de ne pas trancher aujourd'hui. D'ailleurs vous n'auriez peut être pas constitutionnellement le droit de la trancher.

M. LE PRESIDENT. Ce n'est pas la peine de soulever la question.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. La Chambre ne l'admettrait certainement pas puisqu'il y aurait là une véritable initiative financière. La question reste donc ouverte.

Ne voulant pas poser la question de principe sur les monopoles, j'ai tout de même, dans la plus

large mesure possible jugé que, du moment où nous apportions les recettes des tabacs à une caisse d'amortissement, il fallait donner à l'administration des tabacs des facilités nouvelles dans le sens commercial du mot. Ceci étant, je n'ai pas voulu innover exagérément quant au type. J'ai pensé que du moment qu'il y avait déjà à côté de notre budget 16 offices à l'heure actuelle ...

M. DAUSSET. Il y en a plus que cela.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il y en a 17 avec celui-ci.

M. DOUMER. Après en avoir tué une vingtaine.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il y a là une sorte de balance comme en matière électorale où l'on va du scrutin de liste au scrutin d'arrondissement. Ici on va de l'unité budgétaire aux offices. Nous sommes dans la période des offices et nous devons prendre les choses comme elles se présentent à nous. On est en ce moment porté à créer des offices pour toutes les administrations qui peuvent revêtir un caractère commercial.

Quoi qu'il en soit, nous sommes ici dans une situation tout à fait exceptionnelle. Il n'y a pas de possibilité, pour un pays quelconque, de vivre avec une dette flottante aussi lourde que la nôtre indéfiniment.

Il est très bien de rétablir la confiance dans les circonstances présentes. Etant donné l'attitude que prend la Chambre - je ne parle pas du Sénat, il l'a toujours eue, - il est certain que nous travaillons dans une atmosphère de confiance qui favorise les résultats.

Nous diminuons, dans une proportion considérable, en ce moment les demandes de remboursement. Nous augmentons d'autre part les rentrées d'impôts d'une façon presque touchante. Je reçois à cet égard des lettres tout à fait curieuses de gens qui apportent leur argent beaucoup plus rapidement qu'on aurait pu le penser. A Paris, nous avons eu ces jours-ci des rentrées d'impôts considérables.

Mais tout cela il suffit d'un rien pour que cela cesse, d'un rien. Et alors, nous nous retrouverons en présence des difficultés financières les plus graves si nous ne parons pas à l'avenir en cherchant à convertir et à amortir notre dette flottante surtout la partie la plus mobile.

J'ai donc cherché un type d'administration qui ne s'éloigne pas de ceux que nous connaissons déjà. Je me suis inspiré, le plus largement possible, de l'office des azotes puisqu'il s'agit de productions de part et d'autre, productions qu'on peut assimiler par certains côtés.

M. le président de la commission et M. le rapporteur général avec lesquels j'ai eu le plaisir de conférer avant même de déposer mon projet devant la Chambre, ont bien voulu me faire remarquer qu'il fallait malgré tout conserver pour l'Etat et le Gouvernement - et cette idée est parfaitement juste - un droit de contrôle et qu'il fallait aussi donner des comptes-rendus réguliers aux commissions financières. Dans cette vue, j'ai inséré dans le texte un article que la Chambre a voté sans grande difficulté et qui répond à la pensée dont votre président et votre rapporteur général avaient bien voulu me faire part.

Nous ne faisons donc, d'une manière générale, rien de nouveau. On me reproche de certains côtés de n'être pas allé assez loin dans le sens de la commercialisation, mais je répète que la Chambre fera ce qu'elle voudra dans l'avenir, car nous n'avons nullement l'intention de garantir par la constitution autre chose que l'autonomie, c'est à dire le principe d'autonomie de la caisse d'amortissement, et d'autre part le montant des recettes. De la sorte, ainsi que je l'ai dit à la tribune de la Chambre, le Parlement restera maître d'apporter les remaniements qui lui paraîtront indispensables. Par conséquent, si les droits sur les successions paraissent devoir être modifiés, au moment de la discussion du budget les Chambres feront ce qu'elles voudront.

En ce qui concerne l'organisation elle-même, j'ai naturellement tenu compte de ce que la caisse était à la fois un organe financier et un organe industriel. J'ai dû par conséquent faire en sorte que le conseil d'administration soit composé à la fois d'éléments financiers et d'éléments techniques.

Le texte que j'avais présenté à la Chambre a été sur certains points en séance légèrement amendé. Il l'a été dans un sens que je n'aurais pas préféré, mais en fait, rien de fâcheux ou de grave n'a été introduit; J'ai dû accepter certains amendements dont je n'aurais pas pris l'initiative, mais qui paraissaient répondre aux vues de l'immense majorité de la Chambre. Ils ne modifient d'ailleurs en rien l'organisation générale de la caisse.

Ce qui est certain c'est que pour pouvoir

placer les obligations à longue échéance que la caisse émettra pour convertir les bons de la défense, il est indispensable qu'elle jouisse d'une certaine autonomie. Peut être n'irais-je pas tout à fait aussi loin que l'honorable M. Milan est allé dans une proclamation qui m'a été communiquée. Il a distingué le crédit de la caisse et le crédit de l'Etat. Je ne vais pas jusque là en ce sens que c'est le crédit de l'Etat qui est en cause dans l'acceptation la plus large du mot. L'Etat domine la caisse et le budget. C'est plutôt l'expression "crédit de l'Etat" qui aurait besoin d'être corrigée. En réalité, ce n'est pas le crédit du budget et, disons-le modestement, ce n'est pas non plus le crédit d'un gouvernement qui n'est que passager, qui est en cause: c'est le crédit de la France engagé par la constitution elle-même.

Voilà ce que nous avons voulu. D'après tous les renseignements que j'ai recueillis, les titres qui seront ainsi offerts au public, s'ils sont convenablement adaptés - et sur ce point M. le rapporteur général a l'intention de me proposer une modification que j'accepterai - se placeront assez facilement et nous permettront de nous débarrasser d'un assez grand nombre de bons de la défense nationale.

Voilà l'organisation générale de la caisse que je voulais vous exposer. Je suis aux ordres de la commission pour répondre aux diverses questions que vous pouvez avoir l'intention de m'adresser.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Si le Gouvernement entreprend l'amortissement, ce n'est pas nous qui y contredirons, puisque déjà le principe en avait été posé dans la loi de finances du 29 avril 1926; il est bien entendu qu'il n'entend pas se désintéresser de l'amortissement de l'emprunt à la circulation, c'est-à-dire du remboursement des avances à la Banque de France. Vous avez, à cet égard, manifesté vos intentions puisque vous avez fait voter les ressources nécessaires pour couvrir 1 milliard sur les 2 milliards de la convention du 14 avril 1926. Je voudrais, - c'est mon opinion personnelle, - que le gouvernement fît effort pour exécuter, si nous en avons les possibilités budgétaires, d'une manière complète la convention du 14 avril 1926. Tout ce que nous ferons, en effet, pour réduire la circulation monétaire et les avances à l'Etat viendra en atténuation du mal dont nous souffrons dans ce qu'il a de plus aigu.

Nous sommes bien d'accord.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - L'autre jour, à la commission des finances de la chambre, on avait proposé un amendement sur le remboursement des avances; j'ai déclaré que sur ce point j'étais d'accord avec la commission des finances

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - J'arrive au premier projet : le gouvernement ne voit-il pas un inconvénient à ce que le conseil d'administration de la Caisse autonome comprenne des représentants des débiteurs et des planteurs, c'est-à-dire des catégories de gens qui risquent d'avoir des préoccupations particularistes et de paralyser ainsi le fonctionnement de la caisse? Je comprendrais qu'ils fissent partie du comité consultatif, mais non pas du conseil d'administration. N'y a-t-il pas inconvénient, d'autre part, à ce que le comité consultatif puisse adresser des vœux au comité technique ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Ces dispositions ne sont pas d'initiative gouvernementale, ainsi que vous le verrez par la comparaison des textes votés avec les textes proposés. Mais je me suis trouvé en face d'une coalition et je pourrais même dire que peut-être des députés ont été mis en mouvement par certains sénateurs; il y a une coalition véritable des planteurs et des débitants; j'ai fait remarquer à la commission des finances de la chambre qu'ainsi ce serait la clientèle de la caisse qui serait amenée à gérer cette dernière, mais je ne puis dissimuler au Sénat que sur ce point, vraisemblablement la chambre maintiendra son vote.

Puisque vous en êtes à cet article, voulez-vous me permettre de dire qu'on a mis "deux députés et deux sénateurs" au lieu de "4 membres du parlement." je crois que si vous renvoyez le projet à la chambre il serait préférable de mettre "deux députés et deux sénateurs élus par les chambres," parce que la situation du gouvernement va être impossible: le président et le vice-président sont élus par les chambres; il conviendrait qu'il en fût de même pour les autres membres du parlement/

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - A l'article 5, après avoir fixé le montant maximum des bons gérés par la caisse autonome à 49 milliards de francs, on indique "que la circulation temporairement, pourra dépasser ce maximum dans la limite de 6%". Je crains que ce maximum, - et je l'ai dit au directeur général du mouvement des fonds, - soit insuffisant, si vous le laissez à 6 %; il serait prudent d'aller jusqu'à 10, si M. le Directeur général n'y voit pas d'inconvénient.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Vous l'avez dit aussi à moi-même l'autre jour; je crois qu'il est inutile d'avoir sur ce point une controverse avec la chambre car il y aurait tout

de même quelque chose de singulier à donner au ministre une marge plus large que celle qu'il a lui-même sollicitée

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Les experts avaient prévu une dotation initiale de 4 milliards, prélevée sur les crédits extérieurs; ils avaient insisté sur ce fait qu'il fallait donner pleine sécurité aux porteurs de bons. Il faut bien reconnaître que la dotation initiale de la caisse a été des plus faibles. Le produit des contributions volontaires, - je n'ose pas en parler; le chiffre atteint, je crois 200 millions

M. MILAN. - Mettez 100 millions, à peine !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Quant aux autres ressources, c'est-à-dire les impôts, - elles ne rentreront que peu à peu, nécessairement. Il ne vous échappe pas que dans le mécanisme de la caisse lui-même il faudra équilibrer, tout d'abord les recettes provenant du produit des tabacs et les dépenses consistant dans les intérêts à servir sur la dette flottante dont vous avez confié la gestion à la caisse. Ce n'est que peu à peu qu'elle aura des ressources plus grandes, au fur et à mesure qu'elle aura procédé à des remboursements. Par conséquent les débuts seront pénibles. Vous allez alors demander qu'elle puisse faire appel à des avances de la Banque de France dans la limite de sa marge commerciale - cela ne peut pas consister une émission supplémentaire, - et aux établissements de crédit, enfin aux titres gagés dont nous parlerons tout à l'heure....

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Permettez moi de répéter qu'il serait tout de même paradoxal que créée pour amortir les bons de la Défense elle en créât en surnombre. Ce serait illogique.

M. PAUL DOUMER. - Ce dont les gouvernements se plaignaient jusqu'à présent c'est que l'amortissement se fît

automatiquement, quel que fût le:plafond et qu'on remboursât beaucoup plus qu'on n'eût désiré. C'est ainsi qu'on a remboursé 1 milliard et demi en un mois. Or, maintenant vous cherchez à attirer ces bons, puisque vous avez élevé le taux de l'intérêt, et je pense qu'il vous en arrivera, et s'il en est ainsi vous n'allez pas les refuser. Voilà pourquoi je pense qu'il est plus facile de ne pas créer un titre qui ne se placerait pas facilement au début. M. le Rapporteur général a tout de même raison en voulant vous donner une marge plus grande.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je crains, je le répète, que la Chambre ne fasse l'objection que j'ai signalée tout à l'heure à savoir que, ne l'ayant pas demandée, je n'en ai pas besoin.

J'en ai besoin, mais dans la limite de 6 %.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Il importe que la caisse ne soit pas arrêtée à ses débuts, car ce serait très fâcheux si elle apparaissait gênée, au point de vue des résultats attendus. Sans doute, je ne suis peut-être pas tout à fait dans mon rôle, en la circonstance, en demandant quelque chose que vous n'avez pas sollicité, mais tout de même puisqu'on admet qu'un dépassement temporaire est nécessaire, que ce dépassement soit de 6 ou de 10 %, je pense qu'il n'y a pas à cela grand inconvénient.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je ne poserai pas la question de confiance sur ce point, mais je crains que la décision de la chambre ne soit pas conforme à celle du Sénat; en tout cas, il ne faut pas que ce soit moi qui le demande.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - J'arrive à une observation au devant de laquelle vous êtes allé tout à l'heure et qui me paraît particulièrement grave. L'article 6 énumère les ressources de la caisse autonome, et il est dit ensuite au dernier

alinéa: "Les titres émis en vertu des dispositions du paragraphe précédent pourront être affectés aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871. Ils seront assimilés aux valeurs de l'Etat Français pour les emplois prévus à l'article 9 de la loi du 9 avril 1881 et aux articles, 1, 6 et 10 de la loi du 29 juillet 1895. Ils pourront bénéficier des mêmes exonérations fiscales que les Bons de la Défense nationale."

Qu'est-ce que c'est que les textes de loi que j'ai cités? Ce sont des textes qui régissent les emplois, - soit ceux assimilables aux emplois en immeubles, soit les cautionnements, soit les emplois de la caisse nationale d'Epargne, soit encore des emplois de la caisse d'épargne ordinaire, soit enfin l'utilisation du fonds de garantie des caisses d'Epargne qui est à la Caisse des Dépôts et consignations. Voilà donc des titres qui vont être pleinement assimilés à toutes les valeurs d'Etat, à l'rente. Or, quand il s'est agi du taux d'intérêt des bons vous avez bien voulu admettre, Monsieur le Président du Conseil, sur une observation de M. le Président et de moi-même, que l'intervention du ministre des finances serait nécessaire. Je crois que c'est par suite d'un oubli qu'on n'a pas prévu cette intervention dans le projet. Que pourrait-il se produire? Je suppose qu'à un moment donné, cette caisse veuille émettre des titres qui feraient concurrence aux valeurs d'Etat. Vous ne seriez pas maître du marché courant; il y aurait des inconvénients, par exemple, en ce qui concerne les obligations sexennales, les bons, etc. Qu'est-ce que je demande donc? C'est, que de même que vous avez fait intervenir un décret sur la proposition du ministre des finances pour fixer le taux d'intérêt des bons, vous fassiez intervenir, de même, ici un décret...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je vous réponds tout de suite que la Chambre, je le crois, résistera sur ce point.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - A l'article 12, vous dites: "La limite des bons ordinaires du Trésor dont l'émission est nécessaire pour assurer les fonds de roulement nor-

maux de la Trésorerie est fixée à 5 milliards de francs"

Jusqu'ici la limite des bons ordinaires du Trésor⁷ est réglée par deux lois : celle du 13 juin 1925 et celle du 31 juillet dernier; lesquelles combinées vous donnaient droit au 30 avril 1926 à 4929 millions de francs.

A l'heure actuelle, comme il y a eu des remboursements de bons vous disposez de 10 milliards. Ne croyez vous pas que ce n'est pas beaucoup descendre votre faculté d'émission et vous ne trouverez pas mauvais si je dis que dans la période de confiance dans laquelle nous entrons il ne faudrait pas réduire trop fortement cette limite d'émission des valeurs du Trésor. A mon sens, et je l'ai dit/ à M. le Directeur général des Fonds et à la Commission des finances, il eût été prudent d'abaisser seulement de 10 milliards à 7 milliards la faculté d'émission.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Nous sommes très loin des 5 milliards à l'heure présente; cette marge n'a jamais été atteinte, et je crois que cela suffit largement; il ne me semble pas utile, au moment où l'on parle d'amortissement d'ouvrir toutes les sources d'emprunt.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Je ne les ouvre pas !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il ne faut pas les élargir.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Si vous estimez que cela n'a pas d'importance...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Nous n'en avons pas besoin en ce moment-ci.

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES FONDS. - Nous demandons l'autorisation d'émettre des bons ordinaires du Trésor parce que cela nous permettra de faire face aux pointes de fin de mois, qui seront tout de même diminuées de moitié, en

ce sens qu'actuellement la répercussion des fins de mois se fait sentir à la fois sur les bons de la défense nationale et sur ceux du Trésor. De plus, pendant les premiers mois de l'année, nous devons faire des avances aux départements et aux communes en attendant que soient mis à leur disposition les produits des impôts recouvrés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Nous avons causé ici bien souvent de la situation de la Trésorerie; nous tirons, - permettez moi cette expression, trop souvent le diable par la queue depuis de nombreux mois, et c'est la cause des difficultés que nous avons rencontrées. Vous faites bien de préciser la question en parlant de ces "pointes" de caisse qui résultent de diverses causes, mais surtout comme vous l'indiquez, de certains besoins commerciaux de l'Etat et des avances que vous faites - en attendant la rentrée des impôts directs, qui ne rentrent jamais que dans le second semestre, pour assurer leurs centimes, - aux collectivités départementales et communales. Nous avons toujours dit ici, et nous avons toujours rencontré l'adhésion du ministre des finances et la vôtre, qu'il serait nécessaire que le Trésor eût toujours devant lui 3 milliards au lendemain de ses échéances, afin de ne pas connaître les périodes de gêne que nous avons eues, et les experts dans leur rapport ont dit quelque chose de semblable. Ils ont déclaré que la Trésorerie manquait d'élasticité.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Les experts ont précisément demandé 5 milliards; c'est leur chiffre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Je n'entre pas dans la discussion sur le chiffre. Je crois seulement qu'il ne faudrait pas renoncer à une trop grosse part de la faculté d'émission parce que je redoute, sans cela, des difficultés de trésorerie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je suis bien obligé de prévoir les difficultés et je redoute un conflit entre les deux chambres. A l'heure actuelle, j'ai besoin d'obtenir un vote le plus rapidement possible. C'est une question délicate. La Chambre dira: "comment! vous faites une caisse d'amortissement et vous voulez emprunter davantage!" L'objection a été faite avec insistance par les socialistes. Elle sera renouvelée, nous aurons un débat prolongé. or, ce n'est pas une question capitale. Aussi bien, si j'étais gêné je pourrais revenir devant les chambres. Remarquez que cet article bien qu'il figure dans ce projet n'a pas trait à la caisse d'amortissement. Je ne crois pas, par conséquent, étant donné qu'il s'agit de quelque chose que je n'ai pas demandé, qu'il soit prudent de transmettre à la chambre la disposition que vous proposez parce que vous risquez encore de faire ajouter cette objection par l'autre chambre: "pourquoi le Sénat offre-t-il ce que vous ne demandez pas?"

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Je n'insiste pas, étant donné que votre opinion est faite, mais souvent nous avons entendu des ministres des finances affirmer que tout allait bien au point de vue de la Trésorerie, alors que nous voyions très bien qu'elle manquait d'élasticité.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il faut tout de même faire attention à l'effet politique; Nous venons de demander au pays un effort énorme au point de vue fiscal. Si, au lendemain du vote des impôts que nous venons d'obtenir du parlement nous déclarons que notre trésorerie est dans une situation telle que nous sommes obligés de relever la limite d'émission demandée par le ministre des finances on ne comprendra plus.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Les gens savent lire; ils verront bien comment la question se présente dans ce projet

qui concerne la constitution de la caisse d'amortissement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL -Me permettez-vous d'ouvrir une parenthèse. Le président de la Chambre me fait demander à quelle heure il doit renvoyer la séance de demain. Quelles sont les convenances du Sénat?

M. LE PRESIDENT. - J'espère que la commission des finances pourra terminer sa délibération ce soir sur les deux projets qui lui sont soumis. Peut-être consentira-t-elle à demander au Sénat de tenir séance demain matin pour délibérer sur l'un des projets. Je sais que M. le rapporteur général est prêt en ce qui concerne son rapport, sauf quelques petites modifications qui pourront être apportées.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - La chambre peut-elle se réunir à 17 heures? ou à 15 heures?...

M. MILAN. - A 17 heures

M. LE RAPPORTEUR GENERAL; - A 15 heures

M. MILAN. - Alors elle ~~s'~~attendra .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je crois qu'il vaut mieux que le Sénat fasse attendre la Chambre et ^{se} y aie répondre ^{de} convoquer pour 15 heures .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - J'en reviens aux modifications à apporter au projet. Je me résume. Elles tiennent d'abord à la composition du comité technique, et, du reste, M. le Président de la commission des finances ^{de la chambre} / a témoigné le désir de voir introduite une petite modification de forme en ce qui concerne les représentants des organisations ouvrières et coopératives ; la seconde modification vise les 6 %, la 3^e l'intervention du ministre des finances au sujet des titres. ~~Re~~ la proposition que ~~vous faisiez~~ je voulais faire de porter de 10 à 7 milliards au lieu de 5 la faculté d'émis-

sion des bons ordinaires du Trésor, mais je n'y insiste pas, puisque vous y voyez des inconvénients.

M. LOUIS DAUSSET. - Nous étions complètement d'accord avec M. le Rapporteur Général au sujet de la limite d'émission des bons du Trésor. Du moment que vous préférez ne pas revenir devant la chambre sur ce point, je n'insiste pas non plus, mais pour ma part j'aurais laissé la limite des bons du trésor dans les dispositions des deux lois dont M. Chéron a parlé tout à l'heure. Enfin ce qui est fait est fait, et je passe à un autre ordre d'idées.

Je voudrais, Monsieur le Président du conseil que vous nous expli_ quiez, avec votre clarté lumineuse habituelle quelles seront les attributions du parlement vis-à-vis de la caisse. Vous avez dit tout à l'heure : autonomie de la caisse, stabilité des recettes; mais dans ce cadre très large que feront et le Parlement et le gouvernement ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Le parlement pourra prendre l'initiative de lois nouvelles/ modifiant l'office. Il va sans dire que l'Office étant constitué il fonctionnera tel quel jusqu'à ce qu'intervienne une loi nouvelle. La loi constitutionnelle ne vise que l'autonomie de la caisse d'amortissement, la gestion des bons et l'amortissement de la dette publique. Quant à l'office des tabacs, il peut être modifié par une loi à l'intérieur de la Caisse.

M. LOUIS DAUSSET. Dans la limite de l'immobilisation des recettes.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Voici un texte que j'ai préparé, et que je vous donne à titre officieux, parce que vous aurez à délibérer et que nous ne pouvons pas le faire ici. Je répète que je demanderai de constitutionnaliser l'autonomie.

M. BIENVENU-MARTIN. - Il faudra tout de même que

-31-nous connaissions ce texte à l'avance.

ce.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Le titre a été modifié légèrement par la Chambre. Je prends le titre définitivement adopté, - sauf approbation du Sénat :

"L'autonomie de la caisse de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique est garantie par la Constitution.

"Sont obligatoirement affectés à cette caisse jusqu'à l'amortissement complet des bons des bons de la — défense nationale et des titres créés par la caisse :

1° les titres gagés....

2° le produit en espèces ou en bons de la Défense nationale de la taxe complémentaire et exceptionnelle sur la première mutation, de la taxe successorale et des contributions volontaires;

3° en cas d'insuffisance, une annuité inscrite au budget....."

c'est-à-dire que le budget, obligatoirement maintient la totalité des ressources, mais il peut les ouvrir comme il l'entend.

M. LOUIS DAUSSET. - Je vous remercie. Le montant minimum est garanti.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Oui! mais l'aménagement intérieur est complètement possible ; la dotation budgétaire sera augmentée si on le juge utile.

M. LOUIS DAUSSET. - Le prix des tabacs sera-t-il fixé par le parlement ou par la caisse ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - C'est dans le texte; il est fixé par décret.

M. LOUIS DAUSSET. - Par conséquent le droit d'interpellation du parlement au sujet du décret reste entier. Nous sommes d'accord.

M. PAUL DOUMER. - Jusqu'à présent, c'était la loi qui fixait ce prix; dorénavant ce sera un décret .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Sous réserve des droits du parlement, c'est-à-dire d'interpellation au gouvernement.

M. LOUIS DAUSSET. - En ce qui concerne la dotation de la caisse, elle me paraît insuffisante au départ et je vais vous donner tout de suite cet exemple que, bien entendu, je ne porterai pas à la tribune : supposons un cas de panique - qui sera plus difficile avec une caisse constitutionnelle - et c'est déjà une garantie, mais supposons tout de même une panique; nous avons, avec les tabacs, de quoi payer l'intérêt des bons, mais qu'il se produise une demande massive de remboursements, la caisse empruntera, parce que, qui dit caisse constitutionnelle de gestion des bons, dit remboursement obligatoire; vous enlevez de l'esprit des porteurs de bons à ja - mais l'idée d'une consolidation forcée.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Oui !

M. LOUIS DAUSSET. - C'est l'objet même de la caisse; nous sommes d'accord, et c'est là l'effet bienfaisant qu'elle produira dans le public. Mais puisque les porteurs sont à l'abri de toute consolidation forcée, par là même il faut les rembourser. Supposons, je le répète, une demande massive, étant donné l'insuffisance de la dotation primitive et du fonds de roulement, que fera la caisse? Elle empruntera. Pas aux banques, mais à la Banque de France.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Pourquoi "pas aux banques"? Il faut prévoir qu'elle empruntera aux banques et les banques aux particuliers.

M. PAUL DOUMER. - M. Louis Dausset parle en cas de panique.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Cela dépend de la nature de la panique. Si elle porte sur un déficit budgétaire

il n'y a pas de panique pour la caisse qui étant autonome et disposant de ressources particulières peut engager ces ressources.

Dans le système socialiste, que je trouve, d'ailleurs inapplicable, on tirait immédiatement 25 milliards de titres. Je n'y crois pas, mais enfin tout de même, entre ce chiffre excessif et la possibilité de faire face à une panique il y a une large marge.

M. LOUIS DAUSSET. - Alors ne parlons pas de panique et disons seulement qu'il peut se produire un resserrement de crédits nécessitant pour les porteurs de bons de se faire des disponibilités, en dehors d'emprunts à taux élevés, c'est-à-dire pouvant atteindre 12, 15 % et peut-être plus. La caisse peut se trouver à court. Elle ~~ne~~ emprunte; tout d'abord elle émet des bons, mais comme nous ne sommes pas sûrs que ces bons pourront être pris immédiatement, elle ~~emprunte~~. Emprunte-t-elle à la Banque ? Et voilà alors ma question : Y a-t-il limitation du plafond commercial. Il y avait à cet égard un amendement Margaine. L'avez-vous accepté ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il est incorporé.

M. PAUL DOUMER. - Dans l'autre projet !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - A la vérité il n'y a pas d'amendement Margaine. Il a simplement pris acte dans sa ~~déclaration~~ ~~réaction~~ rédaction d'une déclaration spontanée que j'ai faite à la commission. On l'appelle l'amendement Margaine parce que j'espérais que M. Margaine retirerait son contre-projet - qui a eu 13 voix - sur la satisfaction d'amour-propre que je lui donnais, mais il n'a fait que prendre acte. Cela s'est passé ainsi. J'avais fait une déclaration très nette, dans le sens que vous demandez, aussi précise que possible, qui amènera M. Margaine à dire : "vous n'êtes pas éternel," - à quoi

j'acquiesçais naturellement, - il faut donc couvrir le déficit.

M. LOUIS DAUSSET. - Il y aurait la limitation fixée par les chambres au plafond de la Banque, et vous voyez que la caisse pourrait ainsi se trouver à court. Aussi aurais-je voulu que vous pussiez prévoir la facilité pour le parlement d'augmenter, comme par une sorte de caisse à tiroir, les ressources de la Caisse.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Le parlement conserve tous ses droits et il est parfaitement inutile d'insérer dans un texte de confiance des clauses de défiance.

M. LOUIS DAUSSET. - Aussi ai-je commencé par dire que je ne porterais pas ces observations à la tribune, mais il me suffit, en commission, que vous veuillez bien nous dire le fond de votre pensée pour que nous soyons rassurés.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Vous avez le texte de l'article 6, § 2 : " Toutes ressources supplémentaires que les Chambres affecteraient ultérieurement à la dotation de la Caisse "

J'ai employé à dessein la formule la plus indécise.

M. LOUIS DAUSSET. - Autre question : Le parlement a donc toute liberté pour augmenter la dotation de la caisse; mais au-dessus du montant constitutionnel....

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il n'y a pas de maximum.

M. LOUIS DAUSSET. - Les ressources adoptées unanimement par le ~~conseil~~^{/me} gouvernement ont-elles un caractère constitutionnel?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Pas du tout ! elles sont spécifiquement déterminées; la dotation est une différence,

simplement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans votre texte constitutionnel, vous déclarez que si les ressources sont insuffisantes, il est ajouté une annuité inscrite au budget.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Il n'y a de constitutionnel que le service, et les Chambres restent maîtresses de porter ou non secours, suivant la gravité des cas.

M. LOUIS DAUSSET.- Au point de vue de l'amortissement vous avez dit : "en bons ou en espèces". Or, l'article du projet que nous avons voté, relatif au paiement de la taxe successorale, porte que cette taxe pourra être payée en rentes. Je pense donc et j'espère que la caisse pourra amortir des rentes.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Il y a un texte, que vous n'avez pas sous les yeux, qui donne satisfaction à votre pensée.

M. LOUIS DAUSSET.- Dans l'article que vous nous avez indiqué il y a "en bons et en espèces".

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT GENERAL DES FONDS.- Parce que l'amortissement qui sera effectué se fera automatiquement; il n'y a pas besoin de caisse pour cela.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Voilà ce que dit l'article 7 :

"Les titres de rente et valeurs du Trésor remis en paiement de la taxe complémentaire et exceptionnelle sur la première mutation, des droits de mutation par décès et de la taxe successorale seront annulés".

La critique de forme qu'on pourrait faire à ce texte c'est qu'on indique bien que ces titres une fois entrés dans la caisse seront annulés, mais l'on n'indique pas comment

A l'article 6 où l'on indique les ressources de la caisse il n'est pas question de la rente. C'est la Chambre, qui, à l'article 7 a introduit les titres de rente. Peut-être y aurait-il lieu d'ajouter un mot pour harmoniser les deux articles?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Cela soulève toute la question des intérêts des rentes.

M. LOUIS DAUSSET. - D'un côté vous limitez le droit de la caisse en bons ~~est~~ en espèces et de l'autre dans un article voisin vous parlez d'annulation de titres de rente.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - La caisse comprend d'autres ressources que les bons et espèces, mais j'ai prévu ce qui serait destiné à l'amortissement des bons de la défense nationale; et dans la loi sur les successions il est prévu la possibilité d'acquitter les droits en bons...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - C'est une question de forme. Un esprit aussi juridique que le vôtre saisit cela tout de suite. Vous avez fait votre texte en affectant à la caisse pour ses ressources les taxes votées l'autre jour avec affectation spéciale, qui sont présentées dans ce texte, "en bons ou espèces". La Chambre intervient et dit après que vous avez fait voter votre article 6, par un article 7 nouveau, que la partie de la taxe payée en rente sera annulée. Ainsi, on ne voit pas entrer ces titres dont on dit tout à coup qu'ils seront annulés et qu'on a laissés à la porte.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je crains en insistant que vous fassiez renaître un amendement que j'ai écarté à la Chambre et qui dispose que "les titres seront estampillés et ne seront pas annulés; ils continueront à porter intérêt aux

-37-

rentiers" C'est un très gros débat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Il y a un moyen de l'éviter; nous ne tenons pas à l'article 7

M. PAUL DOUMER. - Le défaut de votre texte vient de ce que la caisse avait été faite tout d'abord seulement pour les bons de la défense nationale, et l'on a introduit ensuite des dispositions visant un objet plus particulier, que vous avez généralisées.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Ma pensée était bien de me limiter à une caisse de bons de la défense nationale; mais à la commission des finances M. Landry a pris l'initiative de toutes ces adjonctions que je considère, à vrai dire, comme superflues, car, en définitive, cela pourrait aussi bien se produire par voie budgétaire. On a mis un article sans prévoir ce qui aurait dû être indiqué : c'est-à-dire l'entrée des titres dans la Caisse. Si vous réparez cette erreur ayez soin de faire en sorte...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Oh! monsieur le Président du conseil, nous ferons entrer ces titres par la porte de l'article 6, parce qu'on ne comprendrait pas qu'ils viennent là....

M. SERRE. - Ils y sont parce que les droits de mutation sont affectés à la caisse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - D'après la loi, à la demande du gouvernement, vous avez fait des affectations spéciales et vous avez dit que les droits pourraient être payés au Trésor sous forme d'espèces, de bons ou de rentes sur l'Etat, puis intervient soudain un nouveau texte de la Chambre qui annule les titres de rente.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il n'y a qu'une caisse nécessaire; par conséquent il n'est pas indispensable que les titres entrent en caisse; ils seront annulés.

M. MI LAN. - Au point de vue comptabilité ils peuvent entrer dans la caisse.

M. LE PRESIDENT. - Comment annulera-t-on ceux qui ne sont pas rentrés ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Ils seront annulés sur le budget, par décret, ainsi que le dit l'article 11 :

" Le gouvernement est autorisé à procéder, par décrets, sur le budget général et les budgets annexes de l'exercice 1926, aux réductions de recettes et annulations de crédits rendues nécessaires par le transfert à la caisse autonome, de la gestion et de l'amortissement des Bons de la Défense nationale et des Bons du Trésor et de l'exploitation industrielle des Tabacs."

M. LE PRESIDENT. - Nous en délibérerons.

M. LOUIS DAUSSET .- Le statut du personnel des manufactures de tabacs et des débitants de tabacs n'est pas touché ?

Vous disiez tout à l'heure que vous redoutiez un peu la clientèle de la caisse que seront les représentants des débitants et des planteurs . Pour ma part, je redoute beaucoup plus le Comité technique où il n'y aura aucun parlementaire pour contrôler certaines décisions .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Les deux Comités constituent le Conseil d'administration .

M. LOUIS DAUSSET .- Dans le Comité technique, les techniciens ou les pseudo-techniciens sont les maîtres .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a un conseil d'administration qui comprend à la fois le Comité financier et le Comité technique. Tous deux sont nécessairement présidés par un sénateur.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Le parlementaire sénateur préside le conseil d'administration .

M. LOUIS DAUSSET .- Mais le comité technique nomme son président qui est absolument maître .

M. LOUIS SERRE .- Messieurs, je suis très heureux d'avoir entendu M^r le Président du Conseil dire qu'il n'y aura rien de changé dans les contrats avec les débitants . J'espère qu'il en sera de même pour les contrats avec les planteurs .

J'ai une deuxième observation à formuler . Vous allez, monsieur le Président du Conseil, créer des obligations qui seront gagées sur les produits des tabacs . Ces obligations pourront-elles être remises à d'autres personnes qu'à celles qui voudront consolider leurs bons ? Le monopole des tabacs va-t-il servir à la fois

à un emprunt/au gouvernement...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Non! Il devra servir au fonctionnement de la caisse, laquelle est autonome .

M. LOUIS SERRE .- J'avais pensé que ces obligations étaient destinées uniquement à consolider des bons, c'est-à-dire que l'on ne pouvait recevoir d'obligations gagées sur le monopole des tabacs qu'autant qu'on les achetait avec des bons . Je vous demande si l'on peut acheter des obligations sans les payer avec des bons.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- La Caisse ne peut pas faire autre chose que de gérer les bons , c'est-à-dire d'en servir l'intérêt et de les amortir .

M. LOUIS SERRE .- Elle achètera des bons ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Naturellement .

M. LOUIS SERRE .- La Caisse sera donc à la fois un agent de consolidation et un agent d'achat de bons .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- C'est la même chose .

M. LOUIS SERRE .-J'avais cru que la Caisse n'avait comme but que la consolidation des bons et que ceux-ci étaient achetées avec d'autres ressources que celles provenant du monopole des tabacs. Je pensais que les obligations gagées sur le monopole des tabacs ne devaient servir qu'à consolider des bons et que le rachat de ces derniers devait s'effectuer au moyen du produit de la taxe sur les successions et de la taxe de première mutation .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Le résultat est absolument le même . Il faut bien que la Caisse se ménage des ressources pour

pourvoir aux échéances des bons . Cela revient donc toujours au même : les ressources sont toujours affectées au remboursement des bons . La Caisse ne fait pas autre chose .

M. PAUL DOUMER .- Monsieur le président du conseil, je voudrais tout d'abord formuler une réserve, ensuite vous poser une ou deux questions .

Les explications que vous venez de nous donner ont calmé les appréhensions de quelques-uns d'entre nous que la création de cette Caisse a inquiétés . En ce qui me concerne, je ne vois pas très bien l'utilité de cet organisme . N'allez-vous pas désorganiser quelque peu l'administration des finances en détachant certains de ses services pour les mettre ailleurs, à un compte particulier qui sera ouvert ? Je me demande ce que cet organisme va vous donner de plus . Il est créé essentiellement pour deux objets : la gestion des bons de la défense nationale et, en réalité, leur disparition . Cette disparition des bons de la défense nationale se poursuit depuis déjà assez longtemps . Nous en avions 65 milliards en 1922 ; il n'y en a plus que 45 milliards . Par conséquent 20 milliards de bons ont déjà été amortis . Cet amortissement est dû à deux causes principales : tout d'abord, des bons ont été acceptés en paiement au moment de l'émission d'emprunts d'Etat ; en second lieu, un certain nombre de bons n'ont pas été renouvelés par suite d'un manque de confiance du public . Vous essaieriez donc, je pense, Monsieur le Président du Conseil, d'arriver très rapidement à la suppression de ces bons dont l'existence ne doit plus être que tout à fait éphémère .

Actuellement, l'organisme de gestion des bons est au Ministère des finances . Je ne sais pas ce qu'il y aura de changé avec le nouveau projet au point de vue du paiement des intérêts ou du remboursement des bons . Lorsque ces opérations seront effectuées par une Caisse particulière, on n'ira ni plus ni moins vite qu'auparavant .

Jusqu'à présent, le service des bons fonctionnait au ~~xxx~~ Ministère des finances avec un personnel restreint . Vous allez l'obliger à déménager . Cependant, la gestion industrielle du monopole se fera dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui . Cette gestion est d'ailleurs excellente. Quant à la gestion commerciale, je conviens qu'elle peut être améliorée .

Qu'attendez-vous donc de plus de cette Caisse ? Est-ce l'idée de pouvoir emprunter ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est de pouvoir convertir .

M. PAUL DOUMER .-Je ne parle pas de la Caisse d'amortissement: elle est constituée . La nouveauté dans le projet actuel réside dans la création de la Caisse de gestion des bons de la défense nationale et de la Caisse de gestion des monopoles des tabacs . En réalité, nous assistons à la constitution d'un de ces organismes qui, trop de fois, ont été inventés par les banquiers . Le Comité des experts comptait, en effet, 9 banquiers sur 13 personnes; les autres ont suivi .

Ce projet n'a donc d'autre intérêt que celui de permettre l'émission d'obligations. Mais croyez-vous que cette Caisse va avoir un crédit différent de celui de l'Etat ? Nous avons cette illusion lorsque nous avons créé le Crédit National . Or, cet organisme est le premier qui a faibli . Son crédit n'a jamais été supérieur à celui de l'Etat .

Telle est, monsieur le Président du Conseil, la réserve que je formule. Je ne demande pas qu'une discussion s'institue sur ce sujet et je ne porterai pas la question à la tribune du Sénat. Au moment où vous tenez le gouvernail et où, malgré la saute de vent dont nous nous réjouissons, ce gouvernail est encore difficile à manier, ~~xxx xx xxxxxx~~ je ne veux pas vous gêner dans l'accomplissement de votre tâche. Je vous indique les réserves que je crois devoir faire, en ajoutant que je suis moins inquiet parce que c'est

vous qui êtes à la barre . Je suis persuadé, en effet, que vous ne chercherez pas, par esprit théorique ou de mystique, à désorganiser votre Ministère des finances qui, après les moments difficiles de l'après-guerre, est en train de se consolider .

Je suis certain, monsieur le Président du Conseil, que vous vous efforcerez d'obtenir la disparition rapide des bons de la défense nationale . Les observations qui ont été formulées tendent à améliorer le plus tôt possible le fonctionnement de cet instrument provisoire .

Il y a peut-être quelques raisons d'inquiétude . On disait tout à l'heure que la Caisse pouvait se faire ouvrir des crédits . Par qui des avances peuvent-elles être faites ? Par la Banque de France . Avec un intérêt de 10 et 11 % , les caisses des établissements privés ne s'ouvrent pas aisément . Ces établissements sont débordés par les crédits qu'ils doivent consentir au commerce et à l'industrie par suite de la baisse du franc.

Il faudrait cependant qu'il n'y ait pas une ~~raison~~ cause d'inflation dans ces possibilités d'appel au crédit .

J'appelle, monsieur le Président du Conseil, votre attention sur ce point ; je ne vous demande pas une réponse .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- Je puis la faire .

M. PAUL DOUMER .- De ce côté également, il y a des précautions à prendre . Nous tâcherons donc d'apporter quelques modifications au fonctionnement de votre malheureuse caisse .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je ne la trouve pas si malheureuse !

que
Ce qui fait ~~qu'il y a~~ le Crédit National et la Caisse telle que nous la concevons différent du tout au tout, c'est que le Crédit national n'a aucune ressource . Ce fut peut-être une

faute lorsqu'on a créé le Crédit national de s'imaginer qu'il allait avoir un crédit différent de celui du budget - pour ne pas employer le mot "Etat" - parce qu'il était constitué en dehors du budget et, par conséquent, de la trésorerie .

Ce que nous faisons ici est tout à fait différent . Nous affectons et nous garantissons à la Caisse par la Constitution des ressources spécialisées . Par conséquent, lorsque sur ces ressources et à l'aide de celles-ci la Caisse émettra des titres à long terme, ces titres seront vis-à-vis du public gagés sur des ressources désormais intangibles . On pourra modifier l'Office des tabacs tant qu'on le voudra, il restera toujours un produit de la vente des tabacs . La Chambre conservera son droit de régir l'Office des tabacs comme elle l'entendra par une loi nouvelle; il restera toujours une recette déterminée qui, par la force même des choses, ira à la Caisse d'amortissement et aura pour ~~xxxxxx~~ objet l'amortissement .

Ai-je besoin de vous dire que je n'ai pas consulté que des banquiers ? Tout d'abord, j'ai consulté tous mes collaborateurs...

M. PAUL DOUMER .- Ce sont les mieux qualifiés !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- ... dont vous faites avec raison l'éloge . Ils sont unanimement d'avis que, dans ces circonstances, on peut obtenir un résultat très différent de celui qui a été obtenu avec le Crédit National.

Cependant, je ne dédaigne pas les banquiers lorsqu'il s'agit d'affaires de banque . Je prends les précautions nécessaires pour ne pas me laisser entraîner à leur suite et pour voir, derrière ce qu'ils conseillent, quels intérêts ils peuvent avoir . Mais lorsqu'il s'agit de remplacer des titres à brève échéance par des titres à plus long terme, lorsqu'en réalité, il s'agit de sauver

la trésorerie d'une menace perpétuelle en créant des titres qui l'allègent , il n'y a pas d'autre moyen de procéder que celui-là.

Ce n'est pas parce qu'ils étaient banquiers que les experts ont soutenu cette théorie . D'ailleurs, vous l'avez remarqué je n'ai pas pris tout à fait leur projet . Celui que je vous soumetts est même très différent du leur .

M. PAUL DOUMER .- Le vôtre est moins dangereux.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL .- C'est entendu.

J'ai fait ^{la} part la plus large au contrôle administratif. Je me suis mis d'accord , non seulement avec le directeur général du mouvement des fonds, mais avec le chef de l'administration des tabacs . Le directeur général a collaboré avec nous à tous les détails de l'élaboration de ce projet . Il ne voit aucun danger à la Caisse telle qu'elle fonctionnera pour les tabacs . Mais, je le répète, l'objet principal de la Caisse n'est pas la gestion des tabacs . Ce n'est là qu'un moyen . Son but, c'est l'amortissement des bons . Pour amortir les bons, il faut pouvoir émettre d'autres titres , ce qui demande une garantie particulière .

M. PAUL DOUMER .- Je suis convaincu que d'ici peu de temps, peut-être au mois d'octobre, si quelque cataclysme ne survient pas, ~~XXXX XXXX~~ ~~EX~~ il vous sera possible de faire un emprunt d'Etat.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- L'un n'empêche pas l'autre. J'ai ma dette flottante qui est assez lourde et une échéance de février qui est effrayante . Il faut que j'y pare .

Lorsque, ces jours derniers, j'ai reçu les directeurs des établissements de crédit, j'ai été frappé de l'insistance avec laquelle M. Morel déclarait que l'on pourrait faire un emprunt dans des conditions très satisfaisantes dès le mois d'octobre si

l'amélioration qui vient de se produire continue. C'est possible !

M. PAUL DOUMER.- J'aimerais que, dans le premier paragraphe de l'article 1^{er} on dise : "Il est institué une caisse autonome d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette publique...", sans parler de quelque chose d'éphémère comme les bons de la défense nationale.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Lorsque nous discuterons, j'insisterai, au contraire, pour que l'on mette les mots "bons de la défense. Comme on le disait tout à l'heure avec raison, il y a une mystique dans tout cela. Je suis convaincu que la convocation des Chambres à Versailles, la solennité avec laquelle on garantira les bons de la défense amélioreront encore sensiblement la situation.

M. BOUCTOT.- Au 7° de l'article 6, on prévoit des loteries. S'agit-il d'un article purement de style ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Cette ressource est prévue dans l'autre caisse d'amortissement, celle que préside M. Milan. Comme nous absorbons cette dernière, nous portons également cette recette ici.

M. MILAN.- Nous cherchons tous, ici, à donner une indépendance absolue à la caisse. C'est, je crois, le seul moyen de donner confiance aux porteurs. Vous avez décidé d'aller à Versailles ; c'est parfait. Vous avez décidé également d'affecter à la caisse d'amortissement des ressources spéciales ; c'est très bien également. Ce que je voudrais voir, c'est une séparation absolue des deux trésoreries. Les recettes spéciales que vous allez affecter à la

caisse d'amortissement vont être perçues par les agents du Trésor. Ceux-ci les feront-ils passer par le Trésor ou les verseront-ils directement à la caisse d'amortissement ?

Les fonds de la caisse d'amortissement que j'ai eu l'honneur de présider jusqu'à présent étaient déposés à la Banque de France. Avez-vous l'intention de décider, dans le règlement d'administration publique, que ce sera la Banque de France qui détiendra les espèces perçues par la caisse d'amortissement ?

Cette question est très importante, car elle pose le principe de la séparation absolue des deux trésoreries.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je vous demande la permission d'étudier la question. J'en causerai avec vous, puisqu' aussi bien j'espère que vous serez parmi ceux qui géreront cette caisse.

M. MILAN.- J'ai, monsieur le président du conseil, une autre question à vous poser. Nous avons actuellement 85 millions à 100 millions de contributions volontaires. Vous dites, dans le projet que nous examinons en ce moment, que les ressources de la caisse comprendront les dons et legs faits à la Caisse. Les souscriptions volontaires reçues jusqu'à ce jour y seront-elles versées ? Vous ne le prévoyez pas. Qu'allons-nous faire de cette somme ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est une question délicate qu'il faudra régler par un règlement d'administration publique.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- L'article 8 me semble répondre à cette question. Il y est dit :

" La Caisse autonome est habilitée à recevoir le montant des contributions volontaires prévues à l'article 12 de la loi du 31 mars 1936 et à en suivre l'affectation aux lieu et place de la Caisse créée par les articles 170 à 181 de la loi du 29 avril 1936 qui sont abrogés".

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Cela ne tranche pas la question. Nous ne l'avons pas tranchée parce qu'une question de droit s'est trouvée soulevée. Quelques personnes m'ont fait remarquer que les donations qui avaient été faites en faveur de la première caisse ont pu, dans une certaine mesure, avoir un objet primitif qui n'était pas l'amortissement des bons de la défense nationale. Il y aura peut-être un départ à faire entre les premiers versements et les versements ultérieurs.

M. MILAN.- J'ai besoin d'un quitus ; il faudra me le donner dans les conditions voulues.

Il est dit, au 7° de l'article 6 :

" Le produit de loteries dont les modalités seront fixées par le conseil d'administration de la Caisse".

Ces loteries pourront-elles être organisées sans l'autorisation du ministère des finances ou de l'Etat ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est le texte d'une loi qui a été votée sous les Gouvernements précédents. Je n'en suis pas l'auteur.

M. MILAN.- Il était dit, dans le texte précédent auquel vous vous référez : "...dont les modalités seront réglées par le ministère des finances".

Je désirerais savoir si les loteries pourront être organisées par l'Etablissement public qui va être créé, en dehors de l'autorisation de l'Etat. C'est une question, monsieur le président du conseil, à laquelle je ne demande pas une réponse immédiate.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Tout cela devra être réglementé. La Chambre était saisie de propositions de M. Bonnefous et de quelques autres députés. M. Bonnefous, notamment, voulait reprendre toute la discussion sur les loteries ; mais je vous confesse que je n'ai pas voulu la rouvrir.

M. MILAN.- Une dernière question : le projet de loi ne prévoit pas une direction, il se contente de créer un conseil d'administration. Un établissement public ne peut pas fonctionner sans une direction. Dans la caisse d'amortissement qui disparaît aujourd'hui, c'était le directeur de la Caisse des dépôts et consignations qui avait le pouvoir exécutif. Ici, il n'y a rien.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Parce qu'il faut un directeur technique et un directeur financier.

M. MILAN.- C'est également une question à envisager dans le règlement d'administration publique.

M. BLAIGNAN.- Monsieur le président du conseil, j'avais deux questions à vous poser ; vous venez de répondre à la première.

Ma seconde question a trait au fonctionnement de l'Office des tabacs. Cet Office est autonome ; il va englober les administrations de la culture, des manufactures et de la vente.

Vous nous avez dit tout à l'heure qu'il n'y aurait rien de changé au statut du personnel. Quelle va être la situation des entreposeurs de tabacs qui, à l'heure présente, sont en même temps receveurs particuliers des contributions indirectes ? Vont-ils cesser d'appartenir à l'administration des contributions indirectes pour devenir des entreposeurs spéciaux des tabacs ?

En second lieu, à qui va appartenir le droit de nomination des titulaires des débits de tabacs qui, à l'heure actuelle, appartient au ministre pour les débits de tabacs de première classe et aux préfets pour les débits de tabacs de deuxième classe ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Rien n'est changé : le personnel est ce qu'il est ; l'administration de la Caisse s'en sert.

M. BLAIGNAN.- C'est le mot "autonome" qui m'a amené à vous poser cette question.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je n'ai jamais parlé d'autonomie exceptionnelle pour l'Office. Il s'agit d'un Office créé suivant le type des autres offices et qui est, dans une certaine mesure, soustrait aux modalités annuelles du budget tant que la loi n'est pas modifiée. Ce qui est autonome, c'est la caisse et le produit de cette caisse.

M. RENE RENOULT.- La question que je désire poser se réfère uniquement au rythme de l'amortissement que pourra réaliser la caisse instituée par l'article 6. Je l'envisage, non pas au départ, période où nous savons que la Caisse sera dotée d'une manière très médiocre, mais dans son fonctionnement

normal, c'est-à-dire en 1927 et pendant les années suivantes.

Si je parcours l'énumération figurant à l'article 6 des ressources qui seront mises à la disposition de la caisse autonome, je constate tout d'abord, en ce qui concerne le produit net des recettes des tabacs, qu'il ne peut s'agir d'une somme équivalente au service des intérêts des bons de la défense nationale.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Si ! Il sera sensiblement égal et deviendra, je crois, rapidement supérieur.

M. RENE RENOULT.- Par conséquent, de ce chef et aussi du chef de l'annuité budgétaire qui viendrait s'ajouter au produit net dans le cas où ce produit net serait insuffisant pour couvrir les frais du service des intérêts, rien n'est envisagé qui permette à la Caisse de réaliser sa mission principale qui est l'amortissement des bons de la défense nationale et des bons du trésor, assimilables au point de vue de la proximité des échéances.

Reste donc, pour cet objet, à faire état seulement du produit des droits successoraux et de la taxe nouvelle sur la première mutation, au total, pour 1927, bien entendu, 3.500 millions, soit 2.700 millions pour les droits successoraux et 800 millions pour la taxe sur la première mutation.

Si je vais jusqu'au bout de l'énumération de l'article 6, je trouve bien des ressources, mais elles me paraissent plutôt des espérances que des réalités. On a parlé tout à l'heure des loteries. Je crois, étant donné les difficultés que l'on rencontre pour placer du papier, qu'il ne faut pas fonder de trop grandes espérances sur la faculté d'émettre des titres gagés. Vous savez que les compagnies de chemins de fer, le Crédit

Foncier ont beaucoup de peine ~~pour~~ lorsqu'ils veulent faire un emprunt. Il n'y a donc, dans l'énumération des ressources prévues à l'article 6, comme certitude que les 3.700 millions ; c'est le solide, ce qui ne peut pas s'évanouir.

Voici maintenant ma question : à ce rythme, l'amortissement des 49 milliards de bons de la défense nationale et de bons du trésor va durer très longtemps. Or, monsieur le président du conseil, vous avez dit tout à l'heure, avec infiniment de raison, que, tant que subsistera la possibilité de demandes de remboursement massives, notamment de bons de la défense nationale, la situation de la trésorerie demeurera précaire.

J'ajoute que les bons de la défense coûtent cher. Le service des intérêts est porté dans notre budget pour une somme de 3 milliards, chiffre qui va s'augmenter puisque ~~le~~ ~~taux~~ vous avez pris la décision d'augmenter le taux de l'intérêt des bons de la défense.

C'est donc, en même temps qu'une lourde charge, une menace pour la trésorerie et je me demande - c'est la conclusion à laquelle je voulais aboutir - si nous n'allons pas, étant donné les ressources prévues par l'article 6 du projet en discussion, envisager pour une trop longue période le maintien d'une situation qui se caractérise et par ce danger de trésorerie et par cette lourde charge d'intérêts que je viens d'indiquer.

Croyez-vous, monsieur le président du Conseil, qu'à cette cadence de 3.500 millions environ, l'amortissement se produira avec la rapidité désirable, ou ne pensez-vous pas qu'il y aura lieu d'ajouter aux 3.500 millions d'autres ressources permettant à la caisse d'amortissement d'accélérer l'amortissement des bons ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Messieurs, il va sans dire que si la Chambre était décidée à voter les recettes nécessaires pour augmenter la dotation... - Mais il me semble qu'il y en a assez comme cela . (Marques d'approbation.) Le fait seul que nous avons demandé cette année des impôts pour une somme importante ne nous permet pas d'augmenter cette dotation par voie de recettes massives.

Mais l'honorable M. Renoult ne tient pas compte de deux éléments qui cependant l'un et l'autre sont de nature à alléger la question. D'abord je me réserve, à toute époque le droit de liquider par voie d'emprunt, comme nous le disions avec M. Doumer, un certain nombre des bons en circulation; et j'espère que ceci sera d'ici quelque temps le résultat de la politique financière que les Chambres poursuivent en ce moment.

En second lieu j'ai dit que j'ai le moyen d'emprunter à long terme. Si on le fait et si ~~xxxxxx~~ les titres à court terme sont amortis, l'amortissement n'a plus besoin d'être aussi considérable. En sorte que je ne joue pas uniquement sur cet amortissement doté à 3.500 millions par année. J'ai le moyen de faire d'autres emprunts par la trésorerie directement. Enfin j'ai la possibilité d'émettre les titres spéciaux prévus à l'article 6 pour l'amortissement des bons de la Défense nationale.

M. MILAN. C'est une novation de dette.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est cela, c'est une novation de dette à long terme

M. PAUL DOUMER. Nous avons l'espoir qu'avec une gestion rigoureuse des budgets, en fin d'exercice nous aurons de quoi doter encore la Caisse.

M. LOUIS DAUSSET. Vous ne vous interdisez pas l'opération qui consiste à donner d'autres dérivés aux ~~bons~~ bons ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il y a un article exprès pour me permettre même de faire un emprunt pendant les vacances, au cas où, pendant l'absence des Chambres, une occasion favorable se présenterait qu'il faudrait saisir.

M. LOUIS DAUSSET. Et en donnant aux bons un droit de priorité.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Chastenet.

M. GUILLAUME CHASTENET. Tout à l'heure notre ami M. Doumer faisait ressortir que ce qu'il y avait eu de très fâcheux dans la gestion des finances après la guerre était d'abord l'émission de billets de banque non gagés, en sur-nombre, et ensuite l'émission de bons du trésor.

Tout le monde était à peu près de cet avis. On considère ici que l'inflation est la principale cause de nos maux. Toutefois, par ailleurs, on ne semble pas avoir toujours partagé ce sentiment. Car il est un ancien rapporteur général du budget à la Chambre, orateur disert, très sympathique et qui a été accueilli dans votre ministère, Monsieur le Président du Conseil - c'est même une excellente recrue, - lequel a soutenu et développé devant la Chambre dans un grand discours cette idée qui me paraît, pour ma part, un peu effarante, que l'inflation n'est pas une cause, mais un effet.

Cela me paraît tout à fait insoutenable. Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'insister: l'évidence se montre et ne se démontre pas. Mais si vraiment l'inflation est la cause de nos maux, n'y aurait-il pas lieu de la réduire ?

On dit : "Mais nous n'avons même pas assez de monnaie." Nous n'avons pas assez de monnaie parce que nous en avons trop. C'est ainsi qu'en Allemagne, lorsqu'il y avait pour 495 millions de milliards de billets en circulation, c'est à ce moment qu'on a le plus manqué de monnaie.

On a fait en 1903 une enquête assez intéressante. Je ne sais plus quelle est la commission compétente qui ~~xx~~ a recherché quelle était la quantité de circulation monétaire nécessaire aux besoins du pays. On avait trouvé un chiffre de 6 à 7 milliards. Je pense qu'il faudrait davantage ~~xxxxxx~~ maintenant. Mettez 12 milliards, 14 milliards. Mais ce n'est pas en ~~xé~~ émettant davantage de billets de banque que vous aurez plus de monnaie. Vous aurez plus de papier, mais non pas plus de monnaie. Il y a une sorte d'ajustement qui fait que, quand on émet des billets en surnombre, plus on en émet, moins on a de monnaie en réalité. Si les 56 milliards de billets que nous avons en circulation valent 12 milliards, et si nous les portons à 200 milliards, ces 200 milliards de billets ne vaudront pas plus de 12 milliards; au contraire ils vaudront moins.

Il résulte de cela - et je crois que M. le Président du Conseil se rend compte mieux que personne du fait que je signale - qu'il y aurait peut-être quelque chose à faire pour diminuer le nombre des billets de banque. Je me demande si la Caisse d'amortissement ne pourrait pas être chargée dans une certaine mesure de retirer les billets de banque en surnombre .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il ne faut pas mêler les deux questions. Celle que vous posez pourra être examinée séparément. Mais la Caisse d'amortissement a sa besogne déjà

assez lourde par elle-même. Il me semble que si elle y suffit - M. Renoult disait avec raison qu'elle n'est pas déjà très bien outillée pour cela -, elle aura tout de même rendu un grand service au pays; et je ne voudrais pas qu'on élargît encore ses attributions.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Pasquet.

M. LOUIS PASQUET. Si j'ai bien compris la définition de la Caisse autonome donnée à l'article premier, cette caisse aura un double rôle à remplir : rôle financier et rôle industriel. Elle aura évidemment un budget spécial. Il faudra donc distraire de l'administration des finances une partie du service du mouvement général des fonds et de l'amortissement de la dette, et distraire en même temps toute l'administration générale des tabacs.

Il faudra mettre un fonctionnaire à la tête de cette administration nouvelle. Sera-ce le Directeur des Tabacs ou tout autre directeur ? Dans tous les cas...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Le Directeur général restera naturellement.

M. LOUIS PASQUET. Je ne dis pas non. En tout cas, à côté de la question d'organisation, d'ordre purement légal, il se pose une question d'ordre pratique et surtout budgétaire. Cette caisse, chargée d'un double service, consistant d'une part à gérer les bons de la Défense nationale, d'autre part à exploiter industriellement les tabacs, devra nécessairement avoir à la tête de ses services un fonctionnaire, qu'il soit des tabacs ou d'ailleurs.

Vous créez là un organisme qui aura son budget et sa physionomie propre, puisque le produit net doit ~~x~~ figurer ~~xxxxxxx~~ parmi ses ressources. Quelle est l'importance des

dépenses que va entraîner l'organisation de ces services nouveaux ? Je ne crois pas que cela aille très loin. Je ne crois pas qu'il faille déplacer certains services pour les amener ailleurs.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Non, bien entendu.

M. LOUIS PASQUET. De toute façon, puisque vous créez un service autonome, il faut un directeur à sa tête; il faut un budget spécial faisant ressortir nettement des recettes et des dépenses. Etant donné que ce service sera, comme le service des Postes, comme tous les services autonomes, administré par un Conseil d'administration comportant un service technique, un service administratif et un service financier, je pose la question : quelle sera l'importance des dépenses qu'entraînera la création de ces services nouveaux ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est tout à fait ~~ici~~ insignifiant. Du reste vous m'avez donné des pouvoirs en vue de fusions de services, ~~jusqu'à~~ pendant trois mois ou même jusqu'à la fin de l'année, sous réserve de ratification ultérieure par la Chambres : c'est l'occasion ou jamais d'en user.

M. LOUIS PASQUET. Enfin, lorsque votre Caisse autonome va être créée, il vous faudra faire une imputation de dépense. N'êtes-vous pas dans l'obligation d'affecter à ces services nouveaux certains crédits qui sont au ministère des finances ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il y a le règlement d'administration publique.

M. LOUIS PASQUET. Le règlement d'administration publique

va prévoir tout cela ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Evidemment. C'est même pour cela que le Président de la Commission m'en avait parlé. C'est d'accord avec lui et pour pouvoir régler cette question.

M. PAUL DOUMER. Il faut que ce soit rattaché au budget?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Je n'accepterais pas que ce soit rattaché au budget.

M. LE PRESIDENT. M. Le rapporteur général a encore une question à poser.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. C'est pour qu'il y ait aussi peu d'imprévu que possible.

Lorsqu'est intervenue la loi du 4 juillet 1925 sur l'emprunt avec garantie de change, il y figurait une disposition vidant les économies d'intérêts qui pourraient être réalisées et leurs rapports avec les bons.

Si la livre continue de baisser - il faut l'espérer - ce texte, qui n'a pas encore joué, peut jouer. Et alors je me suis préoccupé de l'idée que la Caisse ait capacité pour recevoir ces ressources au lieu qu'elles aillent au trésor, puisqu'elles ont été créées pour l'amortissement.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Il y a toute sorte de fonds de rachat...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Puisque nous modifions l'article 6...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Sur quel point ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Il s'agit des titres gagés...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. J'aimerais mieux que vous ne le modifiez pas.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. La Chambre a modifié presque tous les articles.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Elle n'a pas modifié l'article 6.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Vous reconnaîtrez que c'est une précaution élémentaire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Les différences d'intérêt doivent faire obligatoirement l'objet d'une inscription au budget.

M. LE PRESIDENT. Nous passons à l'examen du second projet.

M. LE PRESIDENT? DU CONSEIL. Sur le second projet, je me suis expliqué longuement devant la commission. J'ai exposé non seulement les lignes générales, mais le détail, et j'ai répondu aux questions que M. Serre a bien voulu me poser.

Je n'ai fait que suivre l'idée que je vous avais indiquée et dont vous voyez la réalisation devenir de plus en plus urgente. C'est que, depuis que nous avons épuisé le fonds Morgan, nous n'avons plus de ressources pour nous procurer des devises étrangères. Nous avons eu tout de même le moyen...- bien entendu je parle ici tout à fait confidentiellement; ce que je dis ici, je ne le dirais pas à la commission des finances de la Chambre. Il est impossible d'y faire des confidences, étant donné certaines indiscretions. - Nous avons trouvé au trésor, ces jours-ci, le moyen de nous procurer les devises dont nous avons besoin.

Je suis forcé constamment de mesurer mes paroles, même et surtout devant les journalistes qui essayent d'arracher des déclarations aux uns et aux autres. Un mot de trop, et ce serait une spéculation commencée.

Nous avez vu qu'il y a une annonce d'emprunt, une histoire de cette sorte... Ce sont des télégrammes lancés par des spéculateurs. J'essaye de les arrêter, mais après que j'ai donné à certains journalistes nommément désignés l'instruction de ne pas parler, cela paraît tout de même. Il y a là évidemment un danger.

La situation est celle-ci. Avec les achats que la baisse de la livre nous a permis de faire, nous avons pu faire face

à toutes nos échéances jusque dans le courant de septembre. Nous sommes parés pour les échéances d'août et de septembre - je parle des échéances extérieures.- Mais nous n'avons plus de ressources; et la Banque, de son côté, en vertu d'une jurisprudence du reste discutable, d'après ses statuts, déclare qu'elle ne peut acheter de devises étrangères sans autorisation spéciale.

Aujourd'hui c'est une occasion inespérée...

M. LOUIS DAUSSET. Inespérée !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL... de me procurer des devises pour octobre, novembre et décembre. Si j'avais le moyen d'acheter des devises, je pourrais me couvrir jusqu'à la fin de l'année.

M. LOUIS DAUSSET. Vous pourriez acheter à terme ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Nous n'avons jamais fait d'opérations à terme au trésor.

M. MILAN. Pourquoi ne le feriez-vous pas ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. M. le Directeur général m'a dit qu'on n'a jamais fait de ces opérations depuis qu'il est dans l'administration.

M. LOUIS PASQUET. Cela peut tourner contre l'intérêt que l'on cherche.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Maintenant, si la Commission m'autorisait à dire à la Banque que le projet sera en toute certitude voté demain....

M. LE PRESIDENT. Monsieur le Président du Conseil, vous voyez le silence significatif de nos collègues...c'est une autorisation tacite.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL...je pourrais dire à la Banque d'appliquer ce projet dès aujourd'hui.

M. MILAN. Mais oui. (Marques d'approbation.)

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Dans ces conditions, je ne me fais pas la moindre illusion. MM. Dausset et Milan disaient tout à l'heure qu'il y a une panique en sens inverse...

M. LOUIS DAUSSET. C'est exact.

M. LOUIS PASQUET. Une spéculation en sens inverse.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Oui, une spéculation...

M. MILAN. Et même une panique.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.;; et même une panique. Des gens qui ont pris une position voient qu'elle était mauvaise; ils en prennent précipitamment une autre. Car, il n'y a pas à se le dissimuler, dans certains établissements de crédit, il y avait des employés qui étaient à la baisse du franc. Mais c'est tout à fait extraordinaire ! Le Garde des Sceaux m'a donné là-dessus des détails, et j'en ai de mon côté aussi, qui sont vraiment étonnants.

Tous ces gens, voyant tout à coup qu'ils avaient mal spéculé, ont perdu la tête et se sont retournés. C'est du reste ce que M. François-Marsal et moi avons connu en 1924. Nous avons été forcés d'arrêter la chute de la livre qui descendait trop précipitamment. Aux environs du cours de 60 francs, nous avons été forcés d'intervenir.

Nous avions alors le fonds Morgan. Nous n'avons rien.

De sorte que nous sommes désarmés pour régulariser les changes, pour faire que la baisse n'aille pas trop vite . Et si demain la spéculation se retourne à nouveau - et il est presque inévitable que pendant ces deux ou trois mois de vacances elle se retourne...

M. LE PRESIDENT. Personne n'a jamais su mettre un frein à la panique.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Oui, mais cela peut se retourner en sens inverse. A ce moment il pourra y avoir intérêt même à vendre des devises pour tâcher de régulariser la montée de la livre et du dollar. Or nous sommes complètement démunis de devises.

M. RENE RENOULT. Si vous achetez demain, vous allez immédiatement faire remonter la livre.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. J'ai acheté d'une façon assez régulière depuis la baisse et nous avons ralenti la baisse. Comment aurions-nous fait pour nous couvrir si nous n'avions pas acheté? Nous avons payé l'échéance du commencement du mois, alors qu'au ministère il n'y avait pas un centime.

M. RENE RENOULT. Quand vous avez fait ces achats, le franc a baissé à nouveau ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Le franc s'est relevé moins vite. Mais il faut se dire que la situation était particulièrement favorable. Je ne m'en attribue aucun mérite personnel. C'est le fait qu'un certain nombre de chefs de partis différents se sont ~~reprochés~~ rapprochés pour une oeuvre commune qui a incontestablement ~~produit~~ produit à l'étranger un très gros effet.

La livre et le dollar ont baissé. J'en ai profité tout de suite. Mais si cela ne s'était pas produit, je ne sais pas comment on aurait fait face aux dernières échéances, l'échéance anglaise et l'échéance américaine.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Président du Conseil, je ne crois pas trop m'avancer en répétant ce que j'ai dit tout à l'heure : Vous avez une autorisation tacite. Il est évident que la Commission des Finances verrait avec plaisir que vous fassiez l'opération avec la Banque de France.

M. LPUIS DAUSSET.- Qu'il me soit permis d'apporter un renseignement qui vient précisément d'un grand établissement de Paris. Il n'y a pas eu seulement des employés qui ont joué à la baisse du franc. Il y avait change de monnaie; il y avait thésaurisation de dollars et de livres en monnaie. Voilà pourquoi nous avons parlé de panique. Ces gens, y compris les étrangers, se sont précipités aux bureaux de change pour changer leurs dollars-papier.

M. BIENVENU-MARTIN.- Je demande à M. le Président du Conseil la permission de lui adresser une question.

On va autoriser la Banque à acheter des monnaies d'or françaises. Mais alors nous allons assister à ce spectacle, de voir se présenter aux guichets de la Banque des gens qui ont manqué à leur devoir en temps de guerre, qui ont conservé leur or et vont maintenant recevoir la récompense de leur défaitisme.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est exact. Mais qu'y faire ? N'a-t-on pas offert une amnistie aux propriétaires de capitaux exportés ? Je reconnais que ce n'est pas très moral. Mais comment faire pour avoir cet or qui se cache ? Nous ne savons pas où il est comment le faire venir si nous n'offrons pas à

ses porteurs quelques avantages ? De l'or qui n'est pas venu quand la livre était à 75 francs, viendrait-il aujourd'hui, même au cours de 150 fr. ? Je ne le vois pas.

M. PAUL DOUMER. Ce qu'on peut espérer, c'est que, comme ce sont des pleutres, ils ne se montreront pas maintenant non plus.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. le rapporteur général.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. J'ai deux ou trois précisions à demander sur le second projet. Je n'entends pas demander qu'on le modifie, surtout après ce qu'on a dit tout à l'heure.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il ne faut pas qu'il retourne à la Chambre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Un petit détail que je réglerais, si vous le voulez bien, par voie d'interprétation. La Chambre, dans l'article concernant les monnaies et métaux que la Banque peut acheter, a ajouté le mot "d'argent". On ne voit pas bien l'intérêt de cette addition, étant donné que la plupart des pays sont aujourd'hui monométallistes.

Dans l'article suivant, où il est question des billets qui peuvent être émis en correspondance de ces acquisitions, on a cité les monnaies d'or et les devises, sans parler des monnaies d'argent. Il y a là, semble-t-il, une contradiction. En fait, je suppose, par voie d'interprétation, qu'elles ne joueront pas un grand rôle dans l'opération.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il s'agit d'un amendement déposé en séance. J'ai dit que cela m'était égal; mais je ne conseillerais pas à la Banque d'acheter de l'argent.

M. PAUL DOUMER.- Ni même beaucoup d'or.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En second lieu, un certain nombre de membres de la commission s'étaient étonnés de la contradiction apparente qu'il y a entre les articles 3 et 4.

L'article 3 indique que les billets émis par la Banque de France pour le montant correspondant aux monnaies, à l'or et aux devises achetés ne seront pas comptés dans son contingent d'émission parce qu'on considère que ces billets ont en quelque sorte un caractère de convertibilité.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Parce que les achats correspondants augmentent l'encaisse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui, mais dans l'article 4 la Commission des Finances de la Chambre, sur la proposition de M. Margaine, a ajouté : "... aucune de ces conventions ne devant pouvoir d'ailleurs avoir pour effet d'élever soit la limite d'émission de la Banque, soit le total des avances à l'Etat au-dessus des chiffres fixés par les lois antérieures".

Je comprends très bien ce que veut dire l'article 4 : c'est que les mesures prises ne peuvent avoir pour effet d'élever le plafond des avances de la Banque à l'Etat ni le plafond de la circulation commerciale. Mais si cet article voulait dire que la Banque de France n'a plus la possibilité d'émettre des billets en correspondance des métaux qu'elle s'est procurés, la loi elle-même ne jouerait pas, étant donné surtout le peu de marge dont la Banque dispose.

Par conséquent il est bien entendu que l'article 4 ne détruit pas l'article 3.

M. PAUL DOUMER. Partiellement; il le limite.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Non, permettez-moi de m'expliquer. La Banque de France puise dans l'article 3 la faculté d'émettre des billets en correspondance exacte avec les métaux qu'elle s'est procurés. C'est même le jeu du projet de loi. C'est avec ces billets qu'elle achète des métaux, et non pas avec son encaisse or à laquelle elle ne touche pas. Puis vient l'amendement inséré à la fin de l'article 4, disposant que les conventions passées ne donneront pas à la Banque le droit d'élever ni le plafond des avances à l'Etat, ni le plafond de la circulation. Etant donné d'autre part que la Banque puise dans l'article 3 le droit de faire ce qui y est indiqué, il faut que l'article 4 ne fasse pas opposition/ à cette émission spéciale de billets qui y est prévue; autrement elle prélèverait ces billets sur sa marge commerciale, ce qui ferait que le projet ne jouerait pas.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. La précision est exactement celle que vous désirez. Les explications données par M. Margaine ne peuvent donner prise à ambiguïté. Seulement il avait l'idée d'une double monnaie et il a songé à deux opérations possibles; cela dominait son esprit au moment où il a rédigé son texte.

Voici exactement ce qui a été entendu. La limite d'émission de la Banque n'est pas modifiée. Donc on n'émettra pas de nouveaux billets pour le commerce. On n'émettra des billets que contre des devises. Par conséquent, quand le commerce voudra que dans son intérêt on émette des billets, il faudra qu'il apporte des devises. Là-dessus, pas de doute.

Maintenant, étant donné que, ces billets une fois émis et ces devises rentrées, les dites devises peuvent être vendues, j'ai l'intention de mettre dans la convention quelque chose d'analogue à ceci, - entre nous ce renseignement que j'ai donné d'une façon générale à la Chambre, avec moins de précision - :

"Les achats de devises ou d'or effectués par la Banque de France feront l'objet de décomptes qui seront communiqués au Ministre des finances à la fin de chaque semestre.

"Le montant des billets que la Banque sera autorisée à émettre conformément à l'article 3 de la loi ne pourra dépasser le cours moyen de la valeur de ces achats calculée au cours des changes pendant le semestre écoulé."

On rétablirait l'équilibre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. A la fin de l'article 3, il est dit : "Ils devront être retirés de la circulation dans le cas d'aliénation des monnaies ou des devises étrangères précédemment ~~achetées~~ acquises."

A mesure que la revalorisation ~~du~~ du franc s'opérera, la nouvelle monnaie ne pourra plus être considérée comme gagée à cent pour cent par l'or ou les devises qui auront été acquises à un cours supérieur. Il ne faudrait pas qu'on puisse admettre qu'il restât à l'occasion de cette différence de valeur des billets en excédent dans la circulation. C'est pourquoi ce que vous venez de dire me donne satisfaction sur ce point.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est tout à fait spontané de la part du département des finances et de la mienne. Cela n'a pas été demandé ni par M. Margaine ni par personne. Nous avions cette idée, nous en avons même déjà parlé à la Banque de France.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Deux observations encore.

Je voudrais savoir comment la Banque passera ses écritures. Sans doute, Monsieur le Président du Conseil, je ne vous demande pas de nous le dire aujourd'hui. J'appelle simplement votre attention. Voici l'intérêt de ma question:

Comment les billets ~~émis~~ émis en contrepartie des devises ou des métaux paraîtront-ils au bilan de la Banque? Si on les confond dans le poste de la circulation, l'étranger s'imaginera que nous avons fait de l'inflation. Si au contraire on fait connaître à quelle contre-partie ils s'appliquent, l'étranger connaîtra à la fois la réserve de devises et le taux probable de stabilisation.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est là où je ne peux pas répondre...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je ne vous demande pas une réponse. Je ~~signale~~ signale seulement cette question ~~extrême~~ extrêmement délicate.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Nous nous la sommes posée. Mais vraiment je n'y puis répondre pour le moment. Ce que je peux dire, c'est que je consulterai non seulement nos amis ici, mais à la Banque, non seulement le gouverneur, mais tous les régents, de façon à bien peser toutes les considérations.

M. PAUL DOUMER. Permettez-moi de compléter cette question.

Pour la comptabilité de la Banque, vous allez faire rentrer de l'or ou des devises et mettre en regard les billets que vous avez donnés en paiement de ces achats. Comment allez-vous porter cette valeur de l'or acquis? Est-ce la valeur ~~avant~~ d'achat en francs papier? Cela ne concorderait pas

avec le reste du bilan où trois milliards et demi d'or sont comptés pour trois milliards et demi. Il y a là une question délicate.

DU CONSEIL

M. LE PRESIDENT/. Il y a une adaptation à faire; c'est pour cela que la question est à étudier.

De toute façon, il faudra bien une comptabilité particulière pour cette opération, parce qu'il est entendu qu'en aucun cas - je l'ai dit à la Chambre et j'ai apporté mes garanties sur ce point - il n'y aura aucun bénéfice pour la Banque.

M. LOUIS DAUSSET. Ni perte ?

M. SCHRAMECK. Il peut y avoir une perte.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ma dernière question appelle une réponse beaucoup plus facile.

Autrefois, quand on nous demandait d'autoriser la Gouvernement à passer des conventions avec la Banque de France, on annexait les conventions au projet. En ce moment, le Parlement ne sait pas exactement ce qu'il autorise.

Je conçois que, s'agissant d'une opération aussi exceptionnelle que celle que les circonstances vous amènent à engager, vous ne puissiez songer à cette publicité des conventions. Nous demandons seulement - et votre loyauté bien connue me défend d'insister - si la formule si large de l'article 4 doit être rapprochée de votre exposé des motifs, disant que vous sollicitez le droit de passer des conventions pour le règlement des dettes. Le passage de l'article 4 doit être rapproché de l'exposé des motifs ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Non seulement de l'exposé des motifs, mais des articles 1, 2 et 3 qui me lieraient plus s'il fallait que je fusse lié.

Mais vous comprendrez que je ne puisse pas publier....
M. le Président voudrait que ce soit à l'Officiel. Il y a là une impossibilité absolue. Si je renseigne l'étranger sur les opérations que je veux faire, il est inutile de les entreprendre.

M. RAPHAEL GEORGES LEVY.- Une question à laquelle vous avez déjà répondu pour la première moitié : pour qui seront les bénéfices ou les pertes de l'opération ?

Vous avez dit que la Banque n'en tirera aucun bénéfice. Qui supportera les pertes ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Ce ne sera pas le budget.

M. LOUIS DAUSSET.- Ni la Banque ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Ce sera déterminé au moment où nous procéderons à l'évaluation de l'encaisse.. Je ne peux pas répondre publiquement non plus. Mais le budget ne subira aucune perte. Nous nous arrangerons au moment de l'évaluation de l'encaisse, de la liquidation générale.

Dans tous les cas le budget ne sera intéressé en aucune façon.

M. FRANCOIS MARSAL.- Un mot pour répondre à ce que vient de dire M. CHERON de la nécessité de ne pas faire paraître ces opérations dans la situation hebdomadaire. Je crois que c'est possible étant donné qu'une situation hebdomadaire n'est pas un bilan. On peut concevoir que cela figure dans ce compte d'ordre spécial que vous avez envisagés dans
votre

revision semestrielle, - et non dans la situation hebdomadaire; je crois qu'il n'y a rien d'illégal à cela, étant donné que la situation hebdomadaire n'est pas complète et que ce n'est pas un bilan, - ou bien à la rigueur dans les comptes d'ordre généraux.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est entendu, il y a là un procédé à examiner.

J'ajoute que nous avons des exemples, des précédents dont nous nous inspirerons. Car ce n'est pas une opération que nous imaginons. Elle s'est faite en Yougoslavie, en Hongrie, en Autriche, en Finlande. Nous avons des documents officiels et nous suivons par conséquent les méthodes des pays qui ont le mieux réussi.

Dans tous les pays à change déprécié, pour préparer la stabilisation on a été contraint de procéder à une opération de cette sorte.

~~M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.~~

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Doumer.

M. PAUL DOUMER. J'ai posé la plupart de mes questions par voie d'interruption.

En ce qui concerne les pertes, il y a un point qui peut préoccuper l'opinion. Si vous faites un compte spécial, vous verrez ensuite comment vous le réglerez...

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Il est entendu que la Banque ne fera pas de bénéfices et que le budget ne subira pas de pertes.

M. SCHRAMMECK. Il peut subsister une inquiétude dans l'esprit public. Il faudrait donner une indication à l'opinion qui est attentive à ces faits, qui se dit : "C'est entendu, la Banque ne fera pas de bénéfices. Mais alors, est-ce l'Etat

qui supportera les pertes ?"

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Je ne peux pas entrer dans le détail, mais le budget ne subira pas de pertes.

M. PAUL DOUMER. Je voulais dire aussi que, sur l'article 4, je ne crois pas possible de donner l'interprétation que vous indiquez. L'amendement Margaine est du reste formel. Il dit : "... aucune de ces conventions ne pouvant d'ailleurs avoir pour effet d'élever soit la limite d'émission de la Banque..." Je ne prends que ces mots. Il semble bien que, dans la pensée de l'auteur de l'amendement, l'opération ne puisse se faire que dans la limite des deux à trois milliards que la Banque a de disponibles.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Non, même littéralement ce n'est pas ce qu'il dit. J'en suis sûr, ce n'est pas ce qu'on a voulu dire.

On a dit : "Il y aura de l'inflation." Mais à la tribune j'ai dit : non, parce que j'augmente l'encaisse. Je maintiens la proportion entre la valeur de l'encaisse, dont j'augmente la richesse, et la valeur des billets. En réalité l'inflation restera ce qu'elle est aujourd'hui, mais il n'y aura aucune inflation nouvelle. La proportion est rigoureusement conservée.

On très bien compris qu'il s'agissait d'émettre, comme le dit l'article 3, des billets en contrepartie des devises. D'autre part on a dit : " Ne pas relever la limite d'émission, cela veut dire : ne pas mettre dans les conventions qu'on relèvera la limite d'émission. " Or je ne relève pas cette limite. On ~~ne~~ ne veut pas que la convention relève la limite d'émission : mais je n'y parle pas de la limite d'émission.

82/90

M. LOUIS PASQUET. Vous avez acheté des devises étrangères. Vous allez donc émettre des billets en correspondance. Supposez qu'à un moment donné, vous ayez besoin de ces devises. Vous en faites état, et il va en sortir des billets de banque.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. C'est bien pour cela que je les retire.

M. LOUIS PASQUET. Il faut tout de même les avoir.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Je retire d'autres billets. J'en ai toujours.

M. LOUIS PASQUET. Mais s'ils ne sont pas dans votre caisse ? S'ils sont à la Banque, j'en veux bien. Mais s'ils sont dispersés ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. La Banque annule des billets en chiffre correspondant. Il n'est pas nécessaire que ce soit tels et tels billets nommément désignés.

- 91 -

M. LOUIS PASQUET . Je pose la question avec précision : Quand la Banque émet des billets pour acheter des devises, ces billets entrent en circulation. Ces devises qu'elle a mises en réserve, à un moment donné il faut s'en servir. Est-ce que, dans le même temps où l'on utilise les devises, il est possible de faire rentrer les billets correspondants ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL . Quand la Banque revend ses devises, elle touche des billets .

M. LOUIS PASQUET. Vous avez une dette extérieure, dont il faut payer les arrérages. Vous les payez avec des devises . Quelle est la contrepartie de ces paiements, en billets de banque ? Il n'y en a pas .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL . Ce n'est pas la Banque qui paye la dette extérieure, c'est le Trésor .

M. LOUIS PASQUET . Vous demanderez des devises à la Banque. La Banque va constituer une sorte de trésor de guerre, ce n'est pas douteux .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. Je ne voudrais pas qu'il y eût de malentendu. Il ne s'agit pas du tout d'une opération de trésorerie, mais d'une opération de stabilisation monétaire après redressement. Je suis obligé de passer une convention avec la Banque, parce que, sans cela, elle ne se trouverait pas autorisée à faire cette opération .

- 92 -

M. LOUIS PASQUET . Elle y est autorisée .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL . Elle s'y refuse . Ce matin même, j'ai vu le Gouverneur et je lui ai dit : "Les circonstances sont particulièrement favorables; rendez nous donc le service d'acheter des devises ." Il m'a répondu : "Je ne pourrai le faire que lorsque les Chambres auront voté la loi que vous proposez . Jusque-là, les statuts s'y opposent ."

M. LOUIS PASQUET . Second point . Il s'agit du bilan de la Banque . La Banque va faire ces opérations d'achats de devises. Comment va-t-elle faire figurer dans sa situation hebdomadaire le nombre des ~~billets~~ billets qu'elle va émettre pour l'achat de ces réserves ? C'est un point extrêmement grave, et j'y insiste .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. L'opération est très délicate .

M. LOUIS PASQUET . Sans doute, mais il importe que l'on conserve l'impression que la situation hebdomadaire de la Banque de France est sincère. Il faut bien que quelque part on tienne compte des billets émis en contrepartie des devises achetées . Il ne faudrait pas qu'on puisse, à l'extérieur, avoir un seul instant l'impression qu'au bilan de la Banque de France, il y a quelque chose qui échappe au contrôle.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL . Je ne tranche pas la question. Mais la Banque joue ici un rôle particulier, qui

est nouveau, institué par une loi nouvelle, et qu'elle considère, jusqu'ici, comme contraire à ses statuts. En réalité, elle joue là le rôle de stabilisateur de la monnaie. Dans les autres pays où la Banque d'émission joue ce rôle, je crois que le secret est très soigneusement gardé .

M. LOUIS PASQUET . Il faut qu'il le soit .

M. CLEMENTEL . J'ai étudié ce qui s'est passé dans divers pays à ce sujet, et je fais observer que la Banque ne peut pas perdre. Il s'agit de redressement et de stabilisation . Le jour où le ministre a déterminé à peu près un chiffre, la Banque est assurée de ne jamais vendre qu'avec bénéfice; car elle vend quand cela monte au-dessus du point, et elle ~~vend~~ achète au-dessous. Elle ne peut pas perdre .

M. PAUL DOUMER . Je fais une réserve . La Banque de France va faire ces opérations sans vue de stabilisation, cela ne la regarde pas. Et puis, le Gouvernement a besoin d'une masse de manoeuvre pour parer à toute éventualité . Par conséquent, il y a bien des cas où la Banque pourrait perdre .

Quand il s'agira de stabiliser - nous n'y sommes pas encore - nous verrons quel genre de faillite on nous proposerait; et M. le Président du conseil n'est sans doute pas disposé à consacrer une dévaluation des neuf dixièmes ou des soixante-quinze centièmes. Par conséquent, je ne pense pas qu'il nous propose cela tout de suite .

-94-

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Dans les pays où l'opération s'est faite, elle a duré généralement dix-huit mois ou deux ans.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demande plus la parole ?...

Je remercie M. le Président du Conseil, au nom de la Commission des explications nombreuses qu'il a bien voulu nous donner. Nous en ferons état dans nos délibérations.

(M. le Président du Conseil se retire)

M. LE PRESIDENT.- Je propose à la Commission de suspendre sa séance pendant quelques instants (Adhésion)

La Séance est suspendue.

CAISSE D'AMORTISSEMENT

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi ayant pour objet la création d'une Caisse de gestion des Bons de la Défense nationale et d'amortissement de la Dette Publique.

L'article 1^{er} est ainsi conçu :

"Il est institué une caisse autonome de gestion des Bons de la Défense nationale, d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette publique, établissement public jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Cette caisse est chargée :

1^o D'assurer le service des intérêts, du remboursement et du renouvellement des Bons de la Défense nationale. Les bons ordinaires du Trésor actuellement en circulation seront également gérés par la Caisse et ne pourront être renouvelés que sous forme de Bons de la Défense nationale :

2^o D'exploiter, jusqu'à l'amortissement complet des Bons de la Défense nationale et des obligations que la caisse sera autorisée à émettre le monopole de l'achat, de la fabrication de la vente des tabacs."

M. DAUSSET.- Que signifie, au second alinéa, la phrase : "Les bons ordinaires du Trésor actuellement en circulation seront également gérés par la Caisse et ne pourront être renouvelés que sous forme de bons de la Défense nationale ?"

Cette phrase semble indiquer qu'au lieu d'amortir les bons de la Défense, on en émettra de nouveaux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 5 fixe à 49 milliards le maximum des Bons du Trésor et des bons de la Défense pouvant être mis en circulation. Dans les limites de ce maximum, les bons du Trésor pourront être remplacés par des Bons de la Défense.

L'article 1^{er} est adopté.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Article 2

"La Caisse autonome est administrée par un Conseil d'administration de 21 membres comprenant, outre le Président, un Comité financier et un Comité technique.

Le Comité financier, plus spécialement chargé de la gestion et de l'amortissement des Bons de la Défense nationale, est composé comme suit :

Un Sénateur, élu par le Sénat pour quatre ans et rééligible, président;

Un Député, élu par la Chambre des Députés pour quatre ans et rééligible, Vice-Président;

Le Gouverneur de la Banque de France;

Le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Con-
signations;

Le Directeur du Mouvement général des Fonds;

Le Syndic de la Compagnie des Agents de change de
Paris;

Le Président de l'Association nationale des notai-
res de France;

Un représentant des Etablissements de crédit, dési-
gné par le Ministre des Finances;

Un comptable du Trésor, désigné par le Ministre
des Finances;

Le Président de l'Association nationale des porteurs
de valeurs mobilières ou son représentant;

Le Comité technique, plus spécialement chargé de
l'exploitation du Monopole des tabacs est composé de 10
membres, savoir :

3 membres représentants du Ministre des Finances;

Le Directeur général de l'exploitation industrielle
des tabacs;

1 membre désigné par l'Académie d'agriculture;

1 commerçant et un industriel désignés par l'Assem-
blée des Présidents des Chambres de Commerce;

3 membres choisis par le Ministre des Finances dans
le Conseil consultatif, dont un parmi les représentants
des planteurs de tabacs, et un parmi les représentants
des débitants, agents de culture ou personnel ouvrier.

Le Président du Conseil d'administration est nommé
par décret rendu sur proposition du Ministre des Finances"

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La tâche du Président du
Conseil d'administration sera bien difficile avec un
Conseil aussi nombreux.

M. DAUSSET.- L'article de l'article stipule que le
Président du Conseil sera nommé par décret. Ce pourra
donc être un membre quelconque du Conseil d'administra-
tion et non pas uniquement le Sénateur qui représentera
la Haute Assemblée au sein de cet organisme, comme M. le
Président.....

Président du Conseil nous en a donné l'assurance, tout à l'heure. En réalité, rien ne le lie pour ce choix, que la promesse verbale qu'il nous a faite.

M. LEBRUN.- Je vais plus loin. La rédaction même de l'article, exclut, de la part de M. le Président du Conseil, la possibilité, même s'il veut tenir sa promesse de mettre le Sénateur à la tête du Conseil d'administration. En effet, le texte stipule que le Conseil d'administration sera composé de 21 membres comprenant, outre Le Président, un Comité financier de 10 membres que présidera le Sénateur élu par le Sénat et un Comité technique de 10 membres également. Si donc on maintient cette rédaction le Sénateur, Président du Comité financier, ne pourra pas être, en même temps, Président du Conseil d'administration, car alors ce Conseil ne compterait plus 21 membres, mais seulement 20.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous demande de ne pas modifier le texte voté par la Chambre.

M. DAUSSET. Mais il se règle en contradiction avec les déclarations mêmes de M. le Président du Conseil

M. HERVEY.- Ne pourrait-on supprimer les mots "outre le Président" et réduire le nombre des membres du Conseil d'administration à 20 ? De cette façon, M. le Président du Conseil pourrait placer à la tête du Conseil d'administration le représentant du Sénat, déjà président du Comité financier.

M. LE PRESIDENT.- Avant que la Commission ne se prononce sur cette modification, permettez-moi de demander, par téléphone, à M. le Président du Conseil, s'il n'a pas d'objections à y faire (Assentiment).

M. LE PRESIDENT.....

(M. LE PRESIDENT fait connaître que M. le Président du Conseil accepte la modification proposée par M. HERVEY.)

Le texte ainsi modifié est adopté.

L'article 3 (Conseil Consultatif des tabacs) est adopté avec une modification proposée par M. Le Rapporteur Général (Augmentation du nombre des membres composant le Conseil par l'admission d'un représentant des organisations ouvrières).

L'article 4 (fixation par décret, du taux d'intérêt des Bons, ainsi que du prix des tabacs) est adopté.

M. LE PRESIDENT.- Article 5.

" Le montant maximum des Bons gérés par la Caisse autonome est fixé à 49 milliards de francs. Ce maximum sera abaissé chaque année du montant des Bons amortis. La circulation réelle des Bons pourra, toutefois, dépasser temporairement le maximum dans la limite de 6 % ."

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose pour laisser plus d'élasticité au fonctionnement de la Caisse, de porter de 6 à 10 % la faculté de dépassement du maximum prévu pour les émissions de bons.

M. SCHRAMECK.- Il me semble mauvais, au moment où l'on parle d'amortir la dette flottante, d'autoriser son accroissement, même temporaire, dans une proportion aussi élevée que celle que vous proposez.

M. DOUMER.- Il n'y a, en effet, aucune raison d'aller dans cette voie au delà de ce que le Gouvernement nous demande.

L'article 5 (texte du Gouvernement) est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 6.

énumérant les ressources mises à la disposition de la Caisse et fixant les avantages attachés aux titres qu'elle sera autorisée à émettre.

M. DOUMER.- Ne pourrions nous supprimer la dernière phrase qui est ainsi conçue :

"Ils pourront bénéficier des mêmes exonérations fiscales que les Bons de la Défense Nationale " .?

M. MILAN.- Ces titres étant appelés à remplacer les Bons, il est indispensable qu'ils jouissent des mêmes avantages, sinon personne ne consentira à en prendre.

M. RENE RENOULT.- L'immunité dont jouissent les bons au point de vue de l'impôt global est très onéreuse pour le Trésor. Il y aurait le plus grand intérêt à ne pas l'étendre à d'autres titres.

M. CLEMENTEL.- Il me semble impossible que nous puissions modifier le texte sur ce point capital, sans prendre l'avis de M. le Président du Conseil.

M. LEBRUN.- Je suis de l'avis de M.M. DOUMER et RENAULT. Dès l'instant qu'on affecte un gage spécial: à savoir le produit de la vente des tabacs aux titres nouveaux, il n'y a pas lieu de les faire bénéficier, en outre, de tous les avantages accordés jusqu'à présent, aux Bons de la Défense.

M. DOUMER.- Vous avez raison et ces titres ne devraient pour que des avantages accordés aux rentes sur l'Etat.

M. SCHRAMECK.- D'ailleurs, la disposition que vous critiquez n'existait pas dans le texte primitif du Gouvernement.

M. DOUMER.....

M. DOUMER.- On peut donc, sans inconvénient, la supprimer.

M. BIENVENU MARTIN.- Je propose de remplacer la phrase dont il s'agit par la disposition suivante : "Ils bénéficieront des mêmes exonérations que les rentes sur l'Etat".

M. MILAN.- J'insiste auprès de la Commission pour qu'elle ne modifie pas, sur ce point, le texte qui lui est soumis. En refusant d'accorder aux titres destinés à remplacer les Bons de la Défense les avantages accordés jusqu'ici à ces bons, vous risquez de rendre impossible le fonctionnement de la Caisse ou, tout au moins, de compromettre la consolidation de la Dette flottante.

M. LE PRESIDENT met aux voix l'amendement de M. BIENVENU MARTIN.

Par 9 voix contre 8, cet amendement n'est pas adopté.

Le texte, voté par la Chambre, est adopté, par 11 voix contre 7.

L'article 7 est adopté, avec une modification de rédaction, proposée par M. LE RAPPORTEUR GENERAL.

Les articles 8 à 11 sont adoptés.

M. LE PRESIDENT.- Article 12 :

"La limite des Bons ordinaires du Trésor dont l'émission est nécessaire pour assurer les fonds de roulement normaux de la Trésorerie est fixée à 5 milliards de francs".

M. PASQUET.- Cette disposition ne constitue-t-elle pas une autorisation d'inflation déguisée ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Au contraire. Le maximum des Bons du Trésor que l'Etat est autorisé à émettre pour les besoins de la Trésorerie est actuellement fixé à 10 milliards. Le présent texte a donc pour objet de

le.....

le réduire de moitié; réduction que, pour ma part, je juge peut-être même excessive.

M. DAUSSET.- Vous avez raison; mais il n'empêche qu'aux yeux du public, cet article passera pour une autorisation nouvelle d'émission de Bons du Trésor.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour éviter toute méprise, je vous propose de remplacer les mots : "est fixée" par les mots : "est ramenée".

L'article ainsi modifié, est adopté.

L'article 13 et dernier est adopté.

L'ensemble du projet de loi est adopté.

STABILISATION DE LA MONNAIE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle le projet de loi concernant des opérations en vue de la stabilisation de la monnaie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous avez entendu, Messieurs, les explications données par M. le Président du Conseil sur ce projet de loi. Je vous propose de l'adopter sans modification.

M. CLEMENTEL.- Si l'opération de stabilisation à laquelle la Banque de France se livrera avec les devises qu'elle va être autorisée à acheter, est bien conduite, elle se traduira sans perte.

Au cours de mon passage au ministère des Finances, j'ai pu, pendant près de 10 mois, stabiliser le franc, avec une masse de manœuvre infime.

M. RENE RENOULT.- N'est-il pas à craindre que l'étranger, lorsqu'il saura que la Banque de France est autorisée à acheter des devises, n'en profite en prenant position à la baisse du franc ?

Les.....

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

L'ensemble du projet est adopté.

HABITATIONS A BON MARCHE

La Commission adopte les conclusions d'un rapport de M. PASQUET tendant à l'adoption du projet de loi.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

La Commission entend M. QUEILLE, Ministre de l'agriculture sur le projet de loi tendant à assurer, dans des conditions plus favorables, le ravitaillement en blé, en farine et en pain.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE.- Les prévisions pour la campagne 1926-1927, ne sont rien moins que rassurantes. La récolte, inférieure à celle de l'an dernier, ne dépassera pas 76 millions de quintaux, alors que les besoins s'élèvent à 90 millions de quintaux.

Il convient donc de maintenir les mesures antérieurement prises quant à l'introduction des succédanés : seigle, orge, riz et gruau. Mais il est indispensable d'établir un contrôle qui nous permette de nous rendre compte, d'une part, que les prescriptions relatives à l'emploi des succédanés sont respectées et, d'autre part, que, dès le début de la campagne, les minotiers incorporent aux blés indigènes qu'ils traiteront, des blés exotiques afin qu'on ne soit pas obligé, en fin de campagne, n'ayant plus de blés indigènes, à importer de grosses quantités de blés exotiques dans des conditions particulièrement onéreuses.

Il.....

Il faut, d'autre part, obliger les cultivateurs à déclarer, non pas les quantités de blés récoltés par eux, car ils s'y refuseraient -, mais les surfaces qu'ils auront emblavées. Il sera possible d'obtenir d'eux cette déclaration puisque les surfaces emblavées bénéficieront de dégrèvements.

Quant au contrôle de l'incorporation des succédanés et des blés exotiques, il suffira, pour l'établir, d'obliger les meuniers à tenir un registre où ils devront consigner les quantités de grains entrées dans leurs établissements et les quantités de farine qui en sortiront. Le service de l'inspection des fraudes qui aura communication de ce registre pourra procéder à toutes les vérifications nécessaires.

Grâce à l'établissement de ce contrôle, il nous sera possible d'éviter le retour de faits analogues à ceux qui se sont produits ces temps derniers et qui ont failli provoquer la disette dans toute une région.

.....

(M. Queuille)

Voilà, au point de vue du contrôle, ce que nous voulons faire. Reste une série de dispositions prévues au projet, qui permettent au ministre de l'agriculture de prendre certaines mesures, après avis d'un Office des Céréales .

Je sais que des protestations se sont élevées à la commission des finances, au sujet de ce mot "Office". L'objection a été soulevée à la Chambre, et j'y ai déjà répondu : Il ne s'agit pas du tout de créer un organe ayant ~~l'autonomie~~ l'autonomie financière; je ne dote cet Office d'aucun crédit. D'ailleurs, il existe ; par décret il a été créé , au ministère de l'agriculture un Comité consultatif des céréales panifiables, et je lui demande son avis chaque fois que je prends des mesures concernant l'incorporation des succédanées et le taux de blutage.

Si je parle de l'Office dans la loi, c'est parce que certaines des mesures qu'on est amené à prendre en vue de l'approvisionnement peuvent paraître préjudiciables aux agriculteurs et que, si on laisse régler par décret la composition de l'office, les agriculteurs peuvent dire qu'ils n'ont pas de garantie et exprimer la crainte d'être victimes des mesures administratives que nous prendrons . En créant l'Office par la loi et en disant qu'il devra obligatoirement comprendre, pour moitié, des représentants des intérêts agricoles, je donne aux agriculteurs l'apaisement qu'ils demandent .

Sur avis de cet Office, le ministre décidera quel sera le taux d'extraction des farines - je l'ai déjà porté au maximum, en raison de la campagne déficitaire - quelle sera l'incorporation des succédanées, dans quelles conditions les céréales seront importées. Sur ce dernier point, des objections ont été présentées à la Commission des finances.

De quoi s'agit-il ? Actuellement, autour de la Bourse du Commerce, il se fait sur les blés des marchés un peu scandaleux. Très souvent, on se passe un marché de main en main et les prix enflent, jusqu'à déterminer une hausse qui, dans l'année qui vient de s'écouler, a été vraiment excessive.

A la vérité, lorsqu'un importateur veut actuellement acheter ferme du blé à l'étranger, il lui faut une autorisation d'achat de devises étrangères, et il devrait demander cette autorisation, puisque c'est la condition préalable de tout achat réel. Mais n'est-il pas utile, surtout dans les circonstances difficiles que nous traversons, que le ministre de l'agriculture puisse savoir quels sont les marchés de blés qui sont passés à l'étranger ? Il s'agit de contrôler ces marchés ou du moins d'en tenir au courant le ministre de l'agriculture, afin qu'il puisse se rendre compte s'ils sont bien en rapport avec les besoins d'approvisionnement du pays, et aussi s'ils ne risquent pas de faire supposer à l'étranger que nous avons des besoins de devises formidables.

Voilà le contrôle que nous voulons instituer, en ce qui concerne les importations. Non seulement il n'est pas dangereux, mais je le crois sage. J'ajouterai qu'avant de déposer ce projet, j'en ai discuté avec les représentants de la minoterie et des importateurs de blés et qu'ils ne

m'ont pas fait d'objection déterminante. Non seulement ils ne protestent pas, mais ils seraient très heureux de voir assainir, par des mesures de ce genre, le marché des blés exotiques.

Enfin, les commissions pourront également autoriser des ententes intervenues entre les municipalités et la meunerie, ou les boulangers.

En ce qui concerne l'application de la loi en vigueur sur la taxation des farines, actuellement tous les quinze jours on doit fixer le prix de la farine en fonction du cours des blés. Mais si nous sommes en période d'instabilité monétaire, et si nous devons faire appel à des blés étrangers, les fluctuations du change ont, tous les quinze jours, sur le prix de la farine, et par suite sur le prix du pain, des répercussions regrettables. Or, voici ce qu'on a fait à Paris; ce n'était pas une application exacte de la loi, mais je trouve qu'on a bien fait. A Paris, on incorpore, pour faire la soudure, 20 % de blé étranger. La Commission de la Seine a fait venir les meuniers et leur a dit : "Couvrez-vous pour ces blés étrangers; passez des marchés à livrer jusqu'au 27 août. Nous ferons peut-être une entorse à la loi sur la taxation des farine, mais je vous compterai ces blés sur le taux de 248 francs." C'était là un élément de stabilisation qui a joué dans un sens favorable, à Paris, lorsque nous avons eu la dernière poussée des changes.

Dans cette mesure raisonnable, il faut le permettre, puisque c'est un élément de stabilisation du prix du pain. La loi permettra de prendre des dispositions de ce genre, sur l'avis de l'Office des Céréales.

Le projet prévoit encore l'interdiction d'employer des farines de blés indigènes dans certaines industries spéciales. Je crois que c'est indispensable, et je suis d'accord sur ce point avec la semoulerie, dont on a fait entendre les doléances à la Chambre. Je crois qu'il faut que toute la farine indigène aille à la panification et que les industries spéciales demandent à l'étranger les 4 millions de quintaux qu'elles utilisent .

Pour ce qui concerne le remboursement, partiel ou total, des droits de douane, quelle est la situation ? Le ministre de l'agriculture a la faculté, en dehors des sessions des Chambres, de faire prendre en conseil des ministres un décret suspendant le droit de douane sur les blés. Lorsque le ministre de l'agriculture a eu l'occasion de faire application de cette mesure, le monde agricole a protesté avec assez de violence. Je crois qu'avant de prendre une mesure de cette nature, il faut pouvoir consulter les intéressés, et c'est pourquoi je propose de prendre, dans ce cas, l'avis de l'Office des Céréales.

On me dira: "Actuellement, pendant les sessions parlementaires, vous n'avez pas le droit de prendre cette mesure par décret. Pourquoi la loi nouvelle vous donne-t-elle ce droit ?" Je fais observer à la commission des finances que, quand le ministre de l'agriculture - mon prédécesseur M. Binet ou moi-même - a jugé que les circonstances justifiaient le remboursement des droits de douane, il a présenté un projet que les commissions des finances, et les Assemblées, ont adopté. Seulement, entre le moment où nous avons constaté

-6-

qu'il y avait une hausse des cours des blés exotiques, déterminant une hausse excessive des blés indigènes, et le moment où la loi avait été promulguée, le mouvement ascensionnel des prix s'était poursuivi et les blés indigènes s'étaient mis à peu près à la parité des blés exotiques. Ainsi nous n'avions pas pu obtenir, du remboursement des droits, l'effet heureux que nous en attendions, parce que la mesure était venue trop tard .

J'ai pris, devant la Chambre, l'engagement que, durant les sessions parlementaires, je n'userais de cette faculté qu'après avoir pris l'avis de la commission de l'agriculture. Je renouvellerai cet engagement devant le Sénat et j'ajouterai que je prendrai également l'avis de la commission des finances, qui a aussi son mot à dire .

Enfin, le dernier article ouvre un crédit de 800.000 francs. J'insiste sur le fait que ce crédit ne va pas à l'Office. Il va au ministère de l'agriculture, au budget par conséquent, et il est ouvert pour frais de statistique et de contrôle des céréales panifiables. Or, ni la statistique ni le contrôle n'intéressent l'Office. Par conséquent, même par un moyen détourné, je ne pourrais pas affecter une partie de ce crédit à l'Office .

Il faut faciliter les déclarations des agriculteurs et pour cela il est nécessaire que je puisse mettre à la disposition des préfectures des crédits en vue de faire imprimer les feuilles sur lesquelles les agriculteurs feront leurs déclarations. Il faut également avoir la possibilité de centraliser les renseignements donnés par les minotiers, d'après le relevé de leurs registres .

- 7 -

Telles sont, dans leur ensemble, les dispositions du projet de loi.

Je suis à la disposition de la commission pour lui donner toutes les explications complémentaires qu'elle pourrait désirer .

M. LE PRESIDENT . Quelqu'un a-t-il une question à poser à M. le ministre ?

M. BLAIGNAN . L'année dernière, on avait prévu le remboursement des droits de douane. Cette année, dans le projet que nous avons voté, on parlait de l'exonération des droits . Est-ce que vous revenez au système du remboursement ?

M. LE MINISTRE . Je préfère le système du remboursement, qui permet un contrôle plus précis. Avec l'exonération, on risque d'exonérer du droit de douane des blés qui n'iraient pas à la panification. J'aime mieux avoir l'acquit et l'annuler au moment où j'ai la preuve que le blé est allé à la panification .

M. ALBERT LEBRUN . Le mot "Office" me paraît malheureux. C'est un terme qui a maintenant un sens bien défini. Quand on dit "office", cela veut dire un organe pourvu de l'autonomie financière . Pourquoi ne pas dire : "Comité consultatif" ?

M. LE MINISTRE. C'est parce que un Office a déjà été créé au ministère de l'agriculture . Il existe .

M. MILAN . Si j'ai bien compris, les pâtes alimentaires seront faites à l'avenir uniquement avec des semoules de blés durs ?

- 8 -

M. LE MINISTRE . Elles pourront être faites avec des farines de blés tendres, parce que c'est nécessaire pour certaines pâtes fraîches; mais elles devront être faites uniquement avec des farines provenant de blés exotiques , et je ne donnerai l'autorisation que si l'on m'apporte au préalable l'acquit .

M. LE PRESIDENT . Personne n'a d'autre observation à présenter ?...

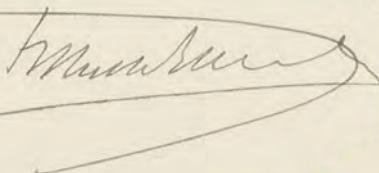
Monsieur le ministre, nous vous remercions .

(M. le ministre de l'agriculture se retire)

La Commission adopte, sans modification, le projet de loi.

La Séance est levée à 19 heures 15 minutes.

Le Président
de la Commission des Finances :



:::::::::::::
++++++

=====
ooooo
...

Samedi 7 août 1926

COMMISSION DES FINANCES

La Séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence
de M. MILLIES LACROIX, président.

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.
DOUMER. RAIBERTI. R.G.LEVY.
FERNAND FAURE. LEBRUN. BLAIGNAN.
GENERAL STUHL. SCHRAMECK. MILAN.
DAUSSET. SERRE. RENOULT. CHASTENET.
HIRSCHAUER.

CAISSE DE GESTION DES BONS DE LA
DEFENSE NATIONALE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen
du projet de résolution relatif à l'insertion, dans la
loi constitutionnelle du 25 février 1875, de diverses
dispositions concernant la Caisse de gestion des bons
de la Défense nationale.

M. HENRY CHERON, Rapporteur Général donne lecture
du rapport suivant :

Messieurs,

Messieurs, aux termes de l'article 8 de la loi
constitutionnelle du 25 février 1875, les chambres ont
le droit, par délibération séparée, prise dans chacune
à la majorité absolue des voix, soit spontanément soit
sur la demande du Président de la République, de déclara-
rer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnel-
les.

Après que chacune des deux Chambres a pris cette ré-

solution, elles se réunissent en Assemblée nationale pour procéder à la revision.

Les délibérations portant revision des lois constitutionnelles en tout ou en partie doivent être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

A la date du 7 août 1926, M. le garde des sceaux a déposé sur le bureau du Sénat le projet de résolution suivant :

"Article unique.

Conformément à l'article 8 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 et sur la demande du Président de la République, le Sénat déclare qu'il y a lieu de compléter la loi constitutionnelle du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics en vue :

1° D'assurer l'autonomie de la caisse de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique;

2° De garantir à cette caisse les ressources nécessaires.

En même temps, un semblable projet de résolution était déposé par M. le Président du Conseil sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le projet de résolution déposé par le Gouvernement ayant pour objet de porter devant l'Assemblée nationale une disposition d'ordre exclusivement financier, le Sénat en a prononcé le renvoi à sa commission des finances. Celle-ci en a délibéré et j'ai l'honneur de vous apporter ses conclusions.

De toutes les Constitutions qui aient été établies

dans.....

dans notre pays, la Constitution de 1875 est la seule qui ait pu être modifiée d'une façon normale, en vertu de la clause de revision que constitue l'article 8.

Deux revisions ont eu lieu, l'une le 19 juin 1879, pour abroger l'article 9 de la loi du 25 février 1875, aux termes duquel le siège du pouvoir exécutif et des deux Chambres était à Versailles; l'autre en 1884. Elle a porté sur le délai dans lequel, à la suite d'une dissolution, sont réunis les collèges électoraux et la Chambre des Députés : sur l'intangibilité de la forme républicaine du Gouvernement; sur l'inéligibilité à la présidence de la République des membres des familles ayant régné sur la France; enfin les articles relatifs à l'organisation du Sénat ont cessé par cette délibération de l'Assemblée nationale d'avoir un caractère constitutionnel.

Lors de ces deux revisions, les deux Chambres avaient pris, d'accord avec le Gouvernement, les précautions nécessaires pour que la revision de la loi constitutionnelle fût strictement limitée à l'objet de la convocation de l'Assemblée nationale. Ces précautions résultent tout particulièrement de la discussion devant le Sénat en 1884. Le rapport déposé par M. DAUPHIN sur le bureau du Sénat, le 21 juillet 1884, contenait, notamment, les explications suivantes :

"Il n'est pas douteux que l'article 8 de la loi du 25 février 1875, en faisant dépendre la réunion d'une Assemblée nationale d'une double résolution prise préalablement par chacune des Chambres, a entendu que l'accord devait être fait entre elles, non seulement sur l'utilité d'une revision mais sur la position des questions

à.....

à résoudre."

Et plus loin :

"Votre Commission est certaine d'être l'interprète de l'avis du Sénat en déclarant qu'il lui eût été impossible de s'associer à un projet de revision s'il n'eût pas été strictement limité et si l'Assemblée nationale pouvait sortir des limites préalablement tracées..... Votre Commission devait donc se préoccuper des garanties qui peuvent assurer au pays la limitation des travaux de l'Assemblée nationale".

Le rapporteur faisait connaître, alors, que le président du conseil et le garde des sceaux avaient établi un accord absolu entre le Gouvernement et le Sénat sur les effets de la résolution qu'on allait prendre et de la procédure qui la suivrait.

M. le Président du conseil et M. le Garde des sceaux appelés et entendus, avaient déclaré :

1° Qu'il n'y aurait pas lieu de convoquer l'assemblée nationale si les résolutions des deux Chambres n'étaient pas identiques dans la totalité de leur contexte indivisible;

2° Que si la résolution du Sénat n'était pas identique à celle qu'a précédemment prise la Chambre des Députés, la procédure à suivre était d'inviter la Chambre à délibérer de nouveau dans un délai très bref;

3° Qu'il incombait au Gouvernement de déposer sur le bureau de l'assemblée nationale le projet des solutions qu'il lui demanderait de donner aux questions posées par les résolutions conformes des deux Chambres;

4° Que le devoir du Gouvernement était de s'opposer, dans l'assemblée nationale, à toute délibération sur

des.....

des propositions qui sortiraient des limites des questions posées et que le Gouvernement ne faillirait pas à ce droit.

Et le rapporteur ajoutait :

"Ces déclarations, dont votre commission a pris acte, permettent d'espérer que l'accord, après être intervenu entre le Gouvernement et le Sénat, se fera aussi avec la Chambre des Députés. Cet accord est la condition expresse du consentement que la majorité de votre commission vous propose de donner à la convocation du congrès et sans laquelle ce consentement devrait être considéré comme non avenu".

On conçoit que nos éminents prédécesseurs aient pris de telles précautions. La réunion de l'assemblée nationale est l'acte le plus grave dans le fonctionnement de nos institutions, surtout quand il s'agit de faire jouer la clause de revision.

La sécurité de la République est directement intéressée à ce que la jurisprudence qui s'est établie en 1884 dans des termes si formels et qui limite à un objet précis les travaux de l'Assemblée nationale soit une fois de plus respectée.

Il s'agit aujourd'hui de donner la garantie constitutionnelle, non point à toute la loi que vous avez votée sur la caisse de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique, mais à l'autonomie de cette caisse et aux ressources affectées à son fonctionnement.

Le Gouvernement se propose de donner ainsi une garantie exceptionnelle au fonctionnement de la caisse que vous avez instituée.

Nous.....

Nous sommes trop partisans du respect des engagements de l'Etat pour nous opposer au principe de la résolution.

Nous vous proposons, d'autre part, d'adopter la formule qui a déjà reçu l'adhésion de la Chambre des Députés.

Mais votre Commission entend prendre les mêmes précautions qu'en 1884.

Elle ne donne donc son adhésion à la convocation de l'Assemblée nationale que pour l'objet limité du projet de résolution dont nous sommes saisis.

Il demeure entendu qu'il incombera au Gouvernement de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale le projet de la solution législative qu'il demandera à cette Assemblée de donner aux deux questions posées par la résolution conforme des deux Chambres.

Il est entendu encore qu'il s'opposera, devant l'Assemblée nationale, à toute délibération sur des propositions qui sortiraient des limites des deux questions posées et dont le texte doit être strictement interprété.

Nous vous proposons, comme nos prédécesseurs de 1884, de décider qu'une déclaration formelle du Gouvernement sur les principes ci-dessus rappelés et l'engagement formel de s'y tenir, constituent la condition expresse du consentement du Sénat à la convocation de l'Assemblée nationale.

Messieurs, nous tenons à dire en terminant que si le Sénat, dans les circonstances que nous traversons, ne veut pas refuser au Gouvernement la décision qu'il sollicite, il verrait les plus graves inconvénients pour
l'avenir.....

l'avenir à ce qu'on fit un usage trop fréquent de la clause de revision, insérée dans l'article 8 de la loi du 25 février 1875.

La constitution de la République a fait ses preuves. Il s'agit, d'ailleurs, aujourd'hui, moins de modifier ses dispositions que d'emprunter leur forme solennelle pour étayer le crédit public et proclamer l'incommutabilité des engagements de l'Etat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose maintenant à la Commission, d'entendre M. le Président du Conseil, afin d'obtenir de lui l'engagement que le Gouvernement s'opposera à toute extension du projet qui doit faire l'objet de la réunion de l'Assemblée nationale (Assentiment).

M. RAYMOND POINCARE, Président du Conseil, Ministre des Finances est introduit.

M. le PRESIDENT.- La Commission vous remercie, M. le Président du Conseil, des déclarations que vous avez faites à la Chambre et desquelles il résulte que le Gouvernement entend s'opposer, devant l'Assemblée nationale, à toute proposition qui excéderait le cadre de l'objet spécial pour lequel elle sera convoquée. Nous vous demandons de confirmer devant la Commission et devant le Sénat ces déclarations.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je vous les confirme bien volontiers puisque c'est spontanément que, devant la Chambre, j'ai donné lecture de l'exposé des motifs rédigé par M. JULES FERRY en 1884 ainsi que des rapports de M.M. FERNINAND DREYFUS et DAUPHIN qui restreignaient l'objet.....

=l'objet sur lequel l'Assemblée nationale était appelée à délibérer.

Ensuite de cette lecture, j'ai déclaré que le Gouvernement poserait la question de confiance contre toute proposition tendant à étendre l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

M. LE PRESIDENT.- A quoi tendait la proposition additionnelle soumise à la Chambre par M. RENAUDEL ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Inspirée par la constitution tchéco-slovaque, elle tendait à impartir au Sénat des délais pour l'examen des projets et propositions votés par la Chambre, et, en cas de conflit, à laisser le dernier mot à cette Assemblée.

Si cette disposition est reprise à Versailles, je lui opposerai la question préalable.

D'ailleurs, je ne crois pas que le groupe socialiste tente de nous créer des difficultés graves devant l'Assemblée nationale. La seule obstruction à craindre ne peut venir que des communistes.

M. LE PRESIDENT remercie M. LE PRESIDENT DU CONSEIL de ses déclarations.

M. le Président du Conseil se retire),

Le projet de résolution, mis aux voix, est adopté.

La Commission adopte les conclusions de rapports de M. le Rapporteur Général, favorables à l'adoption :
1° du projet de loi relatif à l'achat et à la vente de terrains contigus aux manufactures d'allumettes de Pantin et d'Aubervilliers;

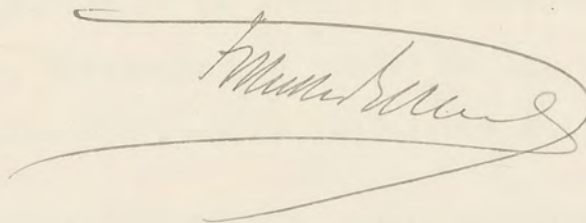
2° Du projet de loi relatif à la taxation de l'acide carbonique liquide;

3°

3° du projet de loi portant allocation de secours annuels aux veuves et ayants droits des fonctionnaires des postes et des télégraphes tués pendant leur service dans la catastrophe d'Ennuyères.

La Séance est levée à 21 heures 35 minutes.

Le Président
de la Commission des Finances :

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'M. M...' with a large, sweeping flourish underneath.

+++++

COMMISSION DES FINANCES

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du Mardi 10 Août 1926

La Séance est ouverte à Midi 1/4, sous la Présidence de M. MILLIES LACROIX,

M. LE PRESIDENT.- Conformément à la résolution votée ce matin par l'Assemblée nationale, j'invite la Commission à désigner 10 de ses membres dont les noms, unis à ceux de 20 des membres de la Commission des Finances de la Chambre, constitueront la liste des candidats soumise aux bureaux, en vue de l'élection de la Commission chargée par l'Assemblée nationale, d'examiner le projet de loi relatif à la Caisse de gestion des bons de la Défense Nationale.

La Commission désigne M.M. MILLIES LACROIX. RAIBERTI.

CLEMENTEL. CHERON. CHASTENET. MILAN.

DOUMER. BIENVENU MARTIN. FRANCOIS MARSAL. CHARLES DUMONT.

M. MILAN. remercie ses Collègues mais demande, pour des raisons de convenance personnelle, à ne point faire partie de la Commission de l'Assemblée nationale. Il propose à la Commission de désigner M. JEANNENEY.

M. JEANNENEY décline cette candidature et propose celle de M. DAUSSET.

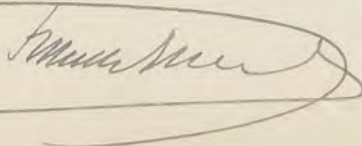
M. DAUSSET est désigné.

M. FRANCOIS MARSAL demande à M. le Président de prier les divers bureaux de l'Assemblée nationale de ne pas clore le scrutin auquel ils procèderont, avant 14 heures trente.

La Séance est levée à Midi 20 minutes.

Le Président

de la Commission des Finances :



ASSEMBLEE NATIONALE

Mardi 10 août 1926

1^e Séance

Commission spéciale de trente membres.

La Commission spéciale de trente membres, élue par les bureaux de l'Assemblée nationale, et chargée de l'examen du projet de loi relatif à la caisse de gestion des bons de la Défense nationale, tient une première séance officieuse à 14 heures 50, sous la présidence de M. MILLIESLACROIX.

M. LE PRESIDENT.- Je propose à la Commission de faire savoir à M. le Président de l'Assemblée que la Commission est maintenant constituée.

M. PIERRE RENAUEL.- Quel que soit l'intérêt que l'on puisse attacher au vote rapide du projet dont nous sommes saisis, j'estime que nous devons procéder sérieusement et en nous conformant au règlement adopté par l'Assemblée, ce matin.

Ce n'est pas à la Commission de se déclarer constituée. Elle ne sera valablement constituée qu'après avoir été proclamée en séance publique. Tant qu'il n'aura pas été procédé ainsi, j'estime que la Commission ne peut valablement délibérer sur le projet du Gouvernement ni sur les contre-projets ou amendements qui peuvent être déposés.

M. HENRY SIMON.- Je suis d'accord avec M. RENAUEL. La méthode qu'il propose me semble judicieuse. Il convient d'attendre, avant d'entrer dans l'examen du projet du Gouvernement que M. le Président de l'Assemblée ait proclamé, en séance publique notre nomination et qu'il ait donné lecture du projet et des divers contre projets qui nous seront ainsi régulièrement renvoyés.

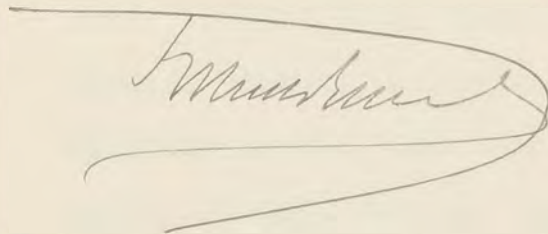
M. HENRY PATE.- Ne pourrions nous, pour gagner du temps, désigner officieusement dès maintenant, notre rapporteur ?

M. HENRY CHERON est nommé rapporteur à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Pour répondre au voeu exprimé par M.M. RENAUEDEL et SIMON, je vais demander à M. le Président de l'Assemblée aussitôt après qu'il aura proclamé notre nomination en séance publique, de donner lecture du projet et des divers contre-projets dont il est saisi (Assentiment).

La Séance est levée à 15 heures.

Le Président
de la Commission des Finances du Sénat :



+++++

ASSEMBLEE NATIONALE

Mardi 10 Août 1926

2^e Commission spéciale de Trente Membres.

Présidence de M. MILLIES LACROIX.

La Séance est ouverte à 15 heures.

PRESENTS M.M. BARETY , Député. BIENVENU MARTIN, Séma-
teur. BLUM Léon, Député. BONNEFOUS
Georges, Député. CANDACE, Député.
de CHAPPEDELAINE, Député. CHASTENET,
Sénateur. CHERON Henry, Sénateur.
CLEMENTEL, Sénateur. COMPERE MOREL,
Député. DAUSSET Louis, Sénateur.
DESJARDINS, Député. DAYRIS Pierre, Dé-
puté. DOUMER Paul, Sénateur. DUCOS,
Député. DUMONT Charles, Sénateur.
FRANCOIS MARSAL, Sénateur. GARCHERY, Dé-
puté. LANDRY, Député. LASSALLE, Député
LEBOUCQ Charles, Député. LOCQUIN, Dépu-
té. MILLIES LACROIX, Sénateur.
PALMADE, Député. PATE Henry, Député.
RAIBERTI, Sénateur. RENAUEL, Député.
SEROT Robert, Député. SIMON Henry, Dé-
puté. de TINGUY DU POUET, Député.

+++++

NOMINATION DU BUREAU.- La Commission confirme le bu-
reau qu'elle avait officieusement nommé et qui se trouve
ainsi définitivement constitué.

Président :	M. MILLIES LACROIX.
Vice- Président :	M. HENRY SIMON.
Secrétaires :	M. de CHAPPEDELAINE
Rapporteur :	M. HENRY CHERON.

INCIDENT

M. LE PRESIDENT.- J'avais fait part à M. le Président de l'Assemblée des observations qui avaient été présentées au cours de notre précédente séance et du désir que la Commission avait manifesté qu'on donnât lecture à l'Assemblée du projet Gouvernemental et des amendements dont l'examen aurait été renvoyé ensuite à la Commission. M. le Président m'avait donné l'assurance qu'il se conformerait à ce désir. C'est dire que j'ai été surpris de voir qu'il n'en a pas tenu compte.

M. RENAUEL.- Je vous remercie, Monsieur le Président. Je tiens à faire observer à la Commission que M. le Président de l'Assemblée nationale a manqué de la courtoisie et de la sérénité indispensables à l'exercice de sa haute fonction. L'Assemblée n'ayant pas été mise à même de prendre connaissance de nos contre-projets, je demande à La Commission, lorsqu'ils seront soumis à l'Assemblée, de ne pas leur opposer la question préalable.

M. PIERRE DEYRIS.- Je n'ai pu assister à la réunion précédemment tenue par la Commission. Aussi bien, croyais-je qu'elle ne pouvait valablement délibérer tant que le vote des bureaux la nommant n'avait pas été proclamé en séance publique. Je n'ai donc pu prendre part à la nomination du bureau. Ceci dit, je ne proteste pas contre les nominations qui ont été faites.

M. LE PRESIDENT.- L'incident est clos.

(A ce moment M. LOUIS SOULIE entre dans la salle de la Commission).

M. LOUIS SOULIE.- Monsieur le Président, m'autorisant des termes de l'article 17 du règlement de l'Assemblée nationale qui permet à l'auteur d'une proposition d'assister, avec voix consultative, aux délibérations de la Commission,

je me permets de vous demander, - en ma qualité d'auteur d'un amendement au projet qui fait l'objet de vos délibérations - , l'autorisation d'assister à celles-ci.

M. LE PRESIDENT.- L'alinéa 1° de l'article 17 est ainsi conçu :

"L'auteur d'une proposition a droit d'assister avec voix consultative, aux séances de la Commission chargée d'en faire l'examen."

Vous ne pouvez donc assister qu'à la partie de nos débats qui portera sur votre amendement. Je vous promets de vous faire appeler quand le moment sera venu (M. SOULIE se retire)

M. LE PRESIDENT.- Avant d'examiner le projet du Gouvernement, je dois faire connaître, à la Commission, que je suis saisi d'une motion préjudiciable de M. RENAUDEL. Elle est ainsi conçue :

L'Assemblée Nationale décide :

"L'Article 8 de la loi constitutionnelle du 24 Février 1875 est complétée par les dispositions suivantes:

"1°) Dans le cas où la Chambre a employé sa procédure normale pour le vote d'un projet ou d'une proposition de loi, le Sénat devra, dans un délai de trois mois (non compris les intersessions), adopter ou renvoyer pour examen nouveau à la Chambre les textes qui lui auront été transmis.

"Dans les cas d'application de la procédure de discussion immédiate, ce délai sera réduit à un mois.

"Dans les cas d'application de la procédure d'extrême urgence, ce délai sera réduit au maximum à trois jours.

"Lorsque les projet ou proposition n'auront pas été adoptés par le Sénat ou renvoyés par lui dans les délais prévus ils deviendront loi et seront promulgués par le Président de la République sur l'avis conforme de la Chambre des Députés et du Gouvernement, dans le texte adopté par la Chambre.

"2°) Lorsque le Sénat a renvoyé pour modifications un projet ou proposition de loi, ou des articles de projet ou proposition qui lui ont été transmis en vertu d'un vote de la Chambre, la loi sera définitivement adoptée et promulguée dans le texte arrêté par la Chambre des Dé-

"putés.....

"putés à son troisième examen, encore que le Sénat n'ait
"pas consenti à ces projet, proposition ou articles".

EXPOSE DES MOTIFS

Une telle proposition introduite dans la loi constitutionnelle sur les rapports entre le Sénat et la Chambre des Députés, aura pour effet d'accélérer le rythme des réformes et de rendre par la même au régime parlementaire un crédit que ses adversaires lui contestent.

M. RENAUEL.- Je suis frappé de l'inconvénient qu'il y a à réunir un organisme aussi complexe et aussi lourd que l'Assemblée nationale pour un objet qui, comme le projet du Gouvernement, ne motive pas, par son importance, l'emploi d'une telle procédure.

Si l'on avait voulu hausser l'Assemblée actuelle au niveau de ses devancières, il aurait fallu lui donner un objectif plus important que la simple création d'une caisse d'amortissement des bons de la Défense nationale : l'assainissement des finances de l'Etat au moyen d'un prélèvement sur la fortune, par exemple.

Aussi, avons-nous voulu profiter, mes amis et moi, de la réunion de l'Assemblée nationale pour introduire, dans le texte de notre constitution, une réforme destinée à accélérer la procédure des délibérations législatives, procédure qui par les lenteurs que nécessite l'accord entre les deux Chambres, retarde les réformes les plus impatiemment attendues.

Certes, nous aurions pu ne pas nous borner au texte dont M. le Président vient de vous donner lecture, et, pour ma part, j'estime que le régime républicain ne pourrait que gagner à n'avoir qu'une seule Chambre dont le fonctionnement pourrait être complété par l'institution d'une procédure d'initiative populaire : le referendum.

Dernièrement.....

Dernièrement, nous avons fait voter, par la Chambre des Députés, des textes réglementaires qui ont pour but d'accélérer le rythme de ses délibérations.

Pourquoi ce qui a été jugé bon pour le mécanisme intérieur d'une Assemblée ne serait-il pas bon appliqué aux règles qui régissent les rapports entre les deux Chambres ?

Nous ne serions plus exposés ainsi à voir demeurer indéfiniment en souffrance des projets de réforme qui, par un hasard malheureux, sont tous des projets intéressant le sort des classes prolétariennes.

A la Chambre que nous avons saisie d'un texte analogue à celui que nous vous soumettons, M. le Président du Conseil a déclaré que ce texte était dirigé contre le Sénat. Cela n'est point; et si nous avions voulu marquer notre hostilité à cette Assemblée, il nous eût été bien facile de demander sa suppression.

Nous avons simplement pensé qu'en cas de conflit entre les deux Assemblées, ce conflit ne devait pas s'éterniser et que le dernier mot devait être laissé à l'Assemblée issue du suffrage universel. Je demande à la Commission de réserver un accueil favorable à notre proposition.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- Certes, l'Assemblée nationale, dans sa souveraineté, pourrait accepter d'examiner la proposition de M. RENAUEL et de ses collègues du groupe socialiste. Mais j'estime que les Chambres, ayant par un contrat d'honneur, limité le champ de leurs délibérations, on ne saurait, sans violer ce contrat demander à l'Assemblée nationale d'examiner des propositions qui sortent du cadre ainsi défini. C'est pourquoi, je deman-

de.....

de à la Commission de me donner mandat d'opposer à la motion de M. RENAUDEL, la question préalable.

M. DAUSSET.- D'ailleurs, avant de vouloir brusquer les rapports entre les deux Assemblées, il serait peut-être bon de savoir si la Chambre, elle-même, examine toutes les propositions qui lui sont soumises, dans les délais impartis par son règlement.

M. RENAUDEL.- Je demande qu'avant de poser la question préalable, M. le Rapporteur laisse l'Assemblée nationale examiner au fond notre proposition.

M. LE RAPPORTEUR.- Si l'Assemblée entamait l'examen au fond, il ne pourrait plus être question de poser la question préalable.

Par 18 voix contre 5, M. le Rapporteur est autorisé à opposer à la motion préjudiciable de M. RENAUDEL, la question préalable.

M. LE PRESIDENT.- Je suis également saisi d'un amendement de M. JACQUES DORIOT et de ses collègues de la fraction communiste. Il est ainsi conçu :

"L'Assemblée nationale :

Considérant que l'expérience de 51 années de la III^e République a démontré la nécessité de supprimer le Sénat;

Considérant , que la Chambre élue le 11 Mai 1924 se trouve, à l'heure actuelle, incapable de remplir le mandat qu'elle a reçu de ses mandants;

Considérant que les deux principes fondamentaux d'une République sociale sont :

1^o) la responsabilité permanente et directe du mandataire devant ses mandants;

2^o) la limitation du droit de vote aux seuls travailleurs sans distinction de sexe, âgés de 18 ans;

DECLARE:

qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles pour abolir la Constitution de 1875, oeuvre d'une Assem-

blée.....

blée monarchique, pour introduire dans la Constitution les deux principes ci-dessus énoncés;

déclare enfin, qu'une telle modification de la Constitution sera l'oeuvre des travailleurs réunis dans leurs Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats et marins, en vue de désigner leurs représentants au Congrès des Délégués des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats et marins."

M. GARCHERY.- Je ne veux pas revenir sur l'inutilité de l'Assemblée nationale qui ne constitue qu'une mise en scène oiseuse.

L'expérience a démontré qu'il convient de supprimer le Sénat. Quant à la Chambre du 11 mai, elle se révèle, de plus en plus, incapable de remplir le mandat qu'elle a reçu et elle témoigne par son attitude que, dans un régime de démocratie bourgeoise dominé par la Haute banque, la volonté nationale est méconnue. Le salut seul réside donc dans la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

M. LE RAPPORTEUR.- Pour les raisons de principe précédemment énoncées, je demande à la Commission de me donner mandat de poser la question préalable.

Par 21 voix contre 5, M. le Rapporteur est autorisé à opposer à la motion communiste, la question préalable.

M. LE PRESIDENT.- Je suis saisi d'un amendement de M.M. ERNEST LAFONT, FERDINAND FAURE ET JOUYANNET.

Il en est ainsi conçu :

Article 1^{er} - L'article 2 de la loi constitutionnelle du 16 Juillet 1875 est modifié dans les conditions suivantes :

Est supprimé le 1° ~~article~~ alinéa ainsi rédigé :

"Le Président de la République prononce la cloture
"de la session".

Est également supprimé le 3° alinéa ainsi rédigé :

"Le Président peut ajourner les Chambres Toutefois
"l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni
"avoir lieu plus de 2 fois dans la même session".

Article 2 - L'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 Juil-
let 1875 est modifié dans les conditions suivantes :

Le 1° alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le Président de la République négocie les traités
qui sont soumis à la ratification des Chambres."

Article 3 - L'article 1° de la loi constitutionnelle du 25 Fé-
vrier 1875 est modifié dans les conditions suivantes :

Le 1° alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le pouvoir Législatif s'exerce par deux Assemblées,
la Chambre des Députés et le Sénat et par l'initiative et
le référendum populaires."

Un 4° alinéa ainsi rédigé est inscrit à la fin de
l'article 1° ;

"Une loi spéciale déterminera les conditions et
formes dans lesquelles s'exercera sur la base du suffrage
universel égal pour tous les citoyens des 2 sexes âgés
de 20 ans le droit d'initiative populaire pour proposer
le principe de lois ~~nouvelles, proposer l'amendement ou l'abrogation des lois~~
nouvelles, proposer l'amendement ou l'abrogation des lois
existants ainsi que les formes et conditions dans les-
quelles les lois votées par les Chambres seront soumises
au referendum, à la demande, dans l'un et l'autre cas,
du 6° des électeurs inscrits".

M. LE RAPPORTEUR.- Je demande l'autorisation d'op-
poser à l'amendement la question préalable.

Par 19 voix , contre 5, M. le Rapporteur est auto-
risé à poser la question préalable.

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons à l'examen de
l'amendement de M. LOUIS SOULIE qui est ainsi conçu :

"Supprimer le 1° alinéa de l'article unique du pro-
jet de loi".

La Commission désire-t-elle entendre M. LOUIS SOULIE?
(Assentiment)

M. LOUIS SOULIE EST INTRODUIT.

M. LE PRESIDENT.- La Commission vous prie de vou-
loir bien développer devant elle les motifs de votre amen-
dement.

M. LOUIS SOULIE.....

M. LOUIS SOULÉ .- Je remercie la Commission d'avoir accepté de m'entendre.

MON amendement a pour objet de faire du projet actuellement soumis à l'Assemblée Nationale une loi constitutionnelle distincte et non pas une disposition nouvelle ajoutée à la loi du 25 Février 1875.

Je suis de ceux qui pensent que la Constitution Française forme un bloc, un monument, dans lequel ne saurait trouver place une loi de circonstances. Y introduire une disposition spéciale comme celle qui nous est proposée aujourd'hui me paraîtrait une faute lourde, et presque sacrilège.

La Loi du 25 Février 1875 fait honneur au génie français, en même temps qu'au régime républicain, par sa simplicité et son unité. C'est une oeuvre auguste que l'on ne doit pas défigurer sous le prétexte d'y introduire une disposition fiscale qui n'a rien à y faire.

Rien ne fait mieux ressortir la nécessité de séparer la loi nouvelle sur la Caisse de gestion et des Bons de celle réglant l'organisation des Pouvoirs publics que cette boutade de l'homme le plus spirituel du Parlement : M. ARISTIDE BRIAND : "Il n'y aura désormais, - disait-il dernièrement à un dîner intime à l'Elysée - aucune différence entre le Président de la République et le paquet de tabac puisque tous les deux sont entrés dans la constitution".

Eh bien ! je respecte trop la Constitution pour y faire entrer le paquet de tabac. Je veux que la Constitution reste entière. Nous n'avons nullement à toucher à l'oeuvre des constituants de 1875. Nous sommes réunis seulement pour donner une sanction spéciale au texte garantissant.....

rantissant les ressources de la Caisse de gestion.

Cette solennité, nous la donnerons aussi bien par une loi spéciale que par une addition de la Loi du 25 Février 1875.

Ce que je vous propose est conforme entièrement à la résolution votée par les Chambres et en vertu de laquelle l'Assemblée Nationale est réunie. Tel est du moins l'avis du bureau de l'Assemblée Nationale et du Secrétaire Général de la Présidence du Sénat. La Commission se trouverait ainsi complètement éclairée pour statuer en toutes connaissances de cause sur mon amendement.

Cet amendement, dira-t-on, n'a guère d'utilité pratique.... Son auteur paraît peut être comme un Bridoier son absorbé par un souci religieux de la forme. Soit !

Mais n'oubliez pas, Messieurs, qu'il y a un peu plus de cent ans c'est une question de forme et de procédure qui, ici même à Versailles, a mis la Révolution en marche.

M. CHERON RAPPORTEUR.- M. LOUIS SOULIE vient de proclamer son admiration pour la Constitution de 1875. Aux hommages qu'il vient de rendre à nos ancêtres qui ont fondé le régime républicain, je m'associe entièrement.

Mais je ne vois pas la nécessité de détacher, comme le propose M. LOUIS SOULIE, la disposition soumise à l'Assemblée Nationale, de l'ensemble même de la loi du 25 Février 1875.

N'est-ce pas en vertu de l'article 8 de cette loi que nous sommes réunis ? Sans cet article nous n'aurions aucun pouvoir pour reviser ou pour compléter les lois constitutionnelles.

Je crois qu'il suffirait à M. LOUIS SOULIE de développer en séance publique les motifs de son amendement et d'accepter.....

d'accepter ensuite de le retirer. L'Assemblée toute entière, j'en suis sûr, marquerait son désir de ne voir porter aucune atteinte à l'unité de la Constitution française et M. LOUIS SOULIE aurait ainsi une légitime satisfaction. Mais, d'autre part, aucun retard ne serait apporté au vote du projet du Gouvernement.

L'amendement de M. SOULIE, s'il était maintenu, pourrait en effet, donner lieu à de vives discussions sur les pouvoirs de l'Assemblée. Je ne suis pas sûr que cet amendement rentre bien dans le cadre de la résolution votée par la Chambre et le Sénat. A ce point de vue là, il serait peut être utile d'entendre M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.

Par contre, je trouve qu'il serait contraire aux traditions d'entendre le Bureau de l'Assemblée et surtout le Secrétaire général de la Présidence.

M. PAUL DOUMER.- Ce qui me paraît certain c'est que la question préalable ne peut pas être opposée à l'amendement de M. LOUIS SOULIE. Doit-on adopter cet amendement ? C'est là, à mon sens une question un peu secondaire. Qu'importe aux porteurs de bons de la Défense que la loi garantissant l'autonomie de la Caisse de gestion et ses recettes propres, soit incorporée ou non dans la loi du 25 Février 1875 ?

M. LOUIS SOULIE.- Je reconnais que mon amendement n'a pas une portée pratique considérable. Mais il soulève une question de sentiment qui n'est pas négligeable. Ce que je veux, c'est proclamer la nécessité de ne pas porter atteinte à l'unité de la Constitution de 1875.

M. CHARLES DUMONT.- Je fais remarquer à M. LOUIS SOULIE que la Constitution contient déjà des dispositions concernant.....

concernant les questions financières : par exemple la priorité de la Chambre pour toutes ces questions. Donc l'unité de la Constitution ne serait pas troublée par l'introduction de la disposition nouvelle.

Si l'adoption de l'amendement de M. LOUIS SOULIE ne présente aucun avantage, j'aperçois par contre un certain nombre d'inconvénients qui pourraient en résulter: j'estime que l'Assemblée Nationale ne doit pas se laisser détourner de l'objet de sa réunion et adopter sans retard et sans modification le texte proposé par le Gouvernement.

Toutefois si le Président du Conseil déclarait accepter l'amendement, je m'y rallierais.

M. LEON BLUM.- J'appuie l'amendement de M. LOUIS SOULIE pour des raisons de technicité législative. Le projet du Gouvernement, en effet, ne serait pas à sa place dans la loi du 25 Février 1875, pour laquelle du reste, je suis loin de professer l'admiration exprimée tout à l'heure par M. LOUIS SOULIE et M. HENRY CHERON.

Mais je me demande, Messieurs, si vous seriez logiques en opposant la question préalable aux amendements déposés par M.M. RENAUDEL et autres et en ne l'opposant pas à l'amendement de M. LOUIS SOULIE ?

Vous avez déclaré tout à l'heure, contrairement à mon avis, que l'Assemblée Nationale était liée par les termes de la résolution votée par les deux Chambres. Eh bien ! cette résolution parle de "compléter" l'article 8 de la loi du 25 Février 1875 . "Compléter" ce n'est pas faire une loi spéciale, c'est évidemment ajouter une disposition à la loi existante. Le mot "compléter" n'est pas susceptible d'une autre interprétation.

Si.....

Si vous voulez rester liés par la résolution vous ~~ne pouvez pas voter l'amendement de M. SOULIE.~~ ne pouvez pas voter l'amendement de M. SOULIE.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'argumentation de M. LEON BLUM est irréfutable. C'est une raison de plus pour que je demande à M. LOUIS SOULIE de retirer son amendement.

M. LE PRESIDENT.- La Commission désire-t-elle entendre M. LE PRESIDENT DU CONSEIL et l'interroger sur l'amendement de M. LOUIS SOULIE ?

M. LANDRY.- Si M. le Président du Conseil est convoqué devant nous, il faut qu'il soit entendu que l'on pourra lui poser des questions non seulement sur les amendements, mais sur le texte même du projet.

L'Assemblée consultée décide d'entendre M. le Président du Conseil.

M. RAYMOND POINCARE, PRESIDENT DU CONSEIL est introduit.

M. LE PRESIDENT le remercie d'avoir bien voulu se rendre à l'appel de la Commission et lui donne la parole.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Le Gouvernement avait tout d'abord pensé à procéder pour le projet constitutionnel conformément aux désirs de M. LOUIS SOULIE. Il voulait proposer à l'Assemblée Nationale de voter une loi spéciale pour assurer l'autonomie de la Caisse de gestion et d'amortissement. C'est sur l'avis du Secrétaire Général de la Présidence du Sénat qu'il a fait de cette loi un complément à la loi constitutionnelle du 25 Février 1875.

Le Gouvernement n'a donc pas de raisons de principe à opposer à l'amendement de M. LOUIS SOULIE.

Il.....

Il demande cependant à la Commission de le repousser afin de rester dans le cadre de la résolution votée par les deux Chambres.

Il prie d'ailleurs M. LOUIS SOULIE de vouloir bien accepter de retirer sa proposition.

M. LOUIS SOULIE.- Je ne peux pas déférer au désir de M. le Président du Conseil,

Il faut qu'il soit bien entendu que la loi du 25 Février 1875 ne doit pas être modifiée, ni complétée. Sans cela nous allons au devant de dangers et d'aventures

Je ne veux pas, qu'en vertu du précédent de 1926, on revienne à Versailles compléter la Constitution à un moment où le parti républicain ne serait pas aussi sûr de sa majorité que M. le Président du Conseil l'est aujourd'hui de la sienne.

On me dit : "Il faut rester dans le cadre de la résolution qui parle de compléter "la loi de 1875" et l'on ajoute "faire une loi spéciale, ce n'est pas compléter la loi existante".

Mais, Messieurs, sommes nous uniquement une Chambre d'entérinement ?

Que nous n'ayons pas le droit de nous saisir de projets étrangers au but précis de notre réunion, soit ! Mais il faut bien que nous conservions le pouvoir de modifier la forme et le texte du projet dont nous sommes saisis.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Je me garderai de m'aventurer sur le terrain des pouvoirs de l'Assemblée Nationale. Je me borne à reproduire la parole célèbre de M. JULES FERRY, prononcée dans une occasion semblable : "Qui peut le plus, peut le moins", L'Assemblée Nationale

a le.....

a le droit de dire qu'elle s'entendra aux termes de la résolution prise par les Chambres : c'est ce que je lui demande de faire.

Je le répète. J'aurais accepté bien volontiers de procéder par voie de loi spéciale; mais la question n'est plus entière la procédure de l'addition aux lois constitutionnelles ayant été consacrée par la résolution des Chambres.

Cette résolution doit rester le cadre des travaux de l'Assemblée. Sans cela, il serait impossible de savoir ce qui se passerait.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- M. le Président du Conseil nous invite à rester dans les limites fixées par la résolution votée par les deux Chambres. Mais, ce principe étant posé, nous laisse-t-il la liberté entière d'apporter les modifications que nous jugerons utiles au texte du projet ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Le texte du projet n'est nullement intangible. Le Gouvernement demande simplement que l'Assemblée vote une loi qui donne toutes garanties aux porteurs de bons.

M. LANDRY.- J'ai peur que l'article unique du projet de loi constitutionnel ne cadre pas avec l'article 6 de la loi du 7 août 1926.

Aux termes de cet article 6, le produit net des recettes provenant de la vente des tabacs, est affecté au paiement des intérêts des Bons de la Défense nationale.

Les autres recettes affectées à la Caisse (taxe sur la première mutation, droits de successions, etc.) sont réservées à l'amortissement.

Or l'article unique du projet ne fait plus cette distinction.....

inction essentielle. Cet article dit, en effet, que "seront affectés à la Caisse, jusqu'à l'amortissement complet des Bons de la Défense nationale et des titres créés par la Caisse :

1° Les recettes nettes de la vente des tabacs,

2° Le produit de la taxe complémentaire et exceptionnelle sur la première mutation, des droits de succession et les contributions volontaires;

3° En cas d'insuffisance des ressources ci dessus pour assurer le service des bons gérés par la Caisse et des titres créés par elle, une annuité au moins égale inscrite au budget".

Il me semble que pour faire cadrer la loi constitutionnelle avec l'article 6 de la loi du 7 août 1926, il faudrait placer le 3° immédiatement après le 1° et rejeter à la fin de l'article le 2° . Ainsi serait maintenue la distinction essentielle qu'a voulue la loi du 7 août entre les recettes affectées au paiement des intérêts et celles réservées à l'amortissement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- La loi du 7 Août 1926 a affecté à la Caisse d'amortissement un certain nombre de ressources. Mais la loi du 7 août peut être modifiée. Ces ressources peuvent être réduites par des lois nouvelles. Il a donc paru utile de préciser dans le texte constitutionnel que l'annuité budgétaire devra servir pour combler le déficit du produit des droits de mutation ou de succession aussi bien que des tabacs.

M. LANDRY.- Donc l'annuité budgétaire prévue dans le 3° pourra servir aussi bien à l'amortissement qu'au service des intérêts des Bons ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Evidemment, sans cela
les.....

les porteurs de Bons n'auraient aucune garantie.

M. HENRY CHERON, Rapporteur.- M. le Président du Conseil a voulu instituer une Caisse pouvant assurer constamment le service des Bons de la Défense. A cet effet, la loi du 7 août a attribué à cette caisse une série de ressources. Pourquoi la loi constitutionnelle ne vise-t-elle qu'une partie de ces ressources ?

Il me semble qu'il faudrait donner au 3^e du projet la rédaction suivante :

"En cas d'insuffisance des ressources ci-dessus et de celles prévues par la loi du 7 août 1926, pour assurer le service des bons gérés par la Caisse et des titres créés par elle, un crédit au moins égal à cette insuffisance serait annuellement inscrit au budget."

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je ne crois pas que nous puissions ainsi lier le législateur en l'obligeant à ne rien diminuer des ressources de toute nature que nous avons voulu attribuer à la Caisse. Nous avons, par exemple, affecté à la Caisse le produit des Contributions volontaires. Pouvons-nous garantir une recette au moins correspondante par l'inscription obligatoire d'une annuité budgétaire ? Le Gouvernement ne le croit pas.

A quelles directives avons nous obéi en rédigeant l'alinéa 3^e ? Ses dispositions tendent à affecter à la Caisse de gestion des bons de la Défense nationale une annuité budgétaire destinée à parer aux insuffisances éventuelles des ressources réservées par les deux paragraphes précédents : recette des tabacs, produit de la taxe sur la 1^e mutation et de l'impôt sur les successions. Si la dotation prévue pour le fonctionnement du nouvel organisme n'était pas ainsi complètement assurée, en cas d'insuffi-

sance.....

sance des produits qui y sont spécialement affectés, le Gouvernement ne saurait en prendre la responsabilité.

M. CHARLES DUMONT.- Je tiens à souligner le véritable caractère de l'annuité budgétaire. Il est bien entendu qu'elle ne peut avoir pour objet que d'assurer le service des bons, c'est-à-dire leurs intérêts, en même temps que les intérêts et l'amortissement des titres émis par la Caisse.

Il est bien évident, en effet, que ce n'est pas au moyen d'une annuité budgétaire que l'on pourra amortir les bons, c'est-à-dire les rembourser. On peut imaginer l'hypothèse parfaitement vraisemblable d'une panique au cours de laquelle il faudra rembourser plusieurs milliards de Bons. Comment fera la Caisse ? Utilisera-t-elle le crédit budgétaire ? Non, évidemment. Elle émettra des titres nouveaux et, au besoin fera escompter ses recettes éventuelles.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Rien n'est plus exact.

La Caisse que nous avons instituée ne constitue nullement une sorte d'annexe et de succursale à la Trésorerie comme par exemple le Crédit National. Elle a des recettes particulières dont la permanence lui est assurée par la loi déjà et va lui être garantie demain par la Constitution. Aux porteurs des obligations qu'elle pourra émettre, elle offrira des gages spéciaux qu'elle restera libre de mobiliser.

Elle pourra ainsi, non seulement gérer les bons de la Défense mais en assurer progressivement la conversion contre les titres qu'elle créera et cela au gré des porteurs.

M. LEON BLUM.- Il me paraît qu'il y a contradiction
entre.....

entre le fait de donner à la Caisse des ressources propres et celui d'ajouter à ces recettes une annuité budgétaire.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Il est pourtant indispensable de prévoir ces deux ordres de ressources puisque le Parlement reste maître tous les ans de modifier les taxes successorales, les ressources des tabacs et la taxe sur la 1^e mutation.

Est-il besoin de rappeler ce que j'ai indiqué plusieurs fois aux Chambres, à savoir que nous n'avons jamais eu la pensée d'enlever au Parlement les prérogatives qui lui appartiennent ? Il a été entendu et prévu dans la confection de la loi que les Chambres conserveraient toujours le droit annuel de voter les impôts, notamment les impôts sur les successions et sur les premières mutations, le droit de remanier les tarifs et les taux, le droit même de modifier par de nouvelles dispositions légales les détails du fonctionnement de la Caisse et de l'Administration des tabacs.

M. LEON BLUM.- En tous cas le projet contient à tort le mot "service". Il ne s'agit pas d'assurer "le service des bons", car ce mot signifie "paiement des intérêts et amortissement régulier selon un tableau d'actuaire". Ici pas de tableau, donc à proprement parler, pas de service. Que signifie, d'autre part, le mot insuffisance ? Insuffisance de quoi ? par rapport à quoi ?

Le texte ne signifie rien.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Ce que nous voulons garantir à la Caisse c'est une recette au moins égale à celle que nous avons évaluée dans l'exposé des motifs de la loi du 7 août 1926, c'est-à-dire aux recettes que nous avons escomptées pour 1927 du produit des tabacs, des successions et des premières mutations.

M. DUCOS.....

M. DUCOS.- Ne pourrait on pas ajouter au texte une précision en mettant : "Dans le cas où les ressources ci-dessus viendraient à disparaître ou seraient insuffisantes".

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Cette précision n'ajouterait rien au texte, mais elle est conforme à son esprit.

M. DEYRIS.- Est-ce que les opérations de la Caisse porteront sur les Bons du Trésor à moins d'un an, en même temps que sur les Bons de la Défense ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Oui, sur les 45 milliards de Bons de la Défense en même temps que sur les 3 milliards de Bons du Trésor tirés à un mois, trois mois, et un an.

M. PAUL DOUMER.- Je ne vois pas la nécessité de prévoir une annuité dans le budget. La Caisse a ses ressources propres qui doivent lui suffire. Si elle en a besoin d'autres, on saisira le Parlement. Dans la loi du 7 août 1926, il n'était pas question d'annuité budgétaire.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Il faut bien prévoir cette annuité puisque les ressources de la Caisse peuvent être supprimées par le Parlement. Si nous n'agissions pas ainsi la garantie que nous entendons donner aux porteurs de bons serait illusoire.

M. DE TINGUY DU POUET.- Je suis de ceux qui veulent que cette garantie soit effective et aussi complète que possible. Aussi je propose de donner la garantie constitutionnelle non seulement aux trois ressources visées dans le projet, mais encore à toutes celles que l'article 6 de la loi du 7 août 1926 a attribué à la Caisse.

Le début du 3^e devrait donc à mon sens être ainsi rédigé :

"3^e.....

"3° En cas d'insuffisance des ressources de la Caisse d'amortissement..." (le reste sans changement)

M. FRANCOIS MARSAL.- La Caisse de gestion des bons est constituée, comme la disait tout à l'heure M. BLUM, sans un tableau d'amortissement. Comment, dans ces conditions, organiser l'amortissement de la dette flottante?

On pouvait concevoir trois systèmes :

1° Dans le premier une somme fixe aurait été tous les ans prélevée sur les ressources de la Caisse pour l'amortissement.

2° On pouvait en deuxième lieu fixer un pourcentage d'amortissement.

3° Le Gouvernement a préféré - et je l'approuve entièrement de s'être rallié à ce système, garantir tous les ans à la Caisse un minimum de ressources, le produit de ces ressources étant consacré au service des intérêts et à l'amortissement.

Il est évident que la part réservée à l'amortissement augmentera au fur et à mesure que le chiffre des intérêts à payer diminuera.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- La Modification de texte proposée par M. TINGUY DU POUET me paraît très judicieuse. Mais elle ne suffit pas, car le mot "annuité" qui figure à la fin du texte du Gouvernement est pris ici dans un sens inexact.

Je propose donc que le 3° doit rédigé conformément aux propositions de M. DE TINGUY DU POUET mais en substituant in fine aux mots "une annuité au moins égale inscrite au budget", les mots : "un crédit au moins égal à cette insuffisance serait inscrit au budget".

M. LEON BLUM.....

M. LEON BLUM.- La divergence signalée tout à l'heure par M. LENDRY entre le texte du projet et celui de l'article 6 de la loi du 7 août 1926, n'en subsisterait pas moins avec cette modification.

Pour la faire disparaître, il faudrait rédiger le texte de la façon suivante, que j'indique, faute de temps pour réfléchir à une rédaction définitive, d'une façon analytique :

1° Recettes nettes de la vente des tabacs;

2° En cas d'insuffisance de ces recettes pour assurer le service des intérêts, annuité au budget;

3° Successions et mutations;

4° Au cas où le rendement prévu de ces impôts tomberait au dessous du chiffre inscrit en recettes au budget de 1927, ~~xxxxxxxx~~ seconde annuité complémentaire."

M. PAUL DOUMER.- Il me paraît que le texte devrait être rédigé selon les suggestions de M. LEON BLUM. Ainsi seraient précisées les limites dans lesquelles il serait fait appel au budget pour faire de l'amortissement.

Il faut que le texte soit très clair et qu'il ne laisse aucune ambiguïté sur les conditions dans lesquelles on prétend amortir la dette flottante. Il n'est pas possible de dire que l'amortissement sera le même tous les ans.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Le Gouvernement n'a jamais eu l'intention de faire voter un texte spécifiant que l'amortissement sera le même tous les ans. La Caisse est autonome et elle organisera elle-même cet amortissement. Mais, je le répète, il faut à cette caisse une dotation fixe, c'est-à-dire un minimum de recettes garant. Nous ne sommes pas ici pour autre chose.

M. PALMADE.- Si j'ai bien compris le plan du Gouvernement.....

vernement l'objet du projet constitutionnel est de garantir à la Caisse une dotation initiale minimum et en cas d'insuffisance des recettes de cette dotation, une annuité minimum, le minimum jugé nécessaire étant la recette escomptée pour 1927.

Dans ces conditions le texte du 3° pourrait, me semble-t-il, être ainsi rédigé :

"3° Le produit au cours de l'année 1927 des ressources ci-dessus énumérées constitue la dotation annuelle minimum de la Caisse d'amortissement. En cas de diminution ultérieure de ces ressources, un crédit au moins égal à l'insuffisance sera inscrit au budget".

M. HENRY SIMON.- Je m'associe à la proposition de M. PALMADE.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Ce texte est absolument conforme aux intentions du Gouvernement.

Je me permets de demander à la Commission de vouloir bien poursuivre son examen afin de pouvoir soumettre le plus tôt possible ses conclusions à l'Assemblée.

M. LE PRESIDENT remercie M. LE PRESIDENT DU CONSEIL qui se retire.

M. LE PRESIDENT.- Nous devons tout d'abord statuer sur l'amendement de M. LOUIS SOULIE.

M. HENRY CHERON RAPPORTEUR.- Je demande à M. LOUIS SOULIE de vouloir bien accepter de retirer son amendement pour ne pas nous obliger à opposer contre lui la question préalable.

Notre collègue sait que sur le fond nous sommes d'accord avec lui, mais nous devons nous maintenir scrupuleusement dans les termes de la résolution votée par les deux Chambres.

M. LOUIS SOULIE.....

M. LOUIS SOULIE.- Je maintiens mon amendement et je le défendrai devant l'Assemblée si cela est nécessaire

M. LEON BLUM.- Tout à l'heure, je vous ai montré que l'amendement de M. LOUIS SOULIE sortait du cadre de la résolution votée par les Chambres et c'est pour cette unique raison que vous refusez d'adopter cet amendement, bien que vous l'approuvez tous au fond.

Cela démontre par l'absurde combien la théorie étroite de la limitation des pouvoirs de l'Assemblée Nationale dans le cadre de la résolution prise par les deux Chambres est fâcheuse et contraire au bon sens.

M. HENRY CHERON RAPPORTEUR." Puisque M. LOUIS SOULIE maintient son amendement je propose de lui opposer la question préalable.

M. LOUIS SOULIE se retire.

La proposition de M. LE RAPPORTEUR tendant à opposer la question préalable à l'amendement de M. LOUIS SOULIE est adoptée par 16 voix contre 8.

Les deux premiers alinéas de l'article unique sont adoptés.

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons au 1^o qui est ainsi conçu : "Les recettes nettes de la vente des tabacs;

Je dois faire connaître à la commission que je suis saisi par M.M. UHRY, BARABANT et DEYRIS d'un amendement ainsi conçu :

"Les recettes nettes du produit du monopole des tabacs".

M. DEYRIS.- Notre amendement n'a pas d'autre but que d'affirmer notre volonté de ne pas aliéner les monopoles d'Etat. Il permettra à l'Assemblée nationale de se prononcer sur cette importante question qui préoccupe à

juste.....

juste titre l'opinion publique.

M. HENRY CHERON RAPPORTEUR.- Je suis opposé à l'aliénation des monopoles, mais, cette déclaration de principe faite, je me déclare contre l'amendement. J'estime, en effet, que ce serait une faute de régler une pareille question dans une loi constitutionnelle. Le problème des monopoles ne doit pas être évoqué ici. Je demande donc à M. DEYRIS de retirer son amendement.

M. DEYRIS.- N'étant pas le seul signataire de l'amendement je n'ai pas le droit de déférer à la proposition de M. LE RAPPORTEUR. Je demande à la Commission de se prononcer.

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 10.

M. DEYRIS.- Si l'amendement est repris en séance publique, M. LE RAPPORTEUR fera-t-il la déclaration que nous avons entendue tout à l'heure ? Proclamera-t-il son hostilité à toute idée de cession des monopoles d'Etat ?

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- C'est une attitude que j'ai toujours prise chaque fois que j'en ai eu l'occasion. Je renouvelerai cette déclaration devant l'Assemblée Nationale si cela est nécessaire.

M. LE PRESIDENT met aux voix les alinéas 1^o et 2^o qui ne soulèvent pas de difficultés.

Ces deux alinéas sont adoptés.

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons au 3^o pour lequel trois textes sont proposés :

1^o Le texte du Gouvernement ainsi conçu : "En cas d'insuffisance des ressources ci-dessus pour assurer le service des bons gérés par la Caisse et des titres créés par elle, une annuité au moins égale inscrite au budget.

2^o -.....

2° Le texte proposé par M. le Rapporteur et M. DE TINGUY DU POUET et qui est ainsi conçu :

3° Dans le cas où les ressources de la Caisse seraient insuffisantes pour assurer le service des bons et des titres gérés par elle, un crédit au moins égal à l'insuffisance constatée serait inscrit au budget."

3° Enfin, le texte proposé par M. PALMADE dont je rappelle les termes :

"3° Le produit au cours de l'année 1927 des ressources ci-dessus énumérées constitue la dotation annuelle minimum de la Caisse d'amortissement. En cas de diminution ultérieure de ces ressources, un crédit au moins égal à l'insuffisance sera inscrit au budget".

M. LOUIS DAUSSET.- Le texte de M. PALMADE a le tort à mon sens de viser la recette de l'année 1927 ce qui est un peu anormal dans une loi qui doit être constitutionnelle.

Il me semble qu'il vaudrait mieux s'en tenir au texte du Gouvernement qui a le mérite de la généralité.

M. DE TINGUY DU POUET.- Pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, je ne peux pas me rallier au texte proposé par M. PALMADE. Nous devons, en effet, garantir à la Caisse non seulement une recette égale à celle que l'on peut attendre du produit des tabacs, de la taxe sur la 1^{re} mutation et des droits de successions, mais encore une somme égale au produit de toutes les ressources attribuées à la Caisse de gestion par la loi du 7 août -1926.

Le texte de M. PALMADE, comme celui du Gouvernement est trop restrictif.

M. CHARLES DUMONT.- Pour moi, je me rallie au texte.....

te de M. LE RAPPORTEUR. Le quantum de l'annuité budgétaire résultera tous les ans du Compte de gestion de la Caisse.

M. HENRY SIMON.- Le texte de M.M. CHERON et de TINGUY DU POUET me paraît excessivement dangereux. Il dispose que l'annuité budgétaire devra tous les ans compléter les ressources de la Caisse pour le service des bons. Or, que faut-il entendre par le mot "service" ? S'il faut entendre par là, à la fois l'intérêt des bons et l'amortissement alors, il n'y a plus d'équilibre budgétaire possible puisque le budget devrait en définitive supporter le poids de toutes les demandes de remboursement de bons.

Pour éviter toute confusion, il faudrait remplacer le mot "service" par le mot "intérêt".

M. CHARLES DUMONT.- N'oubliez pas que la Caisse sera autonome. C'est elle qui fera face aux demandes de remboursement de bons. Elle le fera soit avec ses ressources propres, soit au moyen de titres nouveaux créés par elle. L'annuité budgétaire servira à la fois, dans la limite des nécessités, à payer l'intérêt des bons et celui des titres créés par la Caisse.

M. LASSALLE.- Je crois comme M. HENRY SIMON que le texte proposé par M. le Rapporteur et M. de TINGUY DU POUET offre de sérieux dangers. Il ouvre d'une manière permanente l'ère des crédits supplémentaires pour parer aux besoins de la Caisse.

M. LEON BLUM.- Nous discutons sur un mot inexact : "insuffisance", et sur un mot équivoque, celui de "service".

Les.....

Les uns considèrent que le minimum de ressources indispensables à la Caisse doit être déterminé par les intérêts à payer par elle aux porteurs des Bons qu'elle gère et des titres qu'elle a émis.

Les autres, croient que ce minimum doit servir en outre au remboursement des bons lorsque celui ci sera réclamé à l'échéance par les porteurs.

Je crois bien que c'est avec ce dernier sens que le Gouvernement, dans son projet, a employé le mot "service". Ce qu'il nous demande, et ce que demandent avec une rédaction à peine modifiée, M.M. CHERON et de TINGUY DU POUET, c'est un minimum de ressources pour le service des intérêts et pour l'amortissement.

Or, il ne me paraît pas possible de voter un texte obligeant à inscrire tous les ans dans le budget un crédit suffisant pour rembourser tous les bons qui seront présentés au remboursement. Il n'y aurait plus dans ces conditions, d'équilibre budgétaire possible.

M. CHARLES DUMONT.- Vous oubliez que la Caisse de gestion remboursera les bons venant à échéance. Elle sera autonome et pourra émettre des titres nouveaux.

M. LEON BLUM.- Et si elle n'en émet pas !

M. CHARLES DUMONT.- Elle en émettra. C'est pour cela que nous lui conférons l'autonomie et des ressources propres.

M. LE PRESIDENT.- Je me permets d'intervenir dans la discussion pour présenter une suggestion. Puisqu'il semble qu'il subsiste dans l'esprit de certains un doute sur le sens et la portée du mot "service" pourquoi ne mettrait on pas cette précision: "Service des intérêts" ? Le mot "service" dans le texte envisagé, ne peut pas, en effet, avoir un autre sens.

M. PAUL DOUMER.....

M. PAUL DOUMER.- Il me semble qu'il suffirait de garantir à la Caisse les ressources instituées par la loi du 7 août 1926. A quoi bon prévoir une annuité budgétaire ?

Les alinéas 1° , 2° et 3° pourraient être remplacés par le texte suivant:

"Seront affectés obligatoirement à cette Caisse les ressources instituées par l'article 6 de la loi du 7 août 1926".

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- Il n'est pas possible d'accepter ce texte qui est contraire à la déclaration faite tout à l'heure par M. LE PRESIDENT DU CONSEIL et qui réserve entièrement les droits du législateur de voter annuellement les impôts et de remanier les tarifs et les taux en vigueur.

M. DE TINGUY DU POUET.- Je ne vois pas les dangers de notre texte. Il n'est nullement question de faire face par un crédit budgétaire aux demandes de remboursement de bons. Il est bien évident que la Caisse émettra des titres nouveaux mais pour la garantie de ces titres il faut bien une ressource minima assurée à la Caisse.

M. HENRY SIMON.- Le texte de M. PALMADE est très clair et il précise que l'annuité budgétaire sera strictement limitée à une insuffisance de recette par rapport à l'évaluation faite des besoins minima de la Caisse. C'est uniquement pour garantir à la Caisse une dotation annuelle minimum que nous sommes ici. Je propose donc d'adopter le texte de M. PALMADE, d'ailleurs approuvé par M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.

M. CANDACE.- Je m'associe à cette proposition.

M. FRANCOIS MARSAL.- Il faut évidemment, puisque nous ne pouvons dresser un tableau d'amortissement, que nous donnions.....

nions à la Caisse un minimum de ressource. C'est ce que fait le texte de M. PALMADE. Il n'y a pas d'inconvénient à l'adopter.

Peut être cependant pourrait on l'améliorer en y inscrivant les évaluations de recettes qui figuraient dans l'exposé des motifs de la loi du 3 août, soit pour le produit des successions : 1 milliard 700 millions, pour le produit de la taxe exceptionnelle, sur la première mutation 800 millions, et...

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- Il me paraît difficile de mettre des chiffres dans une loi constitutionnelle.

M. DE TINGUY DU POUET.- Il serait de même un peu contraire à la règle de viser l'année 1927 comme le fait le texte de M. PALMADE.

M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- Il vaudrait mieux en effet substituer aux mots : "Le produit au cours de l'année 1927.." les mots : " Le produit au cours de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi..." (le reste sans changement).

Le texte de M. PALMADE ainsi modifié est adopté par 22 voix contre 5.

M. LE PRESIDENT.- Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'article unique.

M. RENAUDEL.- Je tiens à protester contre la rapidité avec laquelle nous venons de discuter un texte aussi important. Il est scandaleux que le Gouvernement nous ait apporté un texte aussi différent de la loi du 7 août. Il est scandaleux aussi que nous ayons improvisé aussi rapidement un texte nouveau.

Je demande que l'on ajourne à demain la discussion pour nous permettre une étude plus sérieuse.

M. HENRY CHERON.....

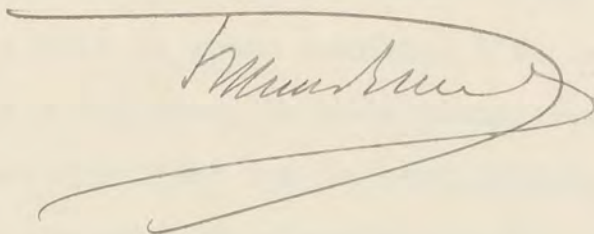
M. HENRY CHERON, RAPPORTEUR.- C'est à l'Assemblée Nationale elle même qu'il appartiendra de dire si elle doit s'ajourner à demain. Quant à moi, si vous voulez bien m'y autoriser je soutiendrai devant elle, le texte que vous venez d'élaborer et d'adopter.

L'ensemble de l'article unique du projet de loi est adopté par 21 voix contre 5.

M. LE PRESIDENT.- Avant de lever la séance je tiens à remercier la Commission de l'honneur qu'elle m'a fait en m'appelant à présider ses travaux et à la féliciter du labeur qu'elle vient de fournir.

La Séance est levée à 18 heures.

Le Président
de la Commission des Finances :



+++++

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 11 août 1926

La Séance est ouverte à 10 heures 30, sous la présidence de M. MILLIES LACROIX, président.

PRESENTS : M.M. MILLIES LACROIX. HENRY CHERON.

DOUMER. DAUSSET. PEYTRAL. BOUCTOT.

FERNAND FEURE. SERRE. JEANNENEY.

GENERAL STUHL. PHILIP. MILAN. RENE

RENOULT. SCHRAMECK. HERVEY.

M. LE PRESIDENT.- Hier, à Versailles, la Commission des Finances de la Chambre unie à celle du Sénat, nous a fait le grand honneur, à M. le Rapporteur Général et à moi-même, de nous nommer respectivement rapporteur et Président de la Commission de l'Assemblée nationale. Je suis sûr d'avoir répondu à votre sentiment en écrivant, ce matin, une lettre à M. le Président de la Commission des finances de la Chambre pour le remercier de l'honneur qu'il a fait, en nos personnes, à la Commission des finances du Sénat (Approbation).

M. LE PRESIDENT fait connaître l'état du compte courant du Trésor à la Banque de France. Il se traduit par une marge disponible de 927 millions.

Il fait connaître également que la situation du mouvement des bons de la Défense nationale s'est améliorée, puisqu'on constate un excédent d'émissions de 142.724.000 francs.

M. JEANNENEY.....

M. JEANNENEY (ironiquement).- C'est ce qu'on appelle amortir la dette flottante.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le chiffre des bons en circulation est néanmoins encore inférieur au maximum fixé par la loi du 7 août 1926.

OUVERTURE ET ANNULATION DE CREDITS

(Composition du Gouvernement)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits par suite de modifications apportées à la composition du Gouvernement.

M. DOUMER.- Je demande qu'on supprime le crédit de 7.418 francs afférent au traitement du Sous-Secrétaire d'Etat au Trésor, créé par le précédent ministère, en violation de la loi.

Il faut que les Gouvernements sachent qu'ils doivent être les premiers à respecter les lois.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'avais eu l'intention de proposer la suppression de ce crédit, mais je ne l'ai pas fait pour éviter un conflit avec la Commission des finances de la Chambre qui en a pris l'initiative.

M. JEANNENEY.- A supposer qu'on maintienne ce crédit, il conviendrait, tout au moins, de faire des réserves sur l'illégalité qu'il consacre.

M. DOUMER.- Il est inadmissible que nous ratifions une violation de la loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce n'est pas la première fois que nous nous trouvons en présence d'une illégalité du genre de celle contre quoi vous vous élevez. Et considérez.....

je vous prie que vous avez toute satisfaction puisque le ministère actuel a supprimé tous les Sous-Secrétariats d'Etat.

M. DOUMER.- Cette mesure n'efface pas la violation antérieure de la loi.

M. JEANNENEY.- Pourquoi le Gouvernement ne déposerait-il pas un projet pour régulariser cette création illégale ? Jamais la loi de 1920 sur la création des ministres ou sous-secrétariats d'Etat n'a été respectée.

M. LE PRESIDENT.- En 1924, le Gouvernement de M. POINCARE avait procédé, ainsi illégalement, à la nomination d'un sous-secrétaire d'Etat aux Finances. Devant nos protestations, le décret illégal a été retiré.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous ferai remarquer que le Gouvernement actuel ne demande rien. C'est la Commission des Finances de la Chambre qui a pris l'initiative d'inscrire le crédit dont il s'agit.

D'ailleurs, je le répète, ce n'est pas la première fois que la loi de 1920 est violée. Il est extrêmement rare qu'un Gouvernement qui se forme reste dans les limites du Gouvernement qu'il remplace.

M. SCHRAMECK.- On ne peut, en effet, fixer des cadres trop rigides, car, lors de la formation de chaque cabinet nouveau, on est obligé, pour les attributions de portefeuilles, de tenir compte des aptitudes spéciales des hommes politiques appelés à constituer le cabinet et à les faire cadrer avec les exigences des services administratifs. On est donc ainsi amené à violer la loi; sinon le Gouvernement ne pourrait pas se présenter au complet devant les Chambres.

M. FERNAND FAURE.- Il n'y a qu'à attendre pour attribuer.....

les portefeuilles que l'on veut créer que les Chambres aient rétifé ces créations.

M. HERVEY?-. Je me figurais que les hommes étaient choisis d'après leur aptitude à diriger tel ou tel service, or je constate, d'après les explications de M. SCHRAMECK, que c'est le contraire qui se produit et que l'on démembre les services suivant les aptitudes ou les convenances des hommes politiques appelés à former le Ministère.

Ainsi, quand on constitue un cabinet, au lieu de chercher les hommes les plus aptes à diriger les ministères, on cherche des hommes susceptibles d'apporter des voix au nouveau gouvernement et, pour les besoins de dosages entre les groupes, on désorganise les administrations.

M. DOUMER.- C'est précisément pour mettre fin à ces combinaisons que nous avons voté la loi de 1920 aux termes de laquelle aucune création de ministère ou de sous secrétariat d'Etat ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

M. SCHRAMECK.- Je crois que c'est surtout en raison de la compétence spéciale de M. DUBOIN qu'on a créé le Sous-Secrétariat d'Etat au Trésor qui fait l'objet de vos critiques.

M. DOUMER.- Laissons de côté la personnalité de M. le banquier DUBOIN que je connais pas. Son Sous-Secrétariat d'Etat n'a pas eu d'existence légale. Le Gouvernement ne nous demande pas de crédits pour lui accorder rétrospectivement son traitement. C'est la Commission de la Chambre qui, dans un esprit de camaraderie a inscrit ce crédit dans le projet de loi. Il serait

dangereux.....

dangereux de la suivre dans cette voie.

M. DAUSSET.- Si le ministère Caillaux Briand n'avait pas été renversé, il nous aurait demandé de ratifier la création du Sous-Secrétariat d'Etat au Trésor et il est certain que nous aurions fini par accorder cette ratification.

La loi de 1920 est excellente en théorie. Elle se révèle pratiquement inapplicable.

M. SERRE.- M. Doumer dit que le Sous-Secrétaire d'Etat au Trésor n'a pas eu d'existence légale. Que valent alors les actes revêtus de sa signature?

M. DOUMER.- S'il avait, par délégation, accompli des actes juridiques, ces actes seraient nuls; mais il est très probable que les seules signatures qu'il a eu à donner, ont été données au nom du Ministre et par ordre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La loi constitutionnelle du 25 février 1875 dispose que "Le Président de la République nomme à tous les emplois civils et militaires",

M. LE PRESIDENT.- A tous les emplois existant en vertu d'une loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On pourrait même soutenir que ce texte donne au Président de la République le droit de créer des emplois, sous réserve, pour le Parlement, de voter les crédits nécessaires au fonctionnement des emplois ainsi créés.

La loi de 1920 est intervenue pour limiter cette faculté accordée par la Constitution au Chef de l'Etat. On aurait pu se demander si cette loi ne constituait pas un empiètement du législatif sur l'exécutif. Mais cette loi existe et nous devons la respecter.

Néanmoins.....

Néanmoins, nous nous trouvons en présence d'une situation de fait qu'il convient de liquider. Cette liquidation est d'autant plus facile que le Gouvernement actuel a supprimé tous les Sous-Secrétariats d'Etat.

Pour concilier notre respect de la loi et notre désir de ne pas créer un conflit sur une question d'aussi minime importance, je vous propose de disjoindre le crédit étant bien entendu que si, en séance publique, le Gouvernement nous en demande le rétablissement, nous déférerons à son désir.

Au surplus, nous n'avons, M. le Président et moi-même, rien à nous reprocher en la circonstance puisque dès la création du ministère Briand-Caillaux, nous avons fait une démarche auprès de M. Caillaux pour attirer son attention sur l'illégalité commise.

M. LE PRESIDENT.- C'est exact et M. CAILLAUX nous avait promis de demander aux Chambres de régulariser cette création illégale.

M. JEANNENEY.- J'accepte la procédure proposée par M. LE RAPPORTEUR GENERAL.

M. HERVEY.- Je demanderai l'abrogation de la loi de 1920. Mieux vaut supprimer la loi que de la violer sans cesse.

Les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

IMMEUBLE OCCUPE PAR LES SERVICES DES REGIONS LIBEREES

M. JEANNENEY.- Par application du programme d'économies dressé par le Gouvernement, certaines administrations vont être réduites et il va être procédé à des regroupements.....

groupements de services.

Je signale, à toutes fins utiles, que l'administration des Régions Libérées pourrait abandonner l'immeuble qu'elle occupe encore, rue Saint Honoré. Si elle le conserve jusqu'à fin de bail, l'Etat devra payer une somme de plus d'un million pour frais de remise en état des locaux tandis que si elle l'abandonne maintenant, un arrangement avantageux avec le propriétaire serait possible. Cet abandon pourrait avoir lieu sans que le fonctionnement des services en souffre, mais je suis informé que certains fonctionnaires, somptueusement logés dans l'immeuble en question, font tous leurs efforts pour que l'administration ne l'abandonne pas.

M. LE PRESIDENT.- J'attirerai l'attention de M. le Président du Conseil sur cette question.

ADOPTION DE RAPPORTS

La Commission adopte les conclusions de rapports de M. le Rapporteur Général favorables à l'adoption :

1° du projet adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicables à l'Alsace-Lorraine certaines dispositions de la loi du 3 août 1926, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget de 1926 et création de nouvelles ressources fiscales pour la couverture de ces dépenses et la dotation d'une caisse d'amortissement.

2° le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 12 de la loi du 3 août 1926, soumettant à la taxe sur le chiffre d'affaires les affaires d'exportation.

INVALIDES D'AVANT GUERRE

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Commission est saisie d'une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la loi des pensions de 1919 aux invalides d'avant guerre. Le Ministère des Finances, consulté a émis un avis nettement défavorable à cette assimilation,

M. LE GENERAL STUHL. RAPPORTEUR SPECIAL, insistant pour que quelque chose soit fait néanmoins en faveur des invalides d'avant guerre, je vous informe que j'étudierai la question avec lui, pendant les vacances.

M. LE GENERAL STUHL.- Il faut, en effet, faire quelque chose en faveur des invalides d'avant guerre, tout au moins de ceux dont l'invalidité résulte de blessures reçues au cours des campagnes de guerres coloniales.

Je me propose, d'accord avec M. le Rapporteur Général, de remanier, en ce sens, le texte qui nous a été renvoyé.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A ce propos, je voudrais bien qu'on adoptât le principe de ne pas accepter de dépenses nouvelles, sans qu'une ressource correspondante soit proposée.

La Séance est levée à 11 heures 45 .

Le Président
de la Commission des Finances :

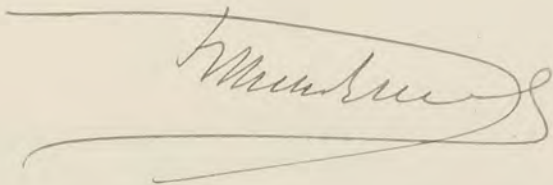


TABLE DES MATIERES

Séances du 2 au 11 août 1926

(7 Séances)

	Dates des Séances	Pages
<u>A</u>		
AUDITIONS DE :		
M. LE PRESIDENT DU CONSEIL, MINIS- TRE DES FINANCES (Caisse d'amortis- sement).....	2 Août	9
M. LE PRESIDENT DU CONSEIL, MINIS- TRE DES FINANCES (Projets finan- ciers).....	6 Août	83
M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE (Ravitaillement en blé).....	6 Août	159
M. LE PRESIDENT DU CONSEIL, MINIS- TRE DES FINANCES (Communication relati- ve à l'Assem- blée nationale). 7 Août	7 Août	174
ASSEMBLEE NATIONALE (Séance de la Commission des Trente).....	10 Août	178-180

B

BONS DE LA DEFENSE NATIONALE (Com- munication de M. le Président de la Commission).....	4 Août	66
BANQUE D'ALGERIE (Elevation du ma- ximum des émis- sions).....	5 Août	72
BLE (Ravitaillement en).....	6 Août	81
BONS DE LA DEFENSE NATIONALE (Cais- se de gestion des).....	7 Août	168

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT (Ouverture de crédits supplémentaires, exercice 1926).....	2 Août	47
CAISSE D'AMORTISSEMENT (Création d'une)....	6 Août	152

	Dates des Séances	Pages
	-----	-----
CREDITS (Ouverture et annulation de).....		
COMPOSITION DU GOUVERNEMENT.....	11 Août	252

I

INCIDENT-M. PAUL DOUMER (Nouvel- les ressources fiscales	4 Août	65
IMMEUBLE occupé par les services des régions libérées.....	11 Août	256
INVALIDES D'AVANT GUERRE	11 Août	258

=E

LONGITUDES (Détermination des)....	4 Août	68
------------------------------------	--------	----

S

SEINE (Département de la) Imposi- tion extraordinaire de 4 cen- times additionnels pendant 10 ans).....	2 Août	1
SEINE (Département de la) Imposition extraordinaire pendant 3 ans de 72 centimes additionnels).	2 Août	4

T

TAXES DIRECTES ET INDIRECTES Créa- tion par les Conseils municipaux de).....	6 Août	74
--	--------	----

=====

+++++++

xxxxx

...